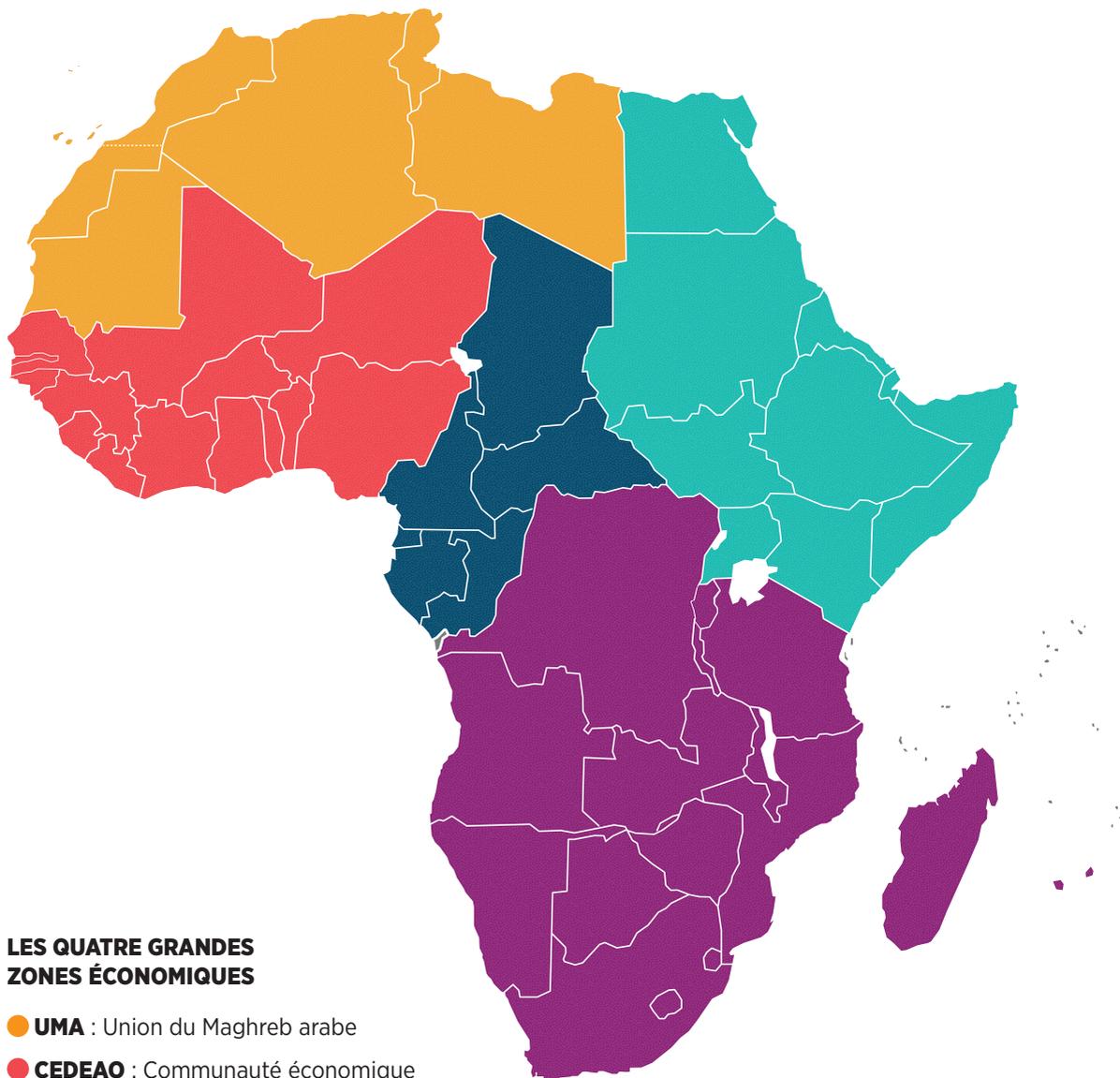


# LES RÉSULTATS 2021 DE L'ENQUÊTE CIAN



## LES QUATRE GRANDES ZONES ÉCONOMIQUES

- **UMA** : Union du Maghreb arabe
- **CEDEAO** : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale
- **SADC** : Southern African Development Community

**Les entreprises européennes interrogées par le CIAN ont plutôt bien résisté à la crise sanitaire en 2021 et sont confiantes pour l'avenir. Toutefois, les indicateurs du climat des affaires progressent lentement. On note une légère amélioration des indicateurs de l'administration, fruit de l'accélération de la digitalisation menée par certains pays dans le contexte de la pandémie, et une nouvelle prise en compte de la protection de l'environnement.**

#### Un baromètre fondé sur le retour du terrain

Lorsqu'un dirigeant d'entreprise envisage un investissement, il estime le potentiel de son marché et analyse sa future clientèle. Mais il a aussi besoin de s'informer sur l'environnement des affaires et les conditions dans lesquelles il exercera son activité. C'est dans cette optique que depuis 1989, le CIAN réalise un baromètre annuel auprès des responsables de filiales des sociétés internationales implantées sur le continent africain. L'enquête est remplie en ligne via un questionnaire (en français ou en anglais) diffusé dans les réseaux des adhérents du CIAN, de la CCI France, des conseillers du commerce extérieur et des services économiques des ambassades. Le CIAN tient donc à remercier l'ensemble de l'écosystème des affaires français du continent pour son soutien continu sans lequel ce baromètre ne pourrait exister. Cette année, le CIAN a proposé à ses homologues européens réunis au sein de l'EBCAM d'interroger également leurs adhérents. C'est donc une analyse européenne que nous apportons ici, grâce à la contribution des entreprises membres d'Africa-Verein (Allemagne), Invest-Africa (Royaume-Uni), HACCD (Grèce), NABA (Norvège), NABC (Pays-Bas), SWEACC (Suède) et SwissCham (Suisse).

Pour cette édition, les résultats collectés au dernier trimestre de 2021 sont constitués de 746 réponses provenant de 42 pays – 94 d'Afrique du Nord, 272 d'Afrique de l'Ouest, 144 d'Afrique centrale et 236 d'Afrique australe, orientale et de l'océan Indien. Outre les données par zone illustrées dans cet article, les résultats par pays sont intégrés dans 29 fiches de ce rapport, le nombre insuffisant de réponses ne permettant pas une analyse détaillée pour treize autres États.

*Pour 2022, l'optimisme reste de mise et la plupart des entreprises pensent n'être touchées par la crise sanitaire que faiblement ou moyennement.*

#### Malgré la crise de la Covid, les entreprises développent leurs affaires

La première partie de l'enquête évalue les perspectives d'activité des entreprises dans le pays où elles sont implantées à travers l'évolution du chiffre d'affaires, des investissements, de la rentabilité ou encore du volume des créances.

Contrairement à ce que les entreprises espéraient à la fin 2020, la crise sanitaire a perduré tout au long de 2021 et se poursuit encore en 2022. La moitié des entreprises estime que la Covid a beaucoup impacté leur activité de 2021. Aux fermetures imposées et au télétravail, se sont ajoutés l'augmentation des coûts de fret, la non reprise des voyages d'affaires et, surtout, le ralentissement des économies. Enfin l'activité touristique a continué d'être quasi inexistante. Les politiques de soutien des économies par les États ayant été moins fortes qu'en Europe, l'Afrique ne fait plus figure d'exception, même si elle a été relativement épargnée par l'épidémie en termes de mortalité.

Sans surprise, les régions les plus affectées par l'épidémie sont celles qui ont ressenti le plus fort impact de la Covid sur leur activité. L'Afrique du Nord d'abord. Ainsi, le Maroc, qui a fermé ses frontières à de multiples reprises, est le pays où deux tiers des entreprises s'estiment très impactées. L'Afrique australe ensuite, région qui a décompté le plus de cas de Covid, particulièrement l'Angola, Djibouti et l'Ouganda. Mais les entreprises d'Afrique centrale sont aussi très concernées par l'épidémie, notamment celles du Tchad, du Gabon et du Congo Brazzaville. Pour 2022, l'optimisme reste de mise et la plupart des entreprises pensent n'être touchées par la crise sanitaire que faiblement ou moyennement.

*En 2021, la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,6 sur 5, légèrement meilleure que celle des trois années précédentes. L'Afrique du Nord obtient la meilleure évaluation, devant l'ensemble formé par les pays d'Afrique australe, de l'Est et l'océan Indien, à égalité avec les pays d'Afrique de l'Ouest.*

En ce qui concerne le chiffre d'affaires et les bénéfices, les nouvelles sont plutôt bonnes. Les résultats de 2021 sont meilleurs que ceux de 2020. A l'échelle du continent, la moitié des entreprises déclarent que leur chiffre d'affaires de 2021 est en croissance, et les trois quarts d'entre elles déclarent qu'elles seront à l'équilibre ou bénéficiaires. En Afrique du Nord, les pays les plus dynamiques en termes d'activité sont la Mauritanie, avec 86 % des entreprises en croissance, et le Maroc (64 %). En Afrique de l'Ouest, ce sont le Ghana, le Bénin, la Guinée Conakry et le Sénégal qui affichent les meilleurs taux de croissance (pour environ 80 % des entreprises) tandis que le Burkina Faso et le Niger marquent le pas (un tiers seulement des sociétés en croissance). Le Togo est un cas à part puisque 70 % des entreprises avaient enregistré une croissance en 2020 (contre 39 % pour l'Afrique de l'Ouest). Aussi sont-elles un peu moins nombreuses que dans les pays voisins à prévoir de nouveau une croissance en 2021 et 2022, mais la conjoncture reste bien orientée. La Côte d'Ivoire et le Nigeria font preuve d'un peu moins de dynamisme en 2021, mais prévoient une croissance forte en 2022. Enfin, en Afrique centrale la situation est contrastée : 36 % des entreprises déclarent un chiffre d'affaires en baisse, surtout au Tchad et au Congo Brazzaville, et 40 % en croissance, notamment au Cameroun et en Centrafrique.

Quant aux résultats, 58 % des entreprises d'Afrique du Nord seront rentables en 2021, particulièrement au Maroc, en Algérie et en Egypte, alors qu'en Mauritanie, elles ne sont que 43 % à l'être. En Afrique de l'Ouest, 53 % des entreprises afficheront des bénéfices, la conjoncture étant plus favorable encore au Ghana et au Nigeria. En Afrique australe, Afrique de l'Est et océan indien, l'embellie par rapport à 2020 est notable mais plus modeste : un tiers d'entreprises bénéficiaires et un tiers à l'équilibre. Seule l'Ile Maurice, où l'activité des entreprises avait fortement ralenti en 2020, affiche 70 % d'entreprises qui feront un bénéfice. La Tanzanie et Madagascar sont en dessous de ce niveau avec respectivement 43 % et 31 % d'entreprises

déficitaires. L'Afrique centrale est la région où l'on trouve le plus d'entreprises déficitaires, en particulier au Congo Brazzaville (64 %) et au Tchad (50 %). En RDC, en Centrafrique et au Cameroun, toutefois, sept entreprises sur dix clôtureront leur année en bénéfice ou à l'équilibre.

Du côté de l'investissement, le précédent rapport concluait à un report à 2021 des investissements pour 44 % des entreprises, mais le prolongement de l'épidémie a provoqué une poursuite de cette retenue, avec seulement 35 % des entreprises qui ont augmenté leurs investissements, 36 % qui les maintiennent et 29 % qui les ont interrompus. L'Afrique de l'Ouest est la région la plus impactée dans ce domaine, sauf au Mali et au Ghana où les investissements ont continué à stagner. En Afrique centrale, 39 % des entreprises en moyenne ont simplement maintenu leurs investissements, mais 55 % de celles présentes au Cameroun ont investi de nouveau. La situation est similaire en Afrique australe pour 37 % des entreprises, sauf à Madagascar, au Kenya et en Tanzanie où l'on note une reprise. Notons le contraste avec l'Afrique du Nord, où 40 % des entreprises ont stoppé leurs investissements, et même 67 % d'entre elles en Tunisie en raison de la situation politique. L'Algérie et le Maroc sont les seuls pays qui ont retrouvé leur attractivité.

### **Les entreprises attendent encore des progrès en matière de climat des affaires**

La deuxième partie de l'enquête évalue l'environnement des affaires des pays d'implantation des entreprises via une quarantaine de critères regroupés en sept thématiques : les infrastructures, l'administration, l'économie et la finance, le social, le socio-culturel, le coût des facteurs et, enfin, le développement durable. Cela permet d'éclairer les futurs investisseurs mais aussi de dialoguer avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitent inciter les entreprises étrangères à s'implanter dans leur pays en les informant des attentes des entreprises.

En 2021, la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,6 sur 5, légèrement meilleure que celle des trois années précédentes. L'Afrique du Nord obtient la meilleure évaluation (2,8) juste devant l'ensemble formé par les pays d'Afrique australe, de l'Est et l'océan Indien, à égalité avec les pays d'Afrique de l'Ouest (2,7), l'Afrique centrale étant toujours en queue de classement (1,9). Sur les 29 pays étudiés, quinze obtiennent une note supérieure ou égale à cette moyenne. C'est le cas de tous les pays d'Afrique du Nord, sauf la Mauritanie dont la note s'est dépréciée (la Libye n'est pas étudiée), huit pays sur dix d'Afrique de l'Ouest, dont sept ont progressé en 2021, et seulement la moitié des pays du sud et de l'est du

continent dont cinq ont vu leur note baisser. Dans la région d'Afrique centrale, le Cameroun est l'unique pays à se situer au-dessus de la moyenne.

En tête du classement global, le Maroc rattrape Maurice. Le Togo, le Sénégal, le Bénin, l'Afrique du Sud et la Tunisie les suivent grâce à des scores en progression. La Centrafrique, le Tchad et la RDC sont en bas de la liste.

En Afrique du Nord, les notes de la Tunisie, de l'Algérie et, surtout, du Maroc ont progressé, portées par les meilleures infrastructures et coûts des facteurs du continent, ainsi que par la sécurité des personnes. L'Égypte, en revanche, perd quelques points à cause du manque d'efficacité de son administration et de son système de santé, tout comme la Mauritanie qui, de surcroît, dispose d'une main d'œuvre et des coûts des facteurs en dessous des standards régionaux, notamment en raison de la cherté de l'électricité.

En Afrique de l'Ouest, les notes moyennes sont aussi en progression à l'exception du Ghana, qui reste stable, et du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, en léger recul. La région se démarque grâce à une administration mieux notée, notamment dans les domaines de l'environnement fiscal et des douanes. La corruption est en moyenne moins préoccupante que dans d'autres régions. Néanmoins, le Mali et le Burkina Faso souffrent de la faible qualité des infrastructures, en particulier celles de transports, et d'un coût trop élevé de l'électricité ; les systèmes de santé et d'éducation y sont aussi très fragiles.

En Afrique australe, orientale et océan indien, hormis l'Afrique du Sud, le Kenya et Madagascar qui enregistrent 0,2 point, grâce à leurs réseaux de télécommunication (téléphonie et Internet) et à la qualité de leurs secteurs bancaires, tous les autres pays ont vu leur note baisser. L'Afrique du Sud bénéficie également d'un droit du travail attractif et d'un réseau routier et aérien de qualité. Sur ce dernier point, elle est rejointe par le Kenya qui se distingue, tout comme Madagascar, par un coût de main d'œuvre attractif. A l'opposé, la Tanzanie souffre d'un réseau ferré et électrique de faible qualité. Son administration et en particulier son système judiciaire sont mal notés et les entreprises se plaignent d'une corruption importante.

En Afrique centrale, tous les pays, à l'exception du Cameroun et de la RDC, ont perdu du terrain en 2021. En Centrafrique, en RDC et au Tchad tout particulièrement, les notes sont mauvaises en raison d'infrastructures et de compétences administratives de faible qualité, auxquels s'ajoutent des systèmes de formations déficients et un poids du secteur informel très conséquent. La Centrafrique est le pays perçu comme le moins sûr du continent.

*Enquête et analyse réalisées par le CIAN*

## APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

*Note moyenne par pays*

*(ce panel porte sur 29 des 54 pays du continent)*

	2021	2020
<b>AFRIQUE DU NORD</b>		
Algérie	2,7	2,5
Égypte	2,7	2,9
Maroc	3,7	3,2
Mauritanie	2,1	2,6
Tunisie	3,0	2,8
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>		
Bénin	3,1	2,8
Burkina Faso	2,4	2,6
Côte d'Ivoire	2,6	2,7
Ghana	2,8	2,8
Guinée	2,7	2,1
Mali	2,3	2,1
Niger	2,5	2,4
Nigeria	2,5	2,3
Sénégal	3,0	2,7
Togo	3,4	2,8
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>		
Cameroun	2,6	2,6
Congo Brazzaville	2,0	2,3
Gabon	2,1	2,4
Centrafrique	1,5	1,8
RD Congo	1,7	1,6
Tchad	1,7	1,9
<b>AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE, OCÉAN INDIEN</b>		
Afrique du Sud	3,1	2,9
Angola	2,4	2,5
Djibouti	2,4	2,7
Kenya	2,9	2,7
Madagascar	2,2	2
Maurice	3,7	3,8
Ouganda	2,9	3,0
Tanzanie	1,9	2,1

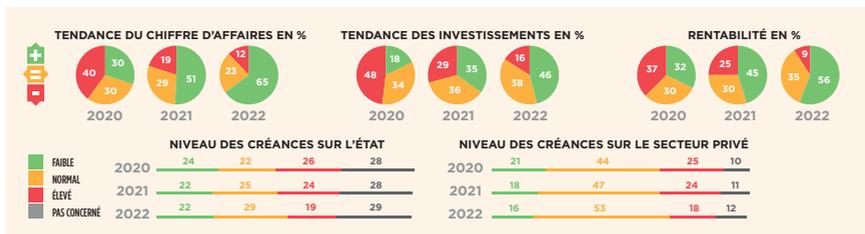
# ACTIVITÉ DES ENTREPRISES 2021-2022

L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2020, 2021 et 2022 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 29 pays évalués cette année.

## AFRIQUE CONTINENT



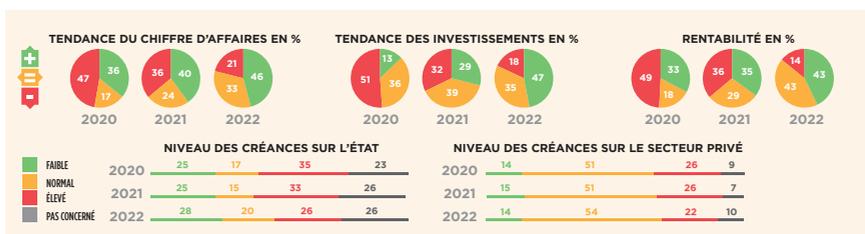
## AFRIQUE DU NORD



## AFRIQUE DE L'OUEST



## AFRIQUE CENTRALE



## AFRIQUE AUSTRALE DE L'EST OCÉAN INDIEN



# BAROMÈTRE CIAN 2021

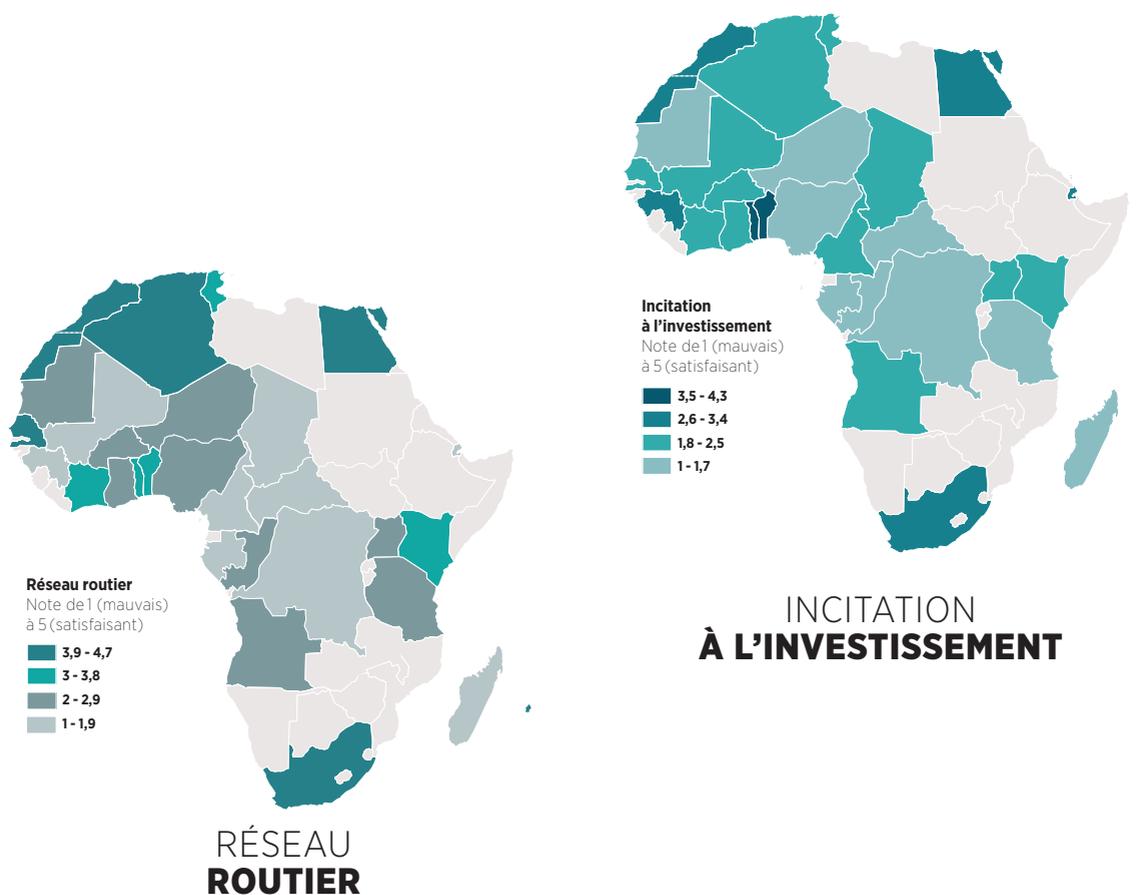
	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)			AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)			AFR. AUSTRALE, ORIENTALE & Océan Indien			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5
	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant
<b>INFRASTRUCTURES</b>															
Réseau routier			3,8			2,6			1,5			2,8			2,8
Réseau ferré		2,5		1,5				1,4			1,9			1,8	
Réseau portuaire			3,3			3,0			2,5			3,2			3,3
Réseau aérien local			4,1			3,2			2,4			3,3			3,3
Eau et assainissement			3,2			2,7			1,7			2,5			2,6
Distribution électrique			3,8			2,7			1,8			2,4			2,7
Réseau téléphonique			3,8			3,7			2,7			4,1			3,7
Réseau Internet			3,2			3,7			2,6			3,9			3,6
<b>ADMINISTRATION</b>															
Efficacité			1,9			2,4			1,6			2,1			2,1
Incitation à l'investissement			2,5			2,5			1,5			2,4			2,3
Douanes : tarifs			1,9			2,5			1,9			2,4			2,2
Procédures de dédouanement			2,0			2,7			1,7			2,5			2,4
Douanes : fraudes			1,9			2,2			1,5			2,3			2,1
Environnement fiscal			2,0			2,6			1,6			2,6			2,3
Système judiciaire : délais des procédures			1,7			2,1			1,3			2,1			2,0
Équité des jugements			2,0			2,3			1,6			2,4			2,2
Droit foncier			2,1			2,2			1,7			2,6			2,3
<b>ÉCONOMIE ET FINANCE</b>															
Banques : qualité du secteur bancaire			3,2			3,6			2,6			3,6			3,4
Accès et coût du crédit aux entreprises			2,4			2,3			1,8			2,6			2,3
Financement des importations			2,8			2,9			2,2			3,0			2,7
Impact du secteur informel			1,9			2,3			1,4			2,7			2,2
<b>SOCIAL</b>															
Droit du travail			2,8			3,4			2,3			3,2			3,0
Encadrement : qualité et stabilité			3,0			3,2			2,1			2,9			3,0
Main d'œuvre : qualité et stabilité			3,1			2,8			2,1			2,6			2,7
Système de formation			2,4			2,3			1,8			2,1			2,3
Taux d'absentéisme			2,9			3,4			2,8			2,9			3,1
Système de santé			2,3			2,2			1,6			2,2			2,2
<b>SOCIO-CULTUREL</b>															
Sécurité des personnes			4,0			3,3			2,7			3,1			3,3
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs locaux			3,3			3,1			2,2			3,0			3,0
Niveau de corruption			2,0			2,2			1,4			2,0			2,0
<b>COÛT DES FACTEURS</b>															
Énergie : électricité			3,0			2,1			1,8			2,0			2,1
Énergie : fuel			3,4			2,7			2,3			2,8			2,7
Télécommunications			3,6			2,8			2,2			2,7			2,8
Main d'œuvre			4,2			3,7			2,6			3,5			3,5
Transport routier			3,9			3,2			1,8			2,8			2,8
Transport maritime			3,3			2,6			1,8			2,6			2,5
Transport aérien			3,1			2,6			1,9			2,2			2,4
<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>															
Protection de l'environnement			2,0			2,1			1,6			2,0			2,0
Respect de l'humain			2,3			2,7			2,0			2,5			2,6
<b>NOTE MOYENNE</b>			<b>2,8</b>			<b>2,7</b>			<b>1,9</b>			<b>2,7</b>			<b>2,6</b>

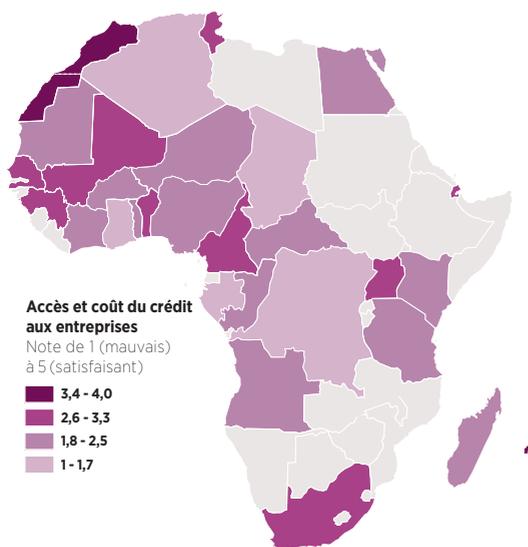
# ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EN 2021

Dans l'enquête que le CIAN a réalisée auprès des chefs d'entreprise, ces derniers étaient invités à se prononcer sur l'environnement des affaires dans les pays où ils exercent une activité selon 39 critères d'appréciation, les opinions allant de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) au sein de sept domaines :

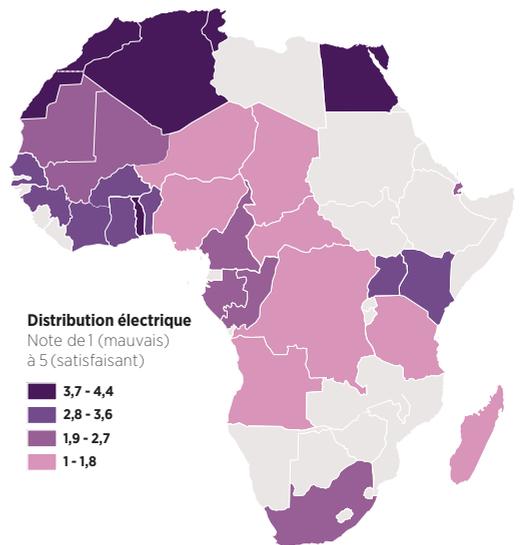
- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

Le graphique général du Baromètre CIAN présenté p. 35 rend compte de ces résultats par grandes zones géographiques. Les cartes figurant ci-dessous présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 29 pays évalués cette année. En raison de l'instabilité politique, l'enquête 2021 menée auprès des entreprises n'a pas récolté suffisamment de réponses pour l'Éthiopie et le Mozambique.

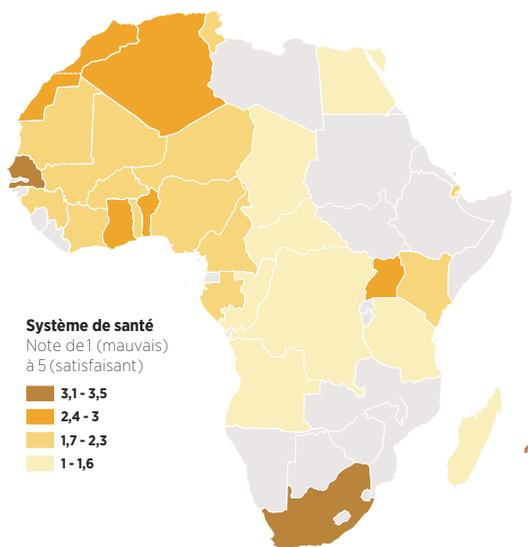




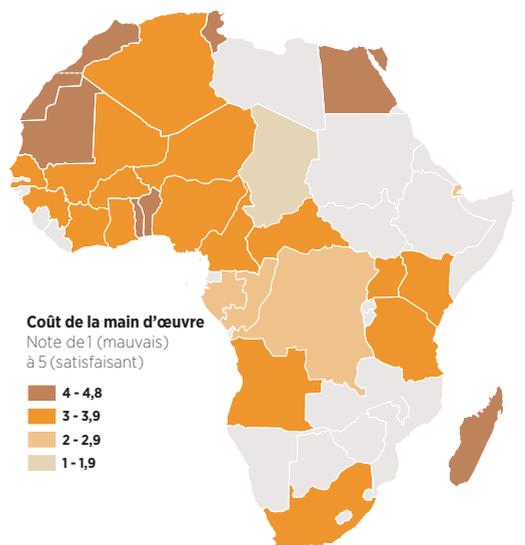
## ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES



## DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



## SYSTÈME DE SANTÉ



## COÛT DE LA MAIN D'ŒUVRE

# Le théâtre d'une compétition entre grandes puissances

Instabilité politique en Tunisie et en Libye, alternance post-islamiste au Maroc, tensions à leur paroxysme entre Alger et Rabat : la région est traversée par des dynamiques contradictoires, où l'économie cède souvent le pas au politique.

Algérie - P42

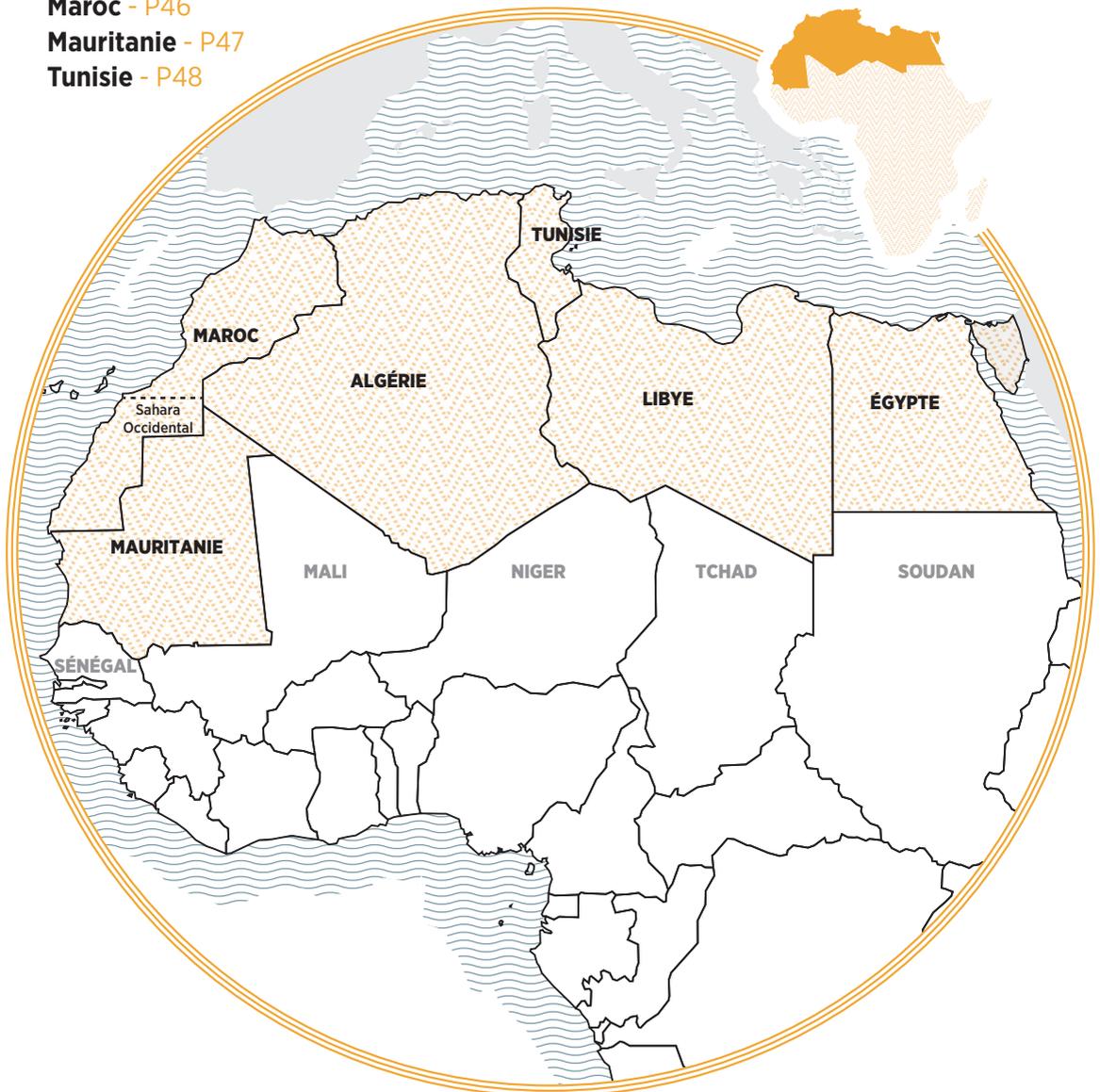
Égypte - P44

Libye - P45

Maroc - P46

Mauritanie - P47

Tunisie - P48



L'Afrique du Nord, qui avait connu une récession de 1,5% en 2020, a bénéficié d'un « effet rattrapage » en 2021. Mais le taux de croissance de la région, estimé à 7,5% par le FMI, est un trompe-l'œil gonflé par la progression à trois chiffres du PIB libyen (+123%). L'expansion de l'activité des principales économies de la zone se situe plutôt dans une fourchette comprise entre 3 et 3,5%, exception faite du Maroc, qui a surperformé à +5,7%. L'Égypte, avec ses 100 millions d'habitants, qui pèse à elle seule près de la moitié de la richesse produite dans la région (400 milliards de dollars), est aussi l'économie qui offre les meilleures perspectives de croissance en 2022 (+5,2%).

Les incertitudes demeurent sur le plan sanitaire. Cinq pays d'Afrique du Nord figurent dans le top 10 des pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19, en termes de contaminations (3,5 millions) comme en termes de mortalité (82 000 décès, dont 27 000 en Tunisie). La situation de la vaccination dessine une fracture régionale. La couverture vaccinale atteignait les 63% en février 2022 au Maroc, et 53% en Tunisie, mais n'était que de 30% en Égypte, alors qu'en Algérie et en Libye, moins d'un habitant adulte sur sept présentait un schéma complet. La sécurité alimentaire, dans un contexte de résurgence de l'inflation, est un autre motif de préoccupation fondamentale.

Premier importateur mondial de blé, l'Égypte dépendait à 50% du blé russe et à 30% du blé ukrainien. Elle dispose cependant de 9 mois de stocks. L'Algérie a importé pour 800 000 tonnes de blé russe fin 2021 et possède 6 mois de stocks. La Tunisie, financièrement aux abois, craint de ne pouvoir amortir la flambée des cours du blé et ses répercussions sur le prix du pain.

Les perspectives d'une relance des industries touristiques tunisienne et marocaine, aujourd'hui sinistrées, sont incertaines. Cette situation, aggravée par la probable défection des touristes russes et ukrainiens, risque d'alimenter le chômage, plaie endémique de la région. Les effets de la crise du Covid-19 sur le tissu social ont été amortis par la robustesse des flux d'envois de fonds

des diasporas. Leurs montants excèdent largement ceux des investissements directs étrangers et de l'aide au développement et contribuent à équilibrer les balances des paiements. Ils ont augmenté de 9,7% pour l'ensemble Afrique du Nord / Moyen-Orient – et de 15,7% pour le sous-ensemble maghrébin, selon la Banque Mondiale. L'Égypte (33 milliards de \$, en hausse d'un tiers) et le Maroc (9,3 milliards) sont les deux économies qui ont le plus bénéficié de ce phénomène.

### Reflux islamiste

Politiquement, les formations islamistes sont les grandes perdantes de l'année écoulée. Pour les mouvements issus de la matrice des Frères musulmans, 2021 marquera la fin d'un cycle commencé dix ans plus tôt, dans le sillage des révolutions tunisienne et égyptienne et de la guerre civile libyenne. Leur perte d'ascendant tient moins à leur discrédit idéologique

qu'à l'échec de leur gouvernance. Chassés du pouvoir en juillet 2013 par l'armée du maréchal Abdel Fattah al-Sissi, et persécutés sans relâche depuis, ils ont été marginalisés sur la scène politique égyptienne. Intégrés au jeu politique et recyclés par le système clientéliste, ils demeurent une sensibilité influente mais ne constituent plus une force d'alternance en Algérie. En Libye, les milices islamistes, longtemps hégémoniques à l'Ouest du pays, bénéficient toujours du soutien militaire de la Turquie et conservent des positions fortes sur

le terrain. Mais elles seront condamnées à faire de la figuration lors des prochaines élections présidentielles et législatives, si elles ont lieu. Au Maroc, le PJD (Parti de la Justice et du Développement), qui tenait les rênes du gouvernement depuis 2011, a subi une déroute électorale aux législatives du 8 septembre. La formation du Premier ministre Saâdeddine El Othmani a dégringolé à la huitième place et perdu 90% de ses députés. Assumant la responsabilité politique de ce désastre, le modéré El Othmani a rendu les manettes du parti à son prédécesseur, Abdelilah Benkirane. Premier ministre de 2011 à 2016, ce dernier aura pour mission de restaurer la crédibilité et de rendre une « virginité morale » à sa formation, abîmée par les compromissions et les soupçons d'affairisme.

**Politiquement, les formations islamiques sont les grandes perdantes de l'année écoulée. Pour les mouvements issus de la matrice des Frères musulmans, 2021 marquera la fin d'un cycle entamé dix ans plus tôt.**

## Fracturée par la crise libyenne et la rivalité exacerbée entre l'Algérie et le Maroc autour de la question du Sahara occidental, l'Afrique du Nord est redevenue le théâtre d'une compétition stratégique entre les grandes puissances.

Le mouvement de balancier a été encore plus brutal en Tunisie, où Ennahdha dominait la scène politique depuis les élections d'octobre 2011. Certes, le parti de Rached Ghannouchi n'avait pu empêcher la victoire du moderniste Béji Caïd Essebsi à la présidentielle de décembre 2014, ni celle du juriste indépendant Kaïs Saïed en octobre 2019. Mais, passée maîtresse dans l'art des manœuvres politiciennes, la formation islamiste avait réussi à conserver sa centralité au Parlement, où elle continuait à faire la pluie et le beau temps, malgré le rétrécissement de sa base électorale. Ennahdha s'était profondément enkystée dans l'appareil d'État, colonisant l'administration et la justice, et avait même réussi à « retourner » le Premier ministre Hichem Mechichi, pourtant nommé par Kaïs Saïed, et à en faire son vassal. La guerre d'usure à laquelle se sont livrées les deux têtes de l'exécutif entre juillet 2020 et juillet 2021 a abouti à la paralysie totale des institutions, dans un contexte de dépression économique et de crise sanitaire, faisant craindre un effondrement de l'État. Conscient de l'impopularité grandissante de ses adversaires islamistes, le président Saïed a exploité les circonstances à son profit, en activant, avec l'assentiment de l'armée et le soutien à peine voilé de l'Égypte, l'article 80 de la Constitution, pour s'arroger les pleins pouvoirs. Le gel du Parlement décrété le 25 juillet 2021 a provoqué l'effondrement du système Ennahdha, dont les dirigeants, à l'instar de l'ex-Garde des Sceaux Noureddine Bhiri, sont maintenant aux prises avec la justice pour des affaires non résolues remontant à la période trouble de 2011-2014.

### Crainte d'affrontement

Fracturée par la crise libyenne et la rivalité entre l'Algérie et le Maroc autour de la question du Sahara occidental, l'Afrique du Nord est redevenue le théâtre d'une compétition stratégique entre les grandes puissances. Les accords d'Abraham, signés en 2020 sous la houlette de l'ex-président américain Donald Trump, entre Israël d'une part, les pays arabes du Golfe, le

Maroc et le Soudan d'autre part, ont eu de profondes répercussions au Maghreb. Ils ont exacerbé la conflictualité entre Alger et Rabat. Plus encore que la reconnaissance par Washington de la marocanité du Sahara occidental, le rapprochement politique et militaire entre le Maroc et Israël a été ressenti comme un casus belli côté algérien. Trois événements ont précipité la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, annoncée le 24 août par Alger. En premier lieu, l'affaire Pegasus, avec la révélation de l'espionnage, par les services marocains, de hauts responsables de l'armée algérienne à l'aide d'un logiciel espion conçu en Israël. En second lieu, les déclarations provocantes de l'ambassadeur du Maroc à l'ONU évoquant « le droit à l'autodétermination du peuple kabyle ». Enfin, les déclarations hostiles à l'Algérie de Yaïr Lapid, le ministre israélien des Affaires étrangères, tenues lors de sa visite à Rabat, en août 2021. Les relations entre les deux frères ennemis du Maghreb sont maintenant au plus bas. Alger a fermé son espace aérien aux avions marocains et a mis à l'arrêt le Gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui approvisionnait le Royaume chérifien en gaz naturel algérien. Un bombardement ayant coûté la vie à trois camionneurs algériens, le 1er novembre 2021, attribué à des drones armés marocains, a même fait craindre un affrontement.

Les deux pays ont intensifié leurs investissements militaires. En 2021, la Russie a décroché un contrat de sept milliards de dollars pour équiper l'armée nationale populaire algérienne, qui deviendra le premier client étranger des nouveaux chasseurs Sukhoï-57 et disposera de batteries de missiles anti-aériens S-300. Le Maroc, de son côté, poursuit la modernisation de son armée avec l'aide de son partenaire américain. Le Royaume s'est également doté de drones turcs Bayraktar 12 et du système de défense israélien Skylock Dome. Rabat a même signé le 24 novembre un protocole d'accord de défense avec Tel-Aviv. Signe que la course aux armements est loin d'être achevée, le gouvernement d'Aziz Akhannouch a fait voter un budget militaire en hausse de 11,7% pour 2022, à 4,8 milliards d'euros, un niveau jamais atteint.

### Embarras européen

Plombée par la crise du Sahara et confrontée à l'effondrement d'une de ses composantes (la Libye), l'Union du Maghreb Arabe paraît durablement condamnée à rester à l'état virtuel. L'Afrique du Nord est l'espace économique le moins intégré du continent, la part des échanges intra-zone représentant moins de 2% du PIB de la région. Cette situation, qui entrave la dynamique des affaires, est aussi une profonde source d'embarras

pour l'Union européenne. Faute de vis-à-vis institutionnel sur la rive Sud de la Méditerranée, Bruxelles a pris l'habitude de négocier des accords d'association avec les pays pris isolément. Mais la pérennité de son traité avec le Maroc est désormais menacée. Conforté par la reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara, Rabat a en effet décidé de hausser le ton face à des Européens jugés trop ambivalents. Dans un discours solennel prononcé le 6 novembre, pour le 46ème anniversaire de la Marche Verte, le roi Mohammed VI a déclaré que son pays n'engagera plus aucune démarche d'ordre économique ou commercial qui exclurait le Sahara marocain. Une allusion transparente à la décision, rendue deux mois plus tôt, par le Tribunal de l'Union Européenne, qui excluait les produits du Sahara marocain des accords agricoles et de pêche signés entre l'UE et le Royaume chérifien. Ces derniers mois, Rabat a n'a pas hésité à aller au bras de fer avec deux de ses principaux alliés européens, Madrid et Berlin, accusant ces derniers de complaisance avec le Front Polisario. Les griefs semblent aujourd'hui apaisés. À l'inverse, un rapprochement opportuniste est à l'œuvre avec Londres depuis le Brexit. La société britannique Xlinks porte notamment gigantesque projet d'interconnexion électrique, via un câble sous-marin

de 3800 kilomètres, entre le Maroc et la Grande-Bretagne. L'investissement est chiffré à 25 milliards de \$ par ses promoteurs et doit concerner les énergies renouvelables...

S'il est peu probable que le Maroc songe à rompre avec l'Union européenne, qui est la première destination de ses exportations, la nouvelle posture offensive de la diplomatie marocaine illustre la tendance à l'affirmation décomplexée des intérêts qui se manifeste également ailleurs dans la région. Les pays d'Afrique du Nord n'hésitent plus, désormais, à jouer sur les rivalités et les antagonismes de leurs partenaires. Et à faire monter les enchères. A l'image de l'Égypte, en s'appuyant sur la France et son industrie militaire face à l'allié traditionnel américain, soupçonné de tiédeur. Ou, dans un sens opposé, à l'image de l'Algérie, qui avait mis fin aux importations de blé tendre en provenance de France en 2021 et s'était tournée vers Moscou, pour signifier son mécontentement après les déclarations controversées d'Emmanuel Macron.

*Samy Ghorbal*



**BRUNO FAURE**

## ÉCO D'ICI, ÉCO D'AILLEURS

**SAMEDI À 11H10 ET À 18H10**

Les grands dossiers de l'actualité économique française, africaine et internationale  
Première radio internationale en Afrique francophone\*

\*Source : Kantar TNS - Africascope 2021



À (ré)écouter en podcast  
sur [rfi.fr](https://www.rfi.fr)



## ALGÉRIE

## Vers une relance des hydrocarbures ?

La guerre russo-ukrainienne change la donne pour le secteur énergétique algérien, qui peinait à attirer des investisseurs. La Sonatrach est prête à fournir plus de gaz à l'Europe.



Président : **Abdelmajid Tebboune**  
 Premier ministre :  
**Aymen Benabderrahmane**  
 Population (millions) : **45**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **2 381 740**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **11 174**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **3,4**  
 Inflation 2021 (% est.) : **6,5**  
 Classement IDH 2020 : **91**

L'Algérie se remet doucement d'une année 2020 traumatisante qui avait vu l'activité économique plonger de 4,9%. La croissance s'est située entre 3 et 3,4% en 2021, mais devrait décélérer en 2022 à 1,9% selon le FMI. Avec le chômage des jeunes (27%), l'inflation du prix des produits alimentaires constitue le motif de préoccupation numéro un des ménages. L'Algérie (qui a 6 mois de stocks) importe 62% du blé qu'elle consomme, or le prix des céréales a pratiquement doublé en 2021 et va continuer sa hausse. Pour préserver la paix sociale, les autorités ont décidé de remettre à plus tard la réforme du système des subventions généralisées, jugée pourtant indispensable par le FMI.

Confronté à de dramatiques incendies en Kabylie, à de sévères pénuries d'eau et à une meurtrière troisième vague de Covid-19, le pays a vécu un été 2021 compliqué. La lenteur du déploiement de la vaccination a alimenté les critiques. Mécontent du rendement de son équipe gouvernementale, le président Tebboune a nommé un nouveau Premier ministre, Aymen Benabderrahmane avec pour mission de « juguler la crise socio-économique ». Il devrait confirmer un changement de cap en faveur du secteur privé et promouvoir le numérique comme secteur d'avenir.

## Réserves de change

Le niveau des réserves de changes constitue toujours un motif d'inquiétude pour les autorités. Fin 2021, il s'établissait à 42,8 milliards de dollars, contre près de 200 milliards en 2014. Il couvre encore 12 mois d'importations, mais aucun remède structurel n'a été apporté au mal qui ronge l'économie algérienne : le déficit structurel de la balance des paiements. Alger reste tributaire d'une rente des hydrocarbures qui s'amenuise. La production pétrolière stagne aux alentours d'un million de barils/jours. Les deux tiers de ce volume sont accaparés par la consommation intérieure, à l'inverse de la production gazière, équivalente en volume, mais exportée aux deux-tiers. La nouvelle donne géopolitique née du conflit ukrainien pourrait donner un coup de fouet aux investissements dans le secteur de l'exploration, où les besoins sont estimés à 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026. La Sonatrach a déjà fait savoir qu'elle pourrait fournir 2 à 3 milliards de mètres cubes supplémentaires à l'UE. L'Italie serait la première concernée.

En dépit de relations politiques en dents de scie, le partenariat économique franco-algérien demeure solide. Les échanges commerciaux se sont élevés à 6,9 milliards de 2020, en repli de 24% du fait de la crise pandémique. Avec 10,6% de parts de marché, Paris est le deuxième fournisseur d'Alger, après Pékin (16,8%), et y écoule principalement des produits agricoles, pharmaceutiques et automobiles. La France est aussi le deuxième client de l'Algérie (13,3% de pdm), derrière l'Italie (14,7%). Le stock d'IDE représente 2,4 milliards d'Euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Coût de l'énergie
- Distribution électrique
- Réseau routier
- Sécurité des personnes

## POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Douanes
- Crédit aux entreprises
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **2,7 sur 5** + vs 2020



**Mahèzi** ● ● ● ●

CONCEPTEUR SOLUTION,  
Créative et déterminée.

CONSULTEZ  
NOS OFFRES



POUR UNE **CARRIÈRE** QUI VOUS  
**ENSEMBLE**  
**RESSEMBLE**

Chaque année nous recrutons  
près de 2000 personnes.  
En intégrant nos équipes, vous  
aurez la possibilité de mener une  
carrière dans un environnement  
international et agile où de  
nombreux défis sont à relever.

**BOLLORÉ**  
TRANSPORT & LOGISTICS

## ÉGYPTÉ

## Première destination africaine d'IDE

Les grands projets d'infrastructures, le dynamisme du marché intérieur et l'importance des transferts de fonds de la diaspora contribuent à l'attractivité grandissante de la principale économie de la région.



Président : **Abdel Fattah al-Sissi**  
 Premier ministre : **Mostafa Madbouli**  
 Population (millions) : **103**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 002 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, en ppa) : **11 466**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **3,3**  
 Inflation 2021 (% est.) : **6,5**  
 Classement IDH 2020 : **116**

L'Égypte, économie la plus résiliente d'Afrique du Nord au plus fort de la pandémie en 2020 (+3,6%), poursuit sur sa lancée. Son PIB – 400 milliards de dollars – a augmenté de 3,3% en 2021 selon le FMI, et devrait connaître une croissance comprise entre 5,2% et 5,6% en 2022. Une performance remarquable, car largement décorrélée des matières premières, alors que le tourisme peine à se remettre de la crise sanitaire. La taille du marché intérieur (103 millions d'habitants), le caractère diversifié du tissu économique, le dynamisme des secteurs de la construction et de l'immobilier, qui pèsent à eux seuls près de 17% du PIB, y ont largement contribué. Les très importants transferts de fonds de la diaspora constituent un autre facteur à ne pas négliger. Ils se sont élevés à 27 milliards de dollars, presque quatre fois le montant des flux nets entrants d'IDE, et presque cinq fois le montant des redevances du Canal de Suez.

Le douloureux programme de réformes engagé avec le FMI depuis 2016 porte aujourd'hui ses fruits. Les comptes extérieurs du pays se sont redressés, l'inflation est désormais maîtrisée (autour de 6% par an), et la dette extérieure s'est stabilisée autour de 35% du PIB. Les principales agences de notation ont relevé la note souveraine de l'Égypte, qui confirme son statut de première destination africaine pour les

investissements directs étrangers, avec des flux nets entrants de 7,7 milliards de dollars en 2021.

## Diamant du désert

2022 verra la livraison de la première tranche du projet de la nouvelle capitale administrative, « Al Masa » (le diamant), surgie du désert à une cinquantaine de kilomètres de la mégalopole du Caire, qu'elle désengorgera. Emblème de la modernisation du pays, ce chantier initié par le président Abdelfattah Al Sissi devrait coûter une soixantaine de milliards de dollars. L'Iconic Tower, plus haut gratte-ciel d'Afrique (385m), a été construite par le chinois CSEC pour la bagatelle de trois milliards de dollars. Deux lignes de monorails d'une capacité de 600 000 voyageurs par jour et d'une valeur de 4,5 milliards de dollars seront également inaugurées. Enfin, l'ouverture du Grand Musée Égyptien à Gizeh, repoussée deux fois à cause de la Covid-19, devrait intervenir en 2022 pour relancer le tourisme.

Loin derrière la Chine (9,8% de parts de marché), les Émirats (7,9%) et l'Arabie Saoudite (6,8%), la France est le 12ème fournisseur de l'Égypte, avec 3% des flux, mais a enregistré un excédent commercial de 1,44 milliard d'euros. Cent soixante entreprises sont implantées dans le pays, où Alstom a décroché un contrat de 876 millions d'euros pour la modernisation du métro du Caire. Le partenariat bilatéral, qui comporte une forte dimension politico-militaire, est qualifié de stratégique, à Paris comme au Caire.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien
- Réseau téléphonique
- Coût de la main d'œuvre
- Coût des transports

## POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Douanes
- Système de santé
- Réseau ferré

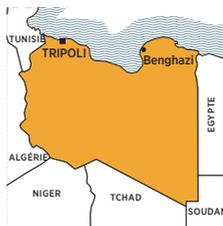
Note globale moyenne : **2,7 sur 5** vs 2020



## LIBYE

## Retour à la case départ

La désescalade militaire et la formation d'un nouvel exécutif provisoire avaient permis à l'économie de retrouver des couleurs après l'effondrement de 2020. Mais l'ajournement des élections de décembre a ouvert une nouvelle crise institutionnelle.



Chef de l'État et du gouvernement :  
**Mohamed el-Menfi**

Premier ministre : **Abdulhamid Dabaiba**

Population (millions) : **6,7**

Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 759 540**

PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **15 688**

Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **123,2**

Inflation 2021 (% est.) : **21,1**

Classement IDH 2020 : **105**

Le PIB libyen fait des montagnes russes : après avoir chuté de 59 % en 2020, à 12,2 milliards de dollars, il a enregistré une croissance vertigineuse de 123 % en 2021 (27,3 milliards de dollars). Mais cette performance n'en est pas une. Même si ses perspectives sont bien orientées, avec une hausse de l'activité attendue à 5,3 % en 2022 selon le FMI, le niveau de l'économie demeure encore très loin de son niveau de 2019, lorsque le PIB était mesuré à 39,4 milliards de dollars. La dégringolade de 2020 a été directement provoquée par le blocus des installations pétrolières imposé par les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui avait fait plonger la production pétrolière à 107 000 barils par jour, contre 1,2 million en rythme de croisière. La levée de ce blocus et le renchérissement des cours mondiaux sont à l'origine du spectaculaire sursaut de 2021, qui s'est accompagné d'un dérapage de l'inflation (+21,1 %).

Malgré la guerre et la partition du pays, vieille de onze ans, l'économie libyenne demeure sous perfusion. Les importantes réserves de change logées dans les comptes des deux banques centrales entretiennent un secteur public pléthorique. La masse salariale de la fonction publique a représenté jusqu'à 42 % du PIB et 58 % du budget de l'État en 2020 (record mondial).

## Jeu de dupes

L'enthousiasme qui avait suivi la désignation du duo formé par Mohamed el-Menfi (à la présidence) et par Abdulhamid Dabaiba (au poste de Premier ministre de la transition), au printemps 2021, est retombé. L'exécutif provisoire formé à la faveur d'un processus de réconciliation parrainé par la communauté internationale devait conduire le pays à des élections couplées à un référendum constitutionnel, le 24 décembre 2021. Quatre principaux prétendants étaient en lice : Abdulhamid Dabaiba, l'actuel Premier ministre, Fathi Bachagha, l'ex-ministre de l'Intérieur, le maréchal Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque, et Seif el-Islam Kadhafi, fils du Guide défunt Mouammar Kadhafi. Impossible à organiser, tant les désaccords étaient importants entre les différents protagonistes, le scrutin a été reporté sine die, le 21 décembre.

L'ajournement des élections et la rivalité entre Abdulhamid Dabaiba et Fathi Bachaga, tous deux originaires de Misrata, a débouché sur la création d'un gouvernement dissident, le 10 février 2022. Soutenu par le président du Parlement de Tobrouk et le clan Haftar, Bachagha a été investi Premier ministre. Dabaiba, de son côté, a annoncé qu'il ne céderait le pouvoir qu'une fois un nouvel exécutif sorti des urnes. La Libye se retrouve ainsi ramenée à la case départ.

La dramaturgie autour des élections a relégué au second plan l'autre défi majeur pour la stabilisation du pays, le désarmement des milices et de départ effectif des près de 20 000 combattants étrangers enrôlés par les différentes factions rivales.



Un cadet de l'armée libyenne défile lors de la cérémonie de remise des diplômes à Tripoli, en Libye.

© Yousef Murad/AP/SIPA

## MAROC

# Un ambitieux modèle de développement

Le retour de la croissance, tirée par les industries exportatrices, devrait permettre au gouvernement d'impulser des réformes socio-économiques pour doubler le revenu national brut à l'horizon 2035.



Roi : **Mohammed VI**  
 Premier ministre : **Aziz Akhannouch**  
 Population (millions) : **37**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **710 815**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **7 368**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **5,7**  
 Inflation 2021 (% est.) : **1,4**  
 Classement IDH 2020 : **121**

L'économie marocaine a tiré son épingle du jeu en 2021, en affichant un fort rebond, avec une augmentation de 5,7 % de son PIB. Cette performance, la meilleure de la région, s'explique par la bonne tenue des exportations (+22,5 % sur les onze premiers mois de l'année). Tirées par la flambée des cours mondiaux, les ventes d'engrais phosphatés ont augmenté de 51 %, à 70 milliards de dirhams (6,68 milliards d'euros) et celles du secteur automobile ont atteint les 75 milliards de dirhams (7,16 milliards d'euros, en progression de 12,8 %). Plus spectaculaire encore, les transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger ont augmenté de 41 %, à 86 milliards de dirhams (8,21 milliards d'euros). Ces hausses ont permis de compenser les effets persistants de la crise Covid sur le tourisme et le renchérissement de la facture énergétique du pays (+49 %). La croissance en 2022 devrait être comprise entre 3 et 3,2 %, alors que l'inflation, mesurée à 1,4 % en 2021, devrait légèrement décélérer, à 1,2 %.

Ces bons résultats vont dégager des marges de manœuvre pour le nouveau gouvernement issu des législatives du 8 septembre, qui ont vu la victoire du RNI (sociaux-libéraux), le parti d'Aziz Akhannouch. Cet homme d'affaires, proche du Roi Mohammed VI, qui a occupé pendant quatorze ans le poste de ministre de l'Agriculture, a succédé à l'islamiste Saâdedine

el-Othmani (PJD) à la tête d'un gouvernement résolument moderniste et pro-business, adossé à une majorité solide et cohérente.

## Big Bang social

La mise en œuvre du Nouveau Modèle de Développement (NMD) issu des travaux de la commission éponyme, sera la grande affaire du gouvernement RNI. Ce plan vise à décupler le potentiel de croissance du royaume et à construire une société plus inclusive, en s'attaquant aux inégalités sociales et aux dysfonctionnements du système éducatif. Il prévoit notamment la généralisation de l'assurance maladie et des transferts sociaux massifs (4 % du PIB en année pleine). Les réformes du NMD sont censées permettre le doublement du revenu national brut à l'horizon 2035.

Le Maroc est le premier partenaire économique africain de la France, avec dix milliards d'euros d'échanges bilatéraux en 2020. Le solde commercial est nettement à son avantage, puisque ses exportations vers la France ont augmenté de 70 % depuis 2012. Le Royaume, où 30 des 40 entreprises du CAC 40 sont implantées, est aussi la première destination des investissements français sur le continent africain. La France y est le premier investisseur étranger, avec un stock d'IDE de 10,8 milliards d'euros. Mais ces positions fortes ne constituent cependant pas une assurance tous risques : Rabat, qui a signé des accords de libre-échange ambitieux avec les États-Unis et la Grande Bretagne, mais aussi une convention de partenariat avec la Chine, veut diversifier ses partenariats et faire jouer la concurrence.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

### POINTS FORTS

- Infrastructures
- Secteur bancaire
- Main d'œuvre
- Sécurité des personnes

### POINTS FAIBLES

- Délai des procédures judiciaires
- Niveau de corruption
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **3,7 sur 5** + vs 2020



## MAURITANIE

## Préparer l'avenir

Après le « trou d'air » de la crise Covid, Nouakchott a renoué avec la croissance et apuré sa dette auprès du Koweït. Les futurs revenus gaziers financeront les grands chantiers.



Président : **Mohamed Ould Ghazouani**  
 Premier ministre : **Mohamed Ould Bilal**  
 Population (millions) : **4,2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 030 700**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **5 137**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **2,7**  
 Inflation 2021 (% est.) : **2,7**  
 Classement IDH 2020 : **157**

Puissance gazière en devenir, la Mauritanie a renoué avec la croissance en 2021 (+2,7%), et devrait connaître une nette accélération (+5%) en 2022. Cette prévision, si elle se réalise, confirmerait la thèse du « trou d'air » lié à la Covid-19 (contraction de l'activité de 1,8% en 2020), et marquerait le retour à des niveaux de croissance moyens d'avant la pandémie. Même s'il conviendra de suivre l'évolution du cours des matières premières, et en particulier celui du minerai de fer (12 millions de tonnes produites, 30% des exportations nationales), les fondamentaux macro-économiques sont plutôt bien orientés. Nouakchott a renoué avec le Koweït et obtenu l'apurement de la dette passive due à l'émirat. D'un montant initial de 82,7 millions de dollars, celle-ci non remboursée depuis 1991, avait généré des arriérés de retard de près d'un milliard de dollars, équivalents à 18% de l'encours extérieur du pays.

Élu en 2019, Mohamed Ould Ghazouani, le chef de l'État mauritanien, a consolidé son assise en multipliant les gestes en direction des catégories les plus vulnérables, dont la minorité négro-mauritanienne, longtemps marginalisée. L'opération « mains propres » engagée au lendemain de son prédécesseur, Mohamed Ould Abdel Aziz, accusé de malversations et favoritisme. Le président Ghazouani,

qui s'était fait élire sur la promesse d'une société plus inclusive, veut s'atteler à la réforme de l'éducation. Avec 8% de réussite à l'édition 2021 du baccalauréat, le système actuel apparaît en effet à bout de souffle.

## Méga-gisement offshore

Différée à deux reprises, du fait de retards imputables à BP et à ses sous-traitants, puis du fait de la pandémie, l'entrée en service du méga-gisement gazier de Grand Tortue-Ahmedeyin, à cheval entre les eaux mauritaniennes et sénégalaises, n'est pas attendue avant fin 2023, voire début 2024. Nouakchott et Dakar ont signifié leur impatience à l'opérateur britannique, tenté de réduire ses investissements pour le développement des phases 2 et 3 de ce projet censé rapporter jusqu'à un milliard de dollars de royalties annuelles à chacun des deux pays en rythme de croisière. Même si les rendements risquent d'être revus à la baisse, les premières rentrées fiscales devraient permettre à la Mauritanie de décupler ses investissements dans les infrastructures, et d'augmenter significativement la part du budget de l'État consacrée à l'éducation (20% en 2025, contre 12% aujourd'hui).

Le pays, qui entend préparer l'avenir, pourrait offrir de réelles opportunités aux entreprises françaises, assez peu présentes, pour l'instant, avec une quinzaine d'implantations seulement. Commercialement, le montant des exportations françaises s'élève à 200 millions d'euros environ.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Sécurité des personnes
- Réseau aérien local
- Coût des transports routiers

## POINTS FAIBLES

- Administration
- Niveau de corruption
- Système de formation
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** 📉 vs 2020



## TUNISIE

# Une trajectoire insoutenable ?

Des comptes à la dérive, une dette qui explose et une croissance en berne : alors que les autorités s'apprêtent à organiser un nouveau référendum constitutionnel et des législatives anticipées, la Tunisie de Kaïs Saïed inquiète ses partenaires.



Président : **Kaïs Saïed**  
 Premier ministre : **Najla Bouden**  
 Population (millions) : **12**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **162 155**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **10 414**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **3**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **5,7**  
 Classement IDH 2019 (sur 188) : **95**

Pays d'Afrique le plus durement frappé par la crise sanitaire, avec plus de 730 000 cas de contaminations et près de 25 000 morts fin 2021, la Tunisie est dans une situation de fragilité extrême. La croissance, qui avait reculé de 8,6% en 2020, a affiché une progression de 2,6% en 2021 et devrait se situer entre 2,5 et 3% en 2022 selon les projections. Ce qui ne permettra pas de résorber le chômage – 18,4% de la population active – particulièrement chez les jeunes (42% de la classe d'âge). L'inflation (5,7% en 2021) érode le pouvoir d'achat des ménages et nourrit un sentiment de paupérisation de la classe moyenne.

La dérive des comptes publics et la dynamique de l'endettement hypothèquent les perspectives et inspirent les plus vives inquiétudes aux partenaires du pays. La dette a été multipliée par deux et demi depuis la révolution de 2011 et avoisine les 100% du PIB. Un chiffre qui ne tient pas compte de l'endettement « caché » des entreprises publiques (30 à 40% du PIB). La masse salariale de la fonction publique – 16,4% du produit intérieur brut en 2021 –, a augmenté en moyenne de 12% par an lors de la dernière décennie, alors que le PIB ne progressait que de 0,6% par an sur la même période. La Loi de finances 2022 prévoit un endettement supplémentaire de 20 milliards de

dinars (6,6 milliards d'euros), pour combler le déficit et honorer les remboursements arrivant à échéance.

## Coup d'État constitutionnel

La crise politique, qui dure depuis 2018, n'arrange rien. Elle a connu un rebondissement spectaculaire le 25 juillet 2021 lorsque le président Kaïs Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs, a « gelé » le Parlement et a renvoyé le premier ministre Hichem Mechichi, qui était soutenu par des islamistes d'Ennahdha aujourd'hui aux abois, et nommé Najla Bouden, première femme à occuper ce poste. Un référendum constitutionnel sera organisé le 25 juillet 2022, et des élections législatives doivent se tenir en décembre. L'évolution politique de la Tunisie est suivie avec attention par ses partenaires européens et américains, certains d'entre eux craignant une dérive autocratique.

Peu familier avec les réalités économiques et budgétaires, le président Saïed a longtemps mis sur une aide des pays du Golfe pour résoudre la crise des finances publiques. Le gouvernement, de son côté, espère un accord avec le FMI, pour un programme triennal de quatre milliards de dollars. Mais les négociations n'avancent pas. Ce contexte anxiogène pèse sur l'effort d'investissement. Le taux d'investissement est tombé à 7,8% du PIB, son plus bas historique. Un taux trois fois inférieur à celui du Maroc...

## BAROMÈTRE CIAN 2021

### POINTS FORTS

- Distribution électrique
- Réseau téléphonique
- Main d'œuvre (qualité, coût)
- Sécurité des personnes

### POINTS FAIBLES

- Réseaux ferrés et portuaires
- Douanes
- Délais des procédures judiciaires
- Protection de l'environnement

Note globale moyenne : **3 sur 5** + vs 2020



# LPA-CGR avocats

---

**3 bureaux en Afrique**  
**1 Africa Desk à Paris**  
**40 avocats dédiés**



UNE OFFRE  
TRANSVERSALE UNIQUE  
EN DROIT DES AFFAIRES,  
PORTÉE PAR DES ÉQUIPES  
PLURIDISCIPLINAIRES  
ET MULTICULTURELLES

LPA-CGR avocats est présent depuis plus de dix ans sur le continent africain, avec des bureaux au Maroc, en Algérie et au Cameroun, travaillant en parfaite synergie avec les équipes des bureaux de Paris, d'Asie et du Moyen-Orient, dans les principaux domaines du droit des affaires.

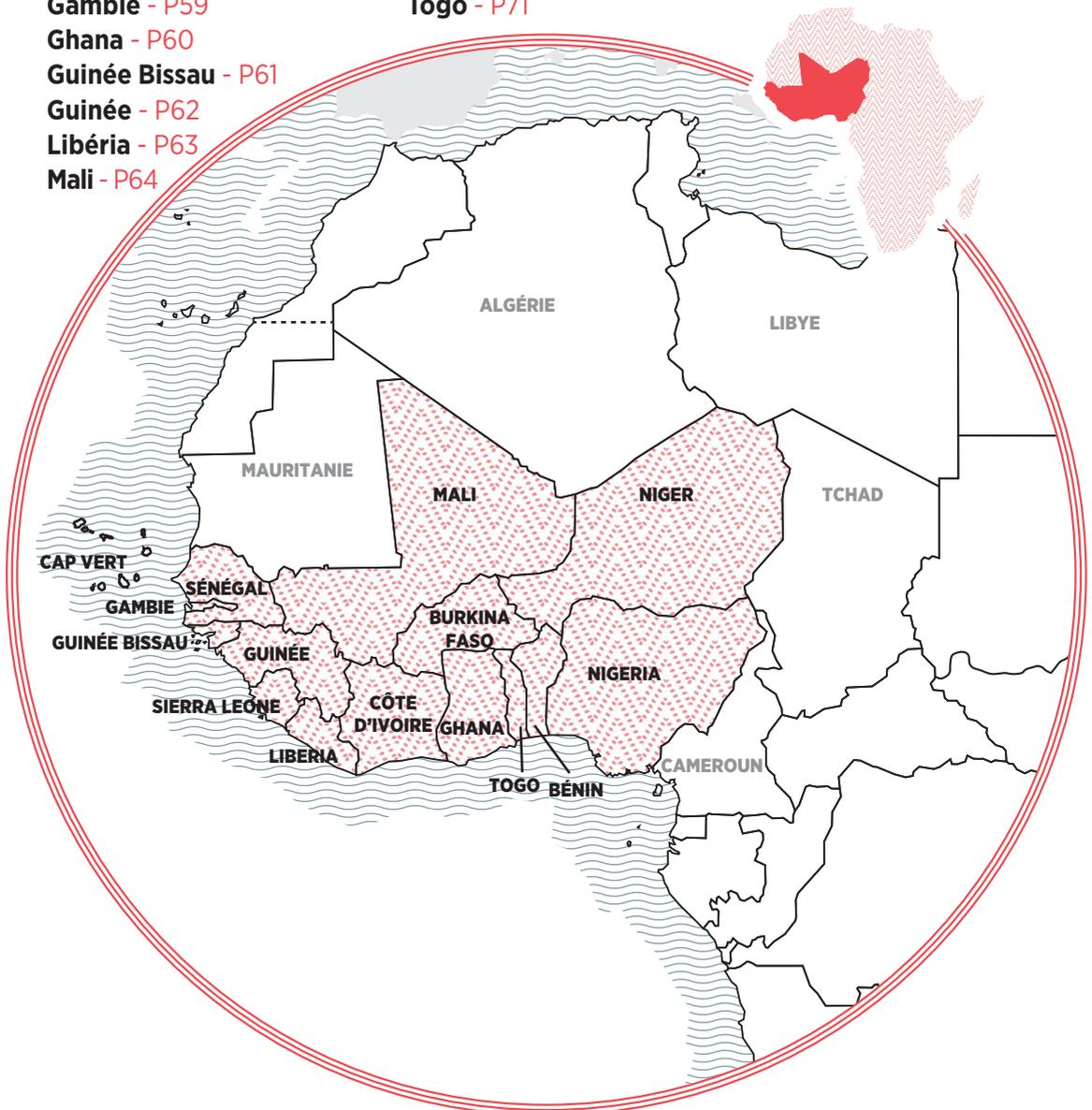
136, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - France  
T : +33 (0)1 53 93 30 00 - paris@lpalaw.com - www.lpalaw.com  
  LPA-CGR avocats -  @lpalaw

  
LPA-CGR avocats

# Une résilience à toute épreuve ?

Les coups d'État à répétition et l'aggravation de la crise sécuritaire au Sahel, sur fond de montée du sentiment anti-français, n'ont pas entravé le dynamisme des économies ouest-africaines, qui affichent les taux de croissance parmi les plus élevés du continent.

Bénin - P54	Niger - P66
Burkina Faso - P56	Nigeria - P68
Cap Vert - P57	Sénégal - P69
Côte d'Ivoire - P58	Sierra Leone - P70
Gambie - P59	Togo - P71
Ghana - P60	
Guinée Bissau - P61	
Guinée - P62	
Libéria - P63	
Mali - P64	



**L**a Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) confirme son statut d'ensemble régional le plus dynamique du continent. La croissance en 2021 s'est élevée à 3,6% et devrait accélérer à 4% en 2022. Les performances de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui rassemble les huit pays de la zone Franc, sont encore plus flatteuses : l'activité a augmenté de 5,5% en 2021 et devrait croître de 6,1% en 2022. Des chiffres qui reflètent la diversification des économies. L'inflation (2,9%) est quatre fois moins élevée que la moyenne de la CEDEAO. Les indicateurs macro-économiques sont solides, avec un ratio dette publique sur PIB de 45,8%, inférieur de 9 points à la moyenne de la CEDEAO. Le seul réel motif d'inquiétude concerne la trajectoire de la dette publique du Ghana (83,5% en 2021), qualifiée par le FMI de difficilement soutenable, et qui jette une ombre sur une success-story longtemps jugée exemplaire.

Première économie d'Afrique, avec son PIB estimé à 500 milliards de dollars, le Nigeria est la locomotive de la région. Adossée aux hydrocarbures, sa prospérité est néanmoins sujette aux cycles. La chute brutale des cours du brut, consécutive à la première vague de Covid-19, avait plongé le pays dans la récession (-1,8% en 2020). L'activité s'est redressée en 2021, à 2,6%, mais la persistance de l'inflation, la tension sur le marché des changes, la situation sécuritaire dans le nord-ouest et la stagnation de la production pétrolière brident le potentiel de croissance du géant du golfe de Guinée.

À l'inverse, les économies de l'UEMOA profitent de la stabilité des prix et tirent leur épingle du jeu, avec des niveaux de croissance compris entre 4,7% (Sénégal) et 6,7% (Burkina Faso). Le trend haussier devrait se poursuivre en 2022. La région, dans son ensemble, a été très peu impactée, sur le plan sanitaire, par la pandémie : on y dénombrait un peu plus de 830 000 cas de contaminations et onze mille décès, fin février 2022. Même si les chiffres sont à relativiser, eu égard au nombre de tests pratiqués, il est certain que la crise de la Covid-19 n'a pas eu les mêmes conséquences qu'en Afrique australe ou en Afrique du Nord. La jeunesse

de la population, le climat, ainsi que de possibles immunités croisées contribueraient à expliquer cette heureuse singularité.

### Rétropédalage monétaire

La réforme du Franc CFA, annoncée en décembre 2019 par Emmanuel Macron à Abidjan, aurait dû constituer la grande affaire monétaire du début de la décennie. La fin de la centralisation d'une partie des réserves de change de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur un compte spécial du Trésor français est devenue effective le 5 mai 2021. Mais le passage à l'ECO, qui devait marquer l'achèvement de ce processus de transition symbolique, marque le pas. Les pays de la zone Franc vont se donner au moins cinq années supplémentaires. Et les négociations avec Abuja butent sur la question des critères de convergence et de parité avec l'euro. En réalité, l'ECO pourrait bien, dans un premier temps au moins, rester uniquement la devise de l'UEMOA et être le jumeau du CFA.

### L'année écoulée a été jalonnée par une série de crises, de coups d'État, et par la montée de mobilisations nationalistes, parfois dirigées contre la présence économique française.

L'industrie touristique de la région continue à subir les conséquences de la crise sanitaire. Le tourisme de loisirs reste à des niveaux très inférieurs à ceux de 2019. Néanmoins, pour le secteur hôtelier, la désaffectation des voyageurs internationaux est en partie compensée par le tourisme d'affaires intra-africain, qui a retrouvé une forte amplitude. Les industries extractives sont en plein essor. Délaissant le pétrole, les IDE se dirigent en priorité vers le secteur minier (fer,

bauxite, or), contribuant par exemple à la résilience de l'économie guinéenne. Les projets développés en PPP se multiplient dans le domaine des infrastructures ou dans ceux de l'énergie (gaz, photovoltaïque). Dans l'écosystème bouillonnant des Fintechs (mobile money), les géants du secteur sont challengés par de nouveaux acteurs, plus disruptifs, soutenus par des investisseurs étrangers en quête de nouveaux relais de croissance. La start-up américaine de finance digitale Wave a ainsi réalisé une irruption fracassante sur les marchés sénégalais et ivoiriens, en ne facturant que 1% sur les transferts d'argent et en proposant gratuitement ses autres services. Cette guerre des prix s'est doublée d'une guerre de l'image, qui a pour l'instant tourné à l'avantage du dernier entrant.



©Antonin Buret / Zeppelin

Avec plus de 4 500 militaires déployés dans cinq pays du Sahel, Barkhane a été une opération extérieure majeure menée par l'armée française.

### Contagion djihadiste

Le dynamisme économique de l'Afrique de l'Ouest, indéniable, contraste avec un environnement sécuritaire et politique devenu volatil et incertain. L'année écoulée a été jalonnée par une série de crises et de coups d'État, et par la montée de mobilisations de type populiste et souverainiste, parfois dirigées contre la présence économique française. Le Nigeria, fragilisé par les insurrections djihadistes de la secte Boko Haram et de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), demeure soumis à de fortes tensions. Le pays doit également faire face aux gangs armés criminels qui sévissent dans l'État de Zamfara et au réveil du séparatisme biafrais. Plus au Nord, le Sahel demeure un foyer d'instabilité majeur. Le 16 février 2022, le président Emmanuel Macron a annoncé la fin de l'engagement militaire français au Mali, commencé neuf ans plus tôt. Une décision rendue inéluctable du fait de la détérioration spectaculaire des relations entre Paris et Bamako après le « deuxième putsch » du colonel Assimi Goïta. Elle sonne comme un échec politique alors que l'opération Barkhane avait réussi à neutraliser plusieurs cibles « à haute valeur ajoutée ». Ces succès tactiques n'ont pas eu de prolongement stratégique, et, malgré leurs pertes, les groupes djihadistes actifs au Mali, au Niger et au Burkina Faso n'ont cessé de progresser sur le terrain et ont infligé de cuisants revers aux armées sahéliennes en 2021.

Si l'épicentre de la crise reste la fameuse « zone des trois frontières », l'insécurité déborde maintenant sur les pays de la façade Atlantique. En 2021, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo ont été confrontés à une multiplication des attaques. Les populations peules d'Afrique de l'Ouest sont régulièrement appelées à se rallier à la cause djihadiste par Iyad Ag Ghali (Ansar Dine) et Amadou Koufa (Katiba Macina). Ces derniers

souhaitent aujourd'hui créer un couloir pour faire de la façade maritime à la fois une base de repli logistique et un nouveau bassin d'implantation. C'est pour prévenir ce risque que la France va redéployer son dispositif et fournira un appui renforcé aux pays réunis au sein de « l'initiative d'Accra », qui rassemble le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin.

La détérioration du contexte sécuritaire a accentué le processus de fragilisation des États sahéliens, incapables de contrôler leurs immenses territoires et défiés militairement par des terroristes aguerris. La gestion chaotique de la crise a été fatale au président Roch Marc Christian Kaboré, balayé par le coup d'État militaire du 24 janvier 2022 - le troisième en six mois en Afrique de l'Ouest, après le Mali et Guinée. Cette banalisation des coups d'État constitue une inquiétante régression politique. Elle prend racine dans une lassitude démocratique observable dans nombre de sociétés, bien au-delà du Sahel. Cette « fatigue » a des causes multiples : les échecs répétés de la gouvernance, la reproduction de schémas népotistes et clientélistes par des anciens opposants ayant accédé au pouvoir, le discrédit des institutions provoqué par l'instrumentalisation de la justice et les arrangements constitutionnels... La nouveauté de la séquence actuelle réside dans le soutien populaire spontané manifesté par une majorité de citoyens à l'annonce des putschs, et par l'aptitude de certains militaires à mobiliser l'opinion, à l'instar du président de la transition guinéenne, Mamadi Doumbouya.

La crise malienne a pris une tournure plus aiguë après le deuxième coup d'État du colonel Assimi Goïta, en mai 2021. Le refus du nouveau président de la transition de s'engager sur un calendrier réaliste pour un retour à l'ordre constitutionnel a fini par entraîner



©Antonin Buret / Zeppelin

*L'objectif de Barkhane était de contrer l'avènement d'un nouveau foyer djihadiste en Afrique de l'ouest.*

l'exaspération des dirigeants de la CEDEAO. Après des mois d'atermoiements, ils ont imposé un ensemble de sanctions extrêmement contraignantes, en décrétant le 9 janvier 2022 la fermeture de leurs frontières, un embargo commercial et le gel des avoirs maliens à la BCEAO. Le rapprochement de Bamako avec Moscou et la décision de faire appel aux mercenaires russes du groupe Wagner ont précipité la rupture avec la France et l'Union européenne. Paris et Bruxelles ont suspendu leur appui budgétaire au Mali et mis fin à leur coopération militaire. Le Niger deviendra le centre de gravité de l'opération antiterroriste Barkhane et accueillera également les éléments des forces spéciales européennes Takuba. Le G5 Sahel pourrait devenir l'autre victime collatérale de la crise avec Bamako. Ce dispositif, imaginé pour épauler les 13 000 casques bleus de la MINUSMA et les forces de Barkhane, ne tient plus qu'à un fil, le Mali risquant d'en être exclu. Toute l'architecture de sécurité mise en place depuis neuf ans est remise en cause.

### Piège sahélien

En première ligne dans la région depuis l'intervention Serval, en janvier 2013, la France est désormais prisonnière du borbier sahélien. Le redimensionnement de son dispositif militaire et l'extinction programmée de l'opération Barkhane, annoncée en juin 2021 et accélérée en février 2022, n'a pas permis de dissiper les malentendus. Le statu quo était devenu intenable, car les opinions publiques sahéliennes se sont retournées contre la France après l'enlisement des opérations militaires et l'incapacité des forces coalisées à venir à bout de « terroristes en sandales ». Les théories du complot, qui fleurissent, accusent Paris de complicité avec les djihadistes. L'exaspération des populations s'est manifesté dramatiquement en novembre 2021, lors du blocage

du convoi de ravitaillement de la force Barkhane, au Burkina Faso, à Kaya, et dans la ville de Tera, au Niger, où des affrontements ont provoqué la mort de trois manifestants. Le French bashing prospère sur un substrat de ressentiment anticolonial. Très prégnant au Sahel, ce sentiment s'est répandu dans l'ensemble de l'espace ouest-africain, où l'on observe une jonction entre contestation des pouvoirs en place et revendications souverainistes contre la présence française.

L'avènement de ce « moment populiste » complique la donne pour la France, alors que celle-ci voit ses positions économiques s'effriter, et que ses entreprises font face à la concurrence décomplexée de nouveaux acteurs des pays émergents. En dépit des promesses de « partenariat rénové, tourné vers les sociétés civiles », la politique française continue à être appréhendée sous le prisme réducteur et simpliste de la défense de l'ordre établi et du statu quo. Au Sénégal, de nombreuses filiales d'entreprises françaises ont ainsi été la cible des manifestants en mars 2021, après l'arrestation, pour des accusations de viol, du leader populiste Ousmane Sonko. De son côté, le président Macky Sall était brocardé pour avoir « livré son pays aux intérêts étrangers ». Cristallisé également par l'opposition au Franc CFA, « symbole de l'aliénation postcoloniale », le French bashing est devenu un positionnement politique porteur, qui assure une audience immédiate auprès d'une jeunesse nettement plus radicale que la génération de ses aînés, mais aussi dans les milieux intellectuels. Au Sénégal comme ailleurs, la question du rapport fantasmé à la France pourrait bien constituer une ligne de clivage lors de prochaines élections...

Samy Ghorbal

## BÉNIN

## La confiance se mérite

Réélu pour un second mandat en l'absence de l'opposition, Patrice Talon veut capitaliser sur son bilan économique, développer les infrastructures et impulser un virage social.



Président : **Patrice Talon**  
 Population (millions) : **12,6**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **112 622**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 250**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5,5**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **3**  
 Classement IDH 2020 : **158**

Le Bénin, qui a intégré en 2020 le groupe des pays à revenu intermédiaire, a retrouvé le chemin de la croissance, après un léger ralentissement provoqué par la crise de la Covid-19. Le PIB a progressé de 5,5 % en 2021 et progressera encore de 6,5 % en 2022. Le sérieux et la discipline dont ont fait preuve les autorités en matière de gestion macro-économique ont permis au pays de gagner en crédibilité auprès de la communauté financière internationale.

L'État béninois a réalisé deux sorties remarquées sur le marché des eurobonds : une première, en janvier 2021 (en deux tranches), pour lever un milliard d'euros à des conditions très accommodantes, et une seconde, en juillet, pour lever 500 millions d'euros en « eurobonds ODD », un instrument innovant destiné à financer les investissements sociaux.

Les conditions de la réélection en avril 2021 du président Patrice Talon jettent cependant une ombre sur un bilan économique plutôt flatteur. Le chef de l'État a été reconduit avec 86 % des suffrages, mais le scrutin a été boycotté par un électeur sur deux, et aucune figure de l'opposition n'a été autorisée à se présenter. La multiplication des poursuites judiciaires visant des opposants, à l'instar de Joël Aïvo et Reckya Madougou, condamnés à dix et vingt ans de prison pour « terrorisme », interroge. Le département d'État américain a décidé de réduire les investissements du Millenium

Challenge Corporation (MCC) au Bénin.

## Chantiers sociaux

Le second mandat de Patrice Talon sera placé sous le signe du social. L'ensemble de la population aura accès à l'eau potable en 2023 (un tour de force : le taux de desserte était de 40 % en 2016). Le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) prévoit aussi des efforts en matière de santé, avec l'extension de la couverture sociale, et de renforcement du capital humain. Les autorités veulent également mettre l'accent sur le développement des infrastructures physiques (réseau routier) mais aussi numériques. Enfin, une seconde centrale à gaz, d'une capacité de 120 MW, sera construite sur le site de Maria Gleta, pour permettre au pays d'atteindre son objectif d'autonomie énergétique.

Les questions sécuritaires risquent de s'inviter à l'agenda gouvernemental. Déjà frappé par une première attaque en 2019, dans le Parc de la Pendjari, le Bénin est confronté à une pression terroriste qui s'intensifie à sa frontière avec le Burkina. Trois incidents ont été rapportés en deux mois, entre décembre 2021 et janvier 2022.

La France, qui réalise 200 millions d'euros d'échanges commerciaux avec le Bénin, est son cinquième fournisseur, derrière l'Inde (qui exporte essentiellement du riz), la Thaïlande, le Togo et la Chine. Une cinquantaine d'entreprises tricolores y sont implantées, pour un stock d'IDE estimé à 230 millions d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Main d'œuvre (coût et qualité)
- Droit du travail
- Incitation à l'investissement

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Coût des télécommunications
- Droit foncier





## FORUM AFRIQUE 2022 CIAN & l'Opinion

Le 23 juin 2022 à Paris.  
Venez nous visiter !

## PARTENAIRE FORUM AFRIQUE 2022 CIAN & l'Opinion



## SERVICES

- **Systemes d'Informations**
- **Energie** ( Production-Transport-Distribution )
- **Fintech**
- **Télécommunications**
- **Transformation Digitale**
- **Formations**

*"Intégrateur des solutions technologiques"*

## CONTACTS

### CAMEROUN

+237 243 671 434

YAOUNDÉ: Rue 262, Pont-Dragages, Bastos.

DOUALA: Akwa, Face Palais DIKA AKWA

KRIBI: Petit Paris, Immeuble Pharmacie La Gloire

### GABON

+241 66 91 07 17

LIBREVILLE: Rue Avenue Germain

MBA en face de l'immeuble des Mines

**MAIL:** [infos@camtechgroup.net](mailto:infos@camtechgroup.net) | **SITE WEB:** [www.camtechgroup.net](http://www.camtechgroup.net)

## BURKINA FASO

## Le maillon faible

La détérioration de la situation sécuritaire a eu raison du président Kaboré, renversé par les militaires. Paradoxalement, le pays a connu en 2021 la meilleure performance économique de l'UEMOA.



Président : **Paul Henri Sandaogo Damiba**  
 Premier ministre : **Albert Ouédraogo**  
 Population : **21,8**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **274 500**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 130**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **6,7**  
 Inflation 2021 (% est.) : **3**  
 Classement IDH 2020 : **182**

Rarement coup d'État avait été aussi prévisible. Le renversement de Roch Marc Christian Kaboré, survenu le 24 janvier 2022, a marqué l'épilogue provisoire d'une crise commencée dès les lendemains de sa réélection, en 2018. Une première tentative de mutinerie avait été déjouée en extrême le 10 janvier. C'est finalement le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, 41 ans, un militaire de terrain, ancien chef des commandos antiterroristes de l'armée, qui est passé à l'action avec un groupe d'officiers des forces spéciales.

Considéré comme presque inéluctable compte tenu de la dégradation de la situation sécuritaire depuis l'attaque meurtrière d'Inata, qui avait coûté la vie à 49 gendarmes (novembre 2021), le putsch a été mollement condamné par la CEDEAO et la communauté internationale, déjà engluées dans la crise malienne. Une charte de la transition a été adoptée le 2 mars 2022 : elle prévoit un délai de trois ans avant le retour à l'ordre constitutionnel. La refondation de l'État et la lutte contre le djihadisme seront les priorités du Président Damiba, qui n'aura pas le droit de concourir aux prochaines élections.

Soumis aux attaques djihadistes depuis 2015, le Burkina Faso était devenu, après le Mali, le maillon faible de la coalition antiterroriste. Le pouvoir central

avait perdu le contrôle sur presque les trois quarts du territoire national, et les combats ont fait plus de 2000 tués (dont 400 soldats) et deux millions de déplacés.

## Croissance inclusive

L'annonce du putsch est intervenue alors que les autorités négociaient avec les partenaires multilatéraux le financement du nouveau Plan National de Développement 2021-2025. D'un montant total de 29 milliards d'Euros, il devait être financé à hauteur de 8 milliards par la Banque Mondiale, le PNUD et l'Union Européenne. Ce plan visait à accélérer les investissements dans les mines, l'énergie et la transformation agricole, pour stimuler la croissance et la rendre plus inclusive. Le Burkina, a enregistré en 2021 la meilleure performance de l'UEMOA avec une progression du PIB de 6,7% et une inflation contenue à 3%. Mais les inégalités de revenus, particulièrement marquées dans ce pays classé dans la catégorie des PMA (pays les moins avancés), ont limité le ruissellement espéré.

Le secteur extractif contribue à hauteur de 11% du PIB et plus de 70% des recettes d'exportation, devant le coton. Le Burkina est le quatrième producteur d'or africain et dispose également de zinc. Ces industries ne devraient pas être trop affectées par la situation, Endeavour Mining ayant annoncé le maintien de ses opérations. Les échanges commerciaux avec la France représentent en moyenne 340 millions d'euros, avec un solde nettement excédentaire en faveur de Paris. Le stock d'IDE est évalué à 290 millions d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Coût du transport routier

## POINTS FAIBLES

- Sécurité des personnes
- Système de santé
- Fraudes douanières
- Coût de l'électricité

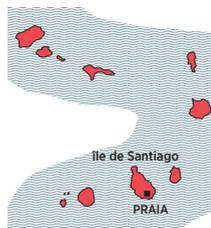
Note globale moyenne : **2,4 sur 5** 🇲🇱 vs 2020



## CAP VERT

## Remonter la pente

L'archipel, qui a connu une nouvelle alternance démocratique exemplaire, doit faire face aux conséquences d'une crise qui a durement affecté le secteur vital du tourisme.



Président : **José Maria Neves**  
 Premier ministre : **Ulisses Correia e Silva**  
 Population : **570 000**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **4 033**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **7 019**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **4**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **1,5**  
 Classement IDH 2020 : **126**

L'économie cap-verdienne peine à se remettre des conséquences de la pandémie, qui a mis à l'arrêt son industrie touristique (25% du PIB avant crise). Après une récession historique en 2020 (-14,8%), l'archipel a renoué avec la croissance en 2021. Le PIB a progressé de 4% et devrait encore progresser de 6,5% en 2022, dans un contexte de faible inflation (1,5%). Modèle de gouvernance politique et économique, l'archipel lusophone affiche l'indice de développement humain le plus élevé d'Afrique de l'Ouest, et l'espérance de vie y dépasse les 72 ans. Mais il est soumis à des contraintes fortes : moins de 10% de ses terres sont cultivables, et il est structurellement dépendant de l'extérieur. La crise de la Covid-19 s'est accompagnée d'une chute des transferts de fonds de la diaspora et a souligné l'urgence d'un nouveau modèle de développement plus résilient.

## Dette vertigineuse

José Maria Neves, le nouveau président socialiste, élu le 17 octobre 2021, cohabitera avec le premier ministre libéral Ulisses Correia e Silva. Il veut mobiliser les partenaires du pays. Les îles du Cap Vert font face à une dette abyssale de 160% du PIB. Sa physiologie particulière laisse cependant quelques marges de manœuvre : elle est pour moitié multilatérale et concessionnelle, avec une maturité longue et des taux modérés. Et l'essentiel des créances bilatérales sont détenues par le Portugal. Invoquant la spécificité des pays insulaires vulnérables, le président capverdien plaide pour une renégociation de la dette et un prolongement jusqu'à fin 2022 du moratoire sur les intérêts décidé en avril 2020 par la communauté internationale.

*Solutions instantanées de vos assurances en ligne sur notre site internet.*

*Tous nos produits sur [zenitheinsurance.com](http://zenitheinsurance.com)*

ZENITHE INSURANCE,

*Quand nous assurons nous assumons*



Entreprise Certifiée Multi-site  
 ISO 9001 - 2015



CERTIFICATION  
 Afrique Subsaharienne  
 ISO 27001-2013

**ZENITHE**  
 INSURANCE  
 Rest assured you are insured

## CÔTE D'IVOIRE

## La politique des grands travaux

La modernisation des infrastructures dirigée par Alassane Ouattara devrait contribuer à entretenir le dynamisme retrouvé de l'économie ivoirienne.

Locomotive de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire est repartie du bon pied en 2021, après une année 2020 délicate en raison de la Covid et de la présidentielle d'octobre, qui a vu Alassane Ouattara briguer et obtenir un troisième mandat. Le pays, premier producteur mondial de cacao (40% de part de marché) et d'anacarde (20%), a retrouvé son niveau de croissance d'avant la pandémie. Le PIB a augmenté de 6% en 2021 et devrait continuer à croître sur des bases encore plus élevées en 2022 (6,5%). La Côte d'Ivoire, dont la dette publique (50% du PIB), est détenue aux deux tiers par des agents étrangers, ne connaît pas de soucis de financement. C'est le deuxième pays le mieux noté en Afrique subsaharienne.

La robustesse des fondamentaux et l'attractivité de l'économie sont indéniables, même si la société souffre de déséquilibres récurrents. Près de 80% de l'activité restent concentrés à Abidjan, et l'espérance de vie – 57 ans – est inférieure de trois ans à la moyenne continentale. La conversion de 1,15 milliard d'euros de dettes en dons fléchés, dans le cadre d'un contrat de désendettement et de développement signé fin octobre avec Paris, donnera au gouvernement du premier ministre Patrick Achi des marges de manœuvre pour financer ses programmes sociaux et solidaires (santé et éducation notamment).



Président : **Alassane Ouattara**  
 Premier ministre : **Patrick Achi**  
 Population : **27,3**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **322 462**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **5 069**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **3**  
 Classement IDH 2020 : **162**

## Déficit infrastructurel

La croissance ivoirienne est tirée par les investissements. Le Plan National de Développement 2021-2025 prévoit d'y consacrer 90 milliards d'euros pour combler un déficit d'infrastructure hérité de la décennie 2000-2010, marquée par la division du pays et la paralysie de l'économie. L'extension du Port d'Abidjan, celle du réseau routier et autoroutier national et l'amélioration du système de transport urbain du Grand-Abidjan sont les chantiers prioritaires. Le pays célébrera à l'occasion de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de football en 2023 l'entrée en service de la ligne 1 du métro de la capitale. La réalisation de ce contrat de 1,4 milliard d'euros a été confiée au consortium français réunissant Bouygues, Colas Rail, Alstom et Keolis. Bouygues réalisera également, à travers sa filiale SETAO, l'extension de l'aéroport d'Abidjan, alors qu'EranoVe construira une centrale thermique de 390 MW à Jacqueville.

Les échanges commerciaux avec la France dépassent les deux milliards d'euros et sont à l'avantage de Paris, qui exporte principalement des équipements mécaniques, du matériel électrique et électronique et des produits agroalimentaires et pharmaceutiques. La France est le premier investisseur en Côte d'Ivoire avec un stock d'IDE évalué à 2,15 milliards d'euros. Plus de 200 entreprises sont implantées. Elles réalisent un chiffre d'affaires global de 5,4 milliards d'euros et emploient près de 30 000 collaborateurs.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre
- Rés. portuaire et aérien local
- Télécommunications

## POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Niveau de corruption
- Protection de l'environnement
- Réseau ferré

Note globale moyenne : **2,6 sur 5** 📊 vs 2020



## GAMBIE

# Le sommet de tous les espoirs

Réélu, le président Adama Barrow accueillera, en novembre la réunion de l'Organisation de la conférence islamique, et espère relancer le tourisme grâce à cet événement.



Président : **Adama Barrow**  
 Premier ministre : **Isatou Touray**  
 Population (millions) : **2,4**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **11 295**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 168**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **4,9**  
 Inflation 2021 (% est.) : **7**  
 Classement IDH 2020 : **172**

Tombeur de l'autocrate Yahya Jammeh en 2017, Adama Barrow a été réélu à la présidence le 4 décembre 2021, avec 53% des suffrages. Il a promis de réformer la Constitution pour y introduire une limitation du nombre de mandats. Mais pour cela, une victoire lors des élections législatives prévues en avril est impérative. Le chef de l'État aborde cette échéance fort d'un bilan économique assez satisfaisant : plongée dans la récession en 2020 par la pandémie qui a durement affecté le secteur du tourisme (20% des emplois formels), l'économie gambienne a rebondi en 2021 (produit intérieur brut en hausse de 4,9%) et devrait atteindre les 6% de croissance en 2022. Lourdemment endetté (82% du PIB), le plus petit pays d'Afrique continentale a négocié une facilité de crédit élargie auprès du FMI, qui lui a déjà octroyé 62 millions de dollars afin de l'aider à réduire sa vulnérabilité et soutenir la croissance.

## Rencontre historique

La Gambie doit accueillir en novembre 2022 le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui rassemble les 57 pays musulmans de la planète. Initialement prévu en 2019, cet événement sera le plus important jamais organisé à Banjul. Il se déroulera au centre de conférence international inauguré en août 2021. Les autorités, qui ont engagé d'importants travaux d'infrastructures pour embellir la capitale et mettre à niveau ses équipements, espèrent des retombées en termes d'investissements. Plusieurs projets cherchent encore des financements, et le port de Banjul, congestionné, doit être modernisé. La Gambie souhaite aussi valoriser un potentiel pétrolier offshore estimé à 1,1 milliard de barils, situé à une grande profondeur, et dont le permis d'exploitation a été confié à une junior australienne, FAR Ltd, après la défection de BP.

africanews.

# Fiers de faire entendre votre voix

et d'être le seul media d'information panafricain multilingue, indépendant et impartial.



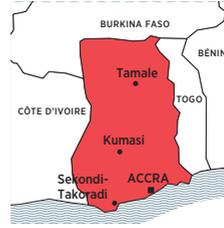
AFOLAKE OYINLOYE, JERRY BAMBI & NATHALIE WAKAM

contact régie publicitaire :  
 marianne.michelet@euronews.com

## GHANA

# Périlleuse équation financière

Le dynamisme retrouvé de l'économie, engagée dans une prometteuse politique de diversification, pourrait pâtir d'une cure d'austérité quasi inévitable du fait de la dette.



Président : **Nana Akufo-Addo**  
 Vice-président : **Mahamudu Bawumia**  
 Population (millions) : **31**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **238 537**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **5 269**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **4,7**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **9,3**  
 Classement IDH 2020 : **138**

La croissance ghanéenne, qui avait nettement fléchi en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, laquelle avait provoqué la mise à l'arrêt temporaire des industries pétrolière et aurifère, a nettement rebondi en 2021, à +4,7% du PIB. Le redressement devrait se confirmer en 2022, avec une croissance attendue à 6,2%, en dépit des inquiétudes liées à la crise des finances publiques. La reprise, qui intervient dans un contexte marqué par la persistance d'une inflation élevée (9,3%), est tirée par la production de métal jaune – 130 tonnes, premier producteur africain, 6,7 milliards de dollars de recettes d'exportation en 2020 – et par une campagne cacaoyère record de 1,4 million de tonnes (+80% en deux ans).

Le niveau d'endettement, qui a atteint 83,5% du PIB, fait cependant courir un risque majeur aux finances publiques du Ghana. La dérive des comptes remonte au milieu des années 2010 et s'est aggravée en raison de la pandémie. Le service de la dette représente désormais 9% du PIB, 80% du déficit public et près de 50% des recettes de l'État. Une trajectoire difficilement soutenable qui coupe le pays des marchés de capitaux : Fitch ratings a dégradé la note du Ghana à B-, assortie d'une perspective négative. Les experts estiment qu'Accra devra faire appel au FMI et se verra imposer un programme d'austérité. Une perspective qui n'enchantent guère le président Nana Akufo-Addo,

qui arrivera au terme de son deuxième et dernier mandat en 2024 et qui espère mettre sur orbite son vice-président, Mahamudu Bawumia. Ce dernier, s'il était investi par le NPP au pouvoir, pourrait retrouver sur sa route l'ancien président John Mahama Dramani, chef de l'État entre 2012 et fin 2016.

## Potentiel de diversification

Avec un PIB de 75 milliards de dollars, le Ghana, poids lourd de la CEDEAO, dispose d'un tissu entrepreneurial dynamique et d'un écosystème de start-ups. L'industrie du montage automobile est en plein essor avec la présence de Volkswagen, Toyota, Nissan ou Hyundai et Kia. Accra vient d'interdire l'importation de véhicules de plus de dix ans. Les industries extractives sont promises à un bel avenir. Si le secteur minier repose sur l'or (93,3% de la richesse produite), des réserves importantes de bauxite et de manganèse ont été mises en évidence. Le Ghana a conclu un contrat de deux milliards de dollars avec le Chinois Synohydro prévoyant la livraison d'infrastructures routières en échange de fourniture de bauxite.

Le Ghana est le cinquième marché africain non francophone de la France et la septième destination africaine pour les IDE tricolores. Les échanges bilatéraux annuels dépassent les 500 millions d'euros, avec un solde commercial positif (hors pétrole) d'une cinquantaine de millions en faveur d'Accra en 2020.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

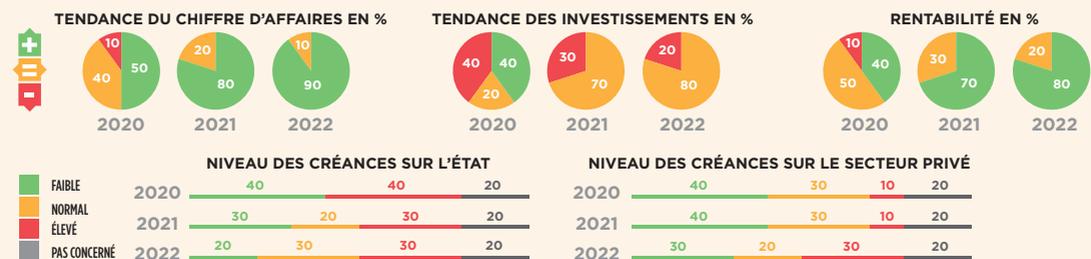
### POINTS FORTS

- Rés. portuaire et aérien local
- Télécommunications
- Sécurité des personnes
- Secteur bancaire

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Crédit aux entreprises
- Niveau de corruption
- Coût de l'énergie (élec. et fuel)

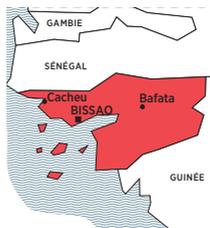
Note globale moyenne : **2,8 sur 5** 📊 vs 2020



## GUINÉE BISSAU

## Diplomatie tous azimuts

Premier exportateur mondial de noix de cajou, le pays a renoué avec la croissance, et se distingue grâce à l'activisme à tous crins de son président.



Président : **Umaro Sissoco Embaló**  
 Premier ministre : **Nuno Gomes Na Biam**  
 Population (millions) : **2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **36 125**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 996**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **3,3**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **1,9**  
 Classement IDH 2020 : **175**

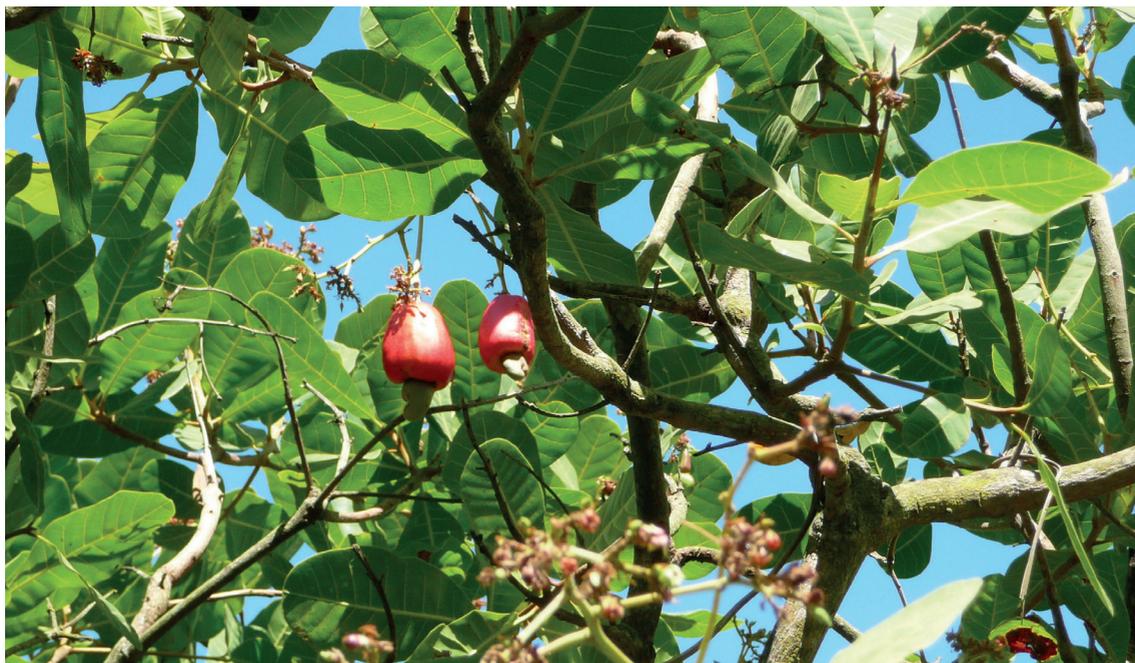
Umaro Sissoco Embaló est sur tous les fronts depuis son élection à la présidence de la République de Guinée-Bissau, en décembre 2019. Foncur, cet ancien militaire à la personnalité atypique multiplie les visites à l'étranger. Il s'est notamment rendu dans les pays du Golfe, en Turquie, et, dernièrement, en France, en octobre 2021. Dans la sous-région, il n'hésite pas à dire ses quatre vérités à ses voisins et s'investit dans les médiations, au Mali ou en Guinée. Un activisme remarqué, qui contraste avec la taille et le poids de son pays (moins de 1% du PIB de l'UEMOA), mais qui lui vaut aussi de solides inimitiés. Il a réchappé le 1er février 2022 à une tentative de coup d'État. Des intérêts liés au narcotrafic pourraient être à l'origine de cette attaque qui a fait plusieurs morts chez les assaillants et parmi sa garde rapprochée.

## Convoitises portuaires

Le pays a renoué avec la croissance en 2021 (+3,3%),

et ses perspectives sont bien orientées pour 2022 (4% attendus). Son économie reste essentiellement basée sur l'agriculture (51% du PIB) et tire la quasi-totalité de ses recettes d'exportation de la vente de la noix de cajou. La production – 150 000 tonnes l'an passé – inonde les marchés indien et vietnamien.

Le pays, qui bénéficie d'une stabilité monétaire enviable du fait de son appartenance à la zone Franc, dispose d'un potentiel halieutique et minier (présence de bauxite) encore insuffisamment exploité. Le climat des affaires y est précaire et sa réputation reste sulfureuse (narcotrafic). Les relations économiques avec la France sont modestes (trois millions d'euros d'exportations françaises), mais l'armateur CMA CGM, qui souhaite développer son maillage portuaire africain, étudierait l'opportunité d'une implantation à Bissau.



La noix de cajou, première source d'exploitation du pays.

## GUINÉE

## Vers une transition à rallonge ?

La chute d'Alpha Condé ne devrait pas compromettre le développement des grands projets miniers mais le chef de la junte entretient toujours le mystère sur ses intentions, au grand dam de ses voisins.

Le Colonel Mamadi Doumbouya, président de la transition depuis le 1er octobre, réussira-t-il à imposer son calendrier aux pays de la CEDEAO, qui ont lourdement sanctionné le Mali d'un autre colonel putschiste, Assimi Goïta ? Plus politique et meilleur communicant que son homologue de Bamako, l'ancien légionnaire de 41 ans, qui commandait des forces spéciales lorsqu'il a renversé Alpha Condé, le 5 septembre 2021, souffle le chaud et le froid. Il a nommé un civil, le technocrate Mohamed Béavogui, au poste de Premier ministre, mais ce dernier est étroitement encadré par la junte. Il promet mollement de ne pas être candidat aux prochaines élections, dont il se refuse cependant à annoncer la date. Mais la « refondation de l'État » qu'il projette et les nombreux clins d'œil qu'il adresse aux nostalgiques de la dictature d'Ahmed Sékou Touré (1958-1964) semblent suggérer une ambition difficilement compatible avec un statut d'intérimaire.

La Guinée, en dépit d'indicateurs sociaux très dégradés – pauvreté, faible alphabétisation, majorité de la population sans accès à l'électricité – a des atouts qui tiennent aux fabuleuses richesses de son sous-sol. Elle possède le quart des réserves mondiales de bauxite et est le 2ème exportateur mondial de ce minerai. Le pays dispose aussi de trois milliards de tonnes de réserves de fer et de 700 tonnes de réserves aurifères.



Président : **Mamadi Doumbouya**  
 Premier Ministre : **Mohamed Béavogui**  
 Population (millions) : **13,6**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **245 857**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 405**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5,2**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **11,6**  
 Classement IDH 2020 : **178**

## Chemin de fer

L'essor des industries extractives a permis au pays d'afficher une croissance insolente de 7,1 % en pleine pandémie. Elle a ralenti à 5,2 % en 2021 mais devrait remonter à 6 % en 2022. La dette publique (47,5 %, détenue aux deux tiers par des agents étrangers) est soutenable, sauf en cas de retournement majeur du cours des matières premières.

La chute d'Alpha Condé, les sanctions visant des caciques de son régime et les audits de gestion engagés par la junte pourraient-ils rebattre les cartes dans le secteur minier ? L'industrie est dominée par le consortium singapouro-chinois (SMB, bauxite, WCS, blocs 1 et 2 de Simandou) et par le géant australien Rio Tinto (CBG, bauxite, blocs 3 et 4 de Simandou). Compte tenu de l'importance des investissements programmés – entre 15 et 20 milliards de dollars rien que pour Simandou, la continuité devrait prévaloir. Les autorités poussent cependant WCS et Rio Tinto à s'entendre pour mieux mutualiser les coûts du futur chemin de fer de 700 kilomètres qui transportera le fer extrait du méga-gisement de Simandou.

Les échanges commerciaux avec la France s'élèvent à environ 200 millions d'euros, avec un solde excédentaire d'une centaine de millions en faveur de Paris. Le stock d'IDE est assez modeste, à 145 millions d'euros. Une cinquantaine d'entreprises françaises opèrent en Guinée, où elles réalisent un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Secteur bancaire
- Financement des importations
- Taux d'absentéisme
- Réseau portuaire

## POINTS FAIBLES

- Réseau routier et ferré
- Droit foncier
- Eau et assainissement
- Système de santé et de formation

Note globale moyenne : **2,7 sur 5** + vs 2020



## LIBERIA

## Enfin le bout du tunnel ?

Le retour de la croissance offre un ballon d'oxygène à George Weah, confronté à une opposition revigorée. Ce regain d'activité intervient sur fond de grandes manœuvres dans le secteur minier.



Président : **George Weah**  
 Vice-présidente: **Jewel Howard Taylor**  
 Population (millions) : **5,1**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **111 370**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 258**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **3,6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **5,9**  
 Classement IDH 2020 : **175**

Après deux années consécutives de récession, l'économie libérienne a renoué avec la croissance en 2021 (+3,6%). L'activité devrait progresser à un rythme encore plus soutenu en 2022 (+4,7%). Cette reprise pourrait cependant engendrer un doublement de l'inflation, mesurée à 5,9% en 2021. Le pays, l'un des plus pauvres d'Afrique, et où les séquelles de la terrible guerre civile des années quatre-vingt-dix restent visibles, connaît des déséquilibres budgétaires importants et bénéficie d'un programme de 214 millions de dollars avec le Fonds monétaire international. Le gouvernement du président George Weah a pris des mesures pour rationaliser la fonction publique et éliminer les « fonctionnaires fantômes », qui étaient plusieurs milliers. Probable candidat à sa réélection en 2023, l'ancien footballeur vedette du PSG et du Milan AC n'aura pas la partie facile face à l'alliance de l'opposition CPP, qui a remporté les élections sénatoriales de décembre 2020.

## Rail de la discordance

Plusieurs importants projets d'infrastructures sont en cours de développement, dans le domaine des routes, de l'énergie ou des mines. Le Liberia dispose d'importants gisements de fer et attire les investisseurs internationaux. Le géant indoluxembourgeois Arcelor-Mittal va engager 800 millions de dollars pour l'extension du gisement de Yekepa. Mais les privilèges exclusifs qui lui avaient été accordés dans le domaine ferroviaire, pour évacuer le minerai jusqu'au port de Buchanan ont été remis en cause par les parlementaires libériens. La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG, à capitaux canadiens), qui exploite le gisement de Nimba, voisin du Liberia, avait multiplié les recours pour obtenir un accès non discriminatoire au rail d'Arcelor-Mittal, essentiel à la viabilité économique de son propre projet.

CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

CÔTE D'IVOIRE

GABON

ÎLE DE LA RÉUNION

TCHAD

TOGO



SUCRE - CÉRÉALES - ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE

## NOURRIR L'AVENIR

Depuis plus de 50 ans, le Groupe Somdiaa est implanté sur le continent africain et est engagé en faveur de filières agro-alimentaires vertueuses qui contribuent au développement économique et social des territoires.

[www.somdiaa.com](http://www.somdiaa.com)



## MALI

# Dangereuse fuite en avant

**Sanctions de la CEDEAO, escalade diplomatique avec la France, incertitude sur le maintien des forces étrangères : le Mali est dans la tourmente, menacé d'asphyxie financière. Les perspectives économiques s'assombrissent.**

Compte tenu des circonstances (crise pandémique, insécurité grandissante), l'économie malienne a fait preuve d'une résilience remarquable au cours des deux dernières années : le PIB s'était contracté de seulement 1,6 % en 2020, avant de repartir nettement à la hausse en 2021, à +4 %. Parviendra-t-elle néanmoins à absorber les effets des sanctions décrétées le 9 janvier 2022 par la CEDEAO ? Rien n'est moins sûr. Ulcérés par le calendrier présenté par les autorités de Bamako pour un retour à l'ordre constitutionnel après deux coups d'État en neuf mois, qu'ils jugent irréaliste, les dirigeants de l'organisation régionale ont imposé un embargo sur les échanges commerciaux non essentiels et le gel des avoirs maliens auprès de la BCEAO. Les frontières terrestres et aériennes ont été fermées, dans le but d'asphyxier économiquement la junte et de l'amener à des concessions.

La France, dont l'ambassadeur a été prié de quitter le Mali, et l'Union européenne, dont les militaires de Takuba ne sont plus les bienvenus, pourraient à leur tour décider de sanctions. Un scénario qui compromettrait la poursuite de la coopération financière avec le FMI. Le risque immédiat pour Bamako est budgétaire : les autorités réussiront-elles à payer les salaires et à éviter une flambée de l'inflation ? L'instabilité est telle que les prévisions



Président : **Assimi Goïta**  
 Premier ministre : **Choguel Kokalla Maïga**  
 Population (millions) : **21,2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 241 231**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2269**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **4**  
 Inflation 2021 (% est.) : **3**  
 Classement IDH 2020 : **184**

de croissance pour 2022 (+5,3 %, et inflation à 2 %), semblent très optimistes.

## Médiation algérienne

La junte tente de galvaniser le sentiment patriotique de la population en désignant la France et la CEDEAO à la vindicte, et en célébrant la nouvelle coopération militaire avec la Russie. Rien ne garantit cependant que Moscou dispose de l'assise financière et de la volonté pour se substituer aux partenaires traditionnels du Mali. De nombreuses questions restent en suspens, à commencer par le devenir des 13 000 hommes de la Minusma, la force onusienne. Par ailleurs, l'option désormais ouvertement évoquée de négociations avec les djihadistes maliens Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, pourrait accélérer le désengagement de la communauté internationale. Les derniers espoirs résident dans une médiation algérienne, soutenue par l'Union Africaine, qui préconise une transition ramenée à douze ou seize mois, et la mise en œuvre des accords de paix d'Alger de 2015.

La crise ne devrait pas avoir d'effet sur la production d'or (70 tonnes extraites, 80 % des exportations en valeur) mais jette un voile d'incertitude sur l'écoulement du coton, alors qu'une production record de 800 000 tonnes était attendue pour 2022. Elle risque en revanche d'entraîner une diminution drastique des échanges avec la France (370 millions d'euros, à 95 % en faveur de Paris), et de plomber l'activité des 125 filiales de groupes français présentes au Mali.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

### POINTS FORTS

- Réseau de télécommunications
- Secteur bancaire
- Droit du travail
- Coût de la main d'œuvre

### POINTS FAIBLES

- Réseau portuaire et aérien
- Niveau de corruption
- Coût de l'électricité
- Système de formation

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** vs 2020



# AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DES JEUNES

 **19 AGENCES RÉGIONALES  
201 GUICHETS EMPLOI**

## DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES



- Formations de Reconversion (FR)
- Apprentissage et Chantiers Ecoles
- Permis de Conduire

## PROGRAMME NATIONAL DE STAGE



- Stage de qualification
- Stage école

## PROGRAMME ENTREPRENARIAT



- Activités Génératrices de Revenus (AGR)
- Micros et Petites Entreprises (MPE)
- Projets Structurants

## TRAVAUX A HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'OEUVRE (THIMO)



- Entretien d'espaces publics

## NOS AXES D'INTERVENTION

- ✓ Formations
- ✓ Recrutement
- ✓ Financement de projets
- ✓ Insertion socio-professionnelle
- ✓ Conseils et accompagnement

## NIGER

## En première ligne

Élu avec la volonté de faire de l'éducation sa priorité, Mohamed Bazoum a hérité d'une situation sécuritaire dégradée, doublée d'une crise diplomatique avec le Mali voisin.



Président : **Mohamed Bazoum**  
Premier ministre : **Ouhoumoudou Mahamadou**  
Population (millions) : **25**  
Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 267 000**  
PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 201**  
Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **5,4**  
Inflation 2021 (% est.) : **2,9**  
Classement IDH 2020 : **189**

Son élection, en février 2021, à l'expiration du deuxième mandat de Mahamadou Issoufou, a eu valeur de symbole dans une Afrique de l'Ouest confrontée au retour des coups d'État. L'ancien ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum, 62 ans, voulait faire du social sa priorité et mettre l'accent sur l'éducation des filles, pour promouvoir le changement des mentalités – et contribuer au contrôle des naissances. Le Niger affiche en effet l'indice de développement humain le plus faible du monde, et ses habitants restent majoritairement soumis aux aléas climatiques, le secteur agricole (40% du PIB) représentant 80% des emplois.

Les questions sécuritaires sont en tête de l'agenda du président élu avec la multiplication d'attaques meurtrières dans la région des trois frontières. Le désengagement des troupes internationales au Mali a fait du Niger l'État-pivot de la coalition anti-djihadiste. Le pays, qui abrite également une base de drones américains, accueille désormais la commandement de la task-force européenne Takuba. Ce rôle aux avant-postes dans la guerre contre le terrorisme a néanmoins permis à Niamey de gagner en influence. Interlocuteur régulier de Paris, Mohamed Bazoum a aussi été le seul leader sahélien à participer physiquement au sommet sur la démocratie organisé à Washington par Joe Biden en décembre 2021.

## L'uranium en déclin

Pénalisée par les mesures destinées à contenir la pandémie, la croissance de l'économie avait ralenti, à 3,3% du PIB en 2020, avant de rebondir à 5,4% en 2021. Elle devrait accélérer à 6,5% en 2022. La dette publique (48,6% du PIB) demeure à un niveau soutenable, par le jeu des allègements opérés à l'échelle multilatérale et des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS). Le Niger va en outre bénéficier du décaissement de 100 millions de dollars dans le cadre du programme américain Millenium Challenge Account (MCA). Cette enveloppe permettra de financer un tronçon routier entre Bella et Dosso, exécuté par le groupe français Sogea-Satom.

Le pays, qui a engagé d'importantes réformes pour promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires, veut redynamiser le secteur minier, qui pèse 8% du PIB. Un nouveau code minier est en préparation. Le Niger, qui a perdu son rang de premier producteur africain d'uranium au profit de la Namibie, doit relancer les investissements. Le site de la Cominak, exploité par Orano, qui produisait encore 1 332 tonnes d'uranium en 2019, a fermé le 31 mars 2021, en raison de l'épuisement du gisement. Le site de la Somair (environ 2 000 tonnes par an), également exploité par Orano, demeure le seul en activité.

Les échanges commerciaux avec la France oscillent entre 150 et 300 millions d'euros par an, selon les achats d'uranium, et le stock d'IDE français est estimé à 460 millions d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

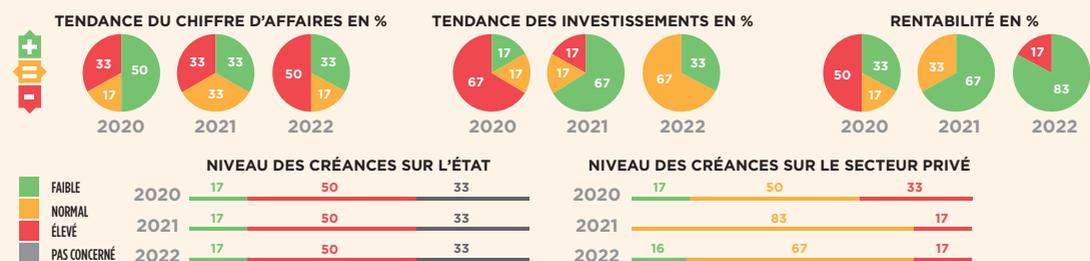
## POINTS FORTS

- Coût du transport routier
- Coût de la main d'œuvre
- Coût du fuel
- Réseau Internet

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré et portuaire
- Système de formation
- Réseau électrique
- Incitation à l'investissement

Note globale moyenne : **2,5 sur 5** 📉 vs 2020





# Investissez dans les filières **Coton et Anacarde**

Créer de la valeur ajoutée et contribuer à la lutte contre la pauvreté en milieu rural



## LES FILIÈRES COTON ET ANACARDE IVOIRIENNES CE SONT

- Un potentiel de production de plus de 600.000 tonnes de Coton graine (258.000 tonnes de fibre de Coton)
- Une position de 1<sup>er</sup> producteur et 1<sup>er</sup> exportateur mondial de noix brutes
- Un potentiel d'installation de plus de 100 unités de transformation d'une capacité annuelle par unité d'au moins 5000 tonnes de noix de cajou brutes
- Un marché d'intants Coton de plus de 60 milliards de Fcfa par campagne agricole
- Près du quart de la production mondiale et un peu moins de la moitié de l'offre mondiale de noix brutes.
- Un immense potentiel de création de richesses et d'emplois, surtout pour les jeunes et les femmes.

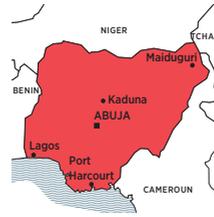
Pour un développement durable de la filière Coton et Anacarde

Siège : Abidjan-Plateau Immeuble CAISTAB, 15ème étage - Tél.: +225 20 20 70 30  
+225 22 52 75 80 - Fax : +225 22 52 75 85 • Email : support@conseilcotonanacarde.ci

## NIGERIA

## Un géant à la peine

Handicapé par l'inflation, le premier producteur africain de pétrole offre des perspectives assez décevantes. La question de la succession du président Buhari et la crise sécuritaire ajoutent à l'incertitude.



Président : **Muhammadu Buhari**  
 Vice-président : **Yemi Osinbajo**  
 Population (millions) : **214**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **923 768**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **4 910**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,6**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **16,9**  
 Classement IDH 2020 : **161**

Première économie d'Afrique, avec un PIB de 500 milliards de dollars, le Nigeria reste soumis aux fluctuations des cours du pétrole, sa principale richesse. Le géant de la CEDEAO sort d'une deuxième récession en cinq ans (-1,8% en 2020) et a amorcé un timide redressement en 2021, avec une croissance de 2,6%. L'activité devrait continuer à progresser dans les mêmes proportions en 2022 (2,7% attendus). Un chiffre synonyme de quasi-stagnation, compte tenu d'une croissance démographique annuelle de 2,5%. La crise sanitaire et pétrolière de 2020 a entamé les réserves de change et pesé sur la valeur du Naira, qui ne cesse de se déprécier, alimentant une inflation frôlant désormais les 17%. Cette conjoncture délicate a poussé la Banque centrale nigériane à multiplier les décisions autoritaires (interdiction des cryptomonnaies, limitation des « importations inutiles »). La perspective d'un resserrement des taux aux États-Unis inquiète, car elle pourrait entraîner des arbitrages défavorables aux investissements dans les pays émergents.

La production pétrolière devrait se maintenir aux alentours de 1,7 million de barils par jour en 2022, mais les infrastructures sont vieillissantes et les problèmes de sécurité récurrents. Les vols de pétrole, très fréquents, ont coûté 3,5 milliards de dollars l'an dernier, soit l'équivalent de 10% des réserves de

change. TotalEnergies reste très bien positionné sur ce marché stratégique : la major française a extrait 100 millions de barils en 2021 et pourrait renforcer sa présence.

## Succession incertaine

Le président Muhammadu Buhari, 79 ans, achèvera son second mandat en février 2023. Affaibli par la maladie, il est aussi critiqué pour son incapacité à régler les insurrections djihadistes qui endeuillent le nord du pays et sapent l'unité de la Fédération. Buhari se refuse pour l'instant à désigner un dauphin. Son vice-président Yemi Osinbajo, 65 ans, fait néanmoins figure de favori dans la course à l'investiture de l'APC, la coalition au pouvoir. Le PDP des ex-présidents Olusegun Obasanjo et Goodluck Jonathan se cherche lui aussi un candidat.

Sur le plan sécuritaire, l'armée, qui renâcle face à l'impéritie du pouvoir civil, a réussi à porter un coup à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), en éliminant son chef Abou Musab al-Barrawi. Dans le Sud, le Biafra fait à nouveau face à des tensions séparatistes.

Le Nigeria est le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, avec des échanges de 2,32 milliards d'euros en 2020. Lagos est le quatrième client africain de Paris. Le stock d'IDE français est particulièrement important, puisqu'il atteint les dix milliards d'euros. Une centaine d'entreprises françaises sont implantées au Nigeria.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Télécommunications
- Secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau aérien local

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Réseau électrique
- Douanes
- Niveau de corruption

Note globale moyenne : **2,5 sur 5** + vs 2020



## SÉNÉGAL

# Macky Sall sur tous les fronts

Fragilisé par la défaite de sa coalition aux municipales, le chef de l'État préside l'Union africaine en 2022 et sera en première ligne dans la crise sahélienne. Les perspectives économiques restent favorables.



Président : **Macky Sall**  
 Population (millions) : **17,2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **196 722**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 300**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **2,4**  
 Classement IDH 2020 : **168**

Les élections municipales du 23 janvier 2022 avaient valeur de test pour la coalition présidentielle Benno Bokk Yakaar (BBY). La victoire des opposants Barthélemy Dias à Dakar et Ousmane Sonko à Ziguinchor a donné le ton. Fragilisé depuis les émeutes de mars 2021, consécutives à l'arrestation, pour viol, d'Ousmane Sonko, le président Macky Sall fait face à une opposition revigorée, qui tentera de pousser son avantage aux législatives prévues en juillet 2022. Un dernier tour de chauffe avant la présidentielle de 2024, qui est déjà dans tous les esprits. Réélu en 2019, le chef de l'État sénégalais n'a jamais évoqué publiquement l'hypothèse d'une nouvelle candidature, mais beaucoup, dans la classe politique, envisagent « un scénario à l'ivoirienne ». Chantre de « l'indépendance économique du Sénégal », le populiste Ousmane Sonko, arrivé troisième en 2019, rêve de cristalliser les aspirations d'une jeunesse impatiente et frustrée, avide de changements.

Macky Sall mise sur la diplomatie pour donner du lustre à son bilan. Son action à la tête de l'Union africaine, dont il a pris la présidence tournante en février 2022, sera scrutée. Le président sénégalais a hérité de dossiers brûlants (crises sahéliennes, différend Égypte / Éthiopie, dette, accès aux vaccins). S'il réussit à en débloquer certains, son leadership africain deviendra un atout sur le plan intérieur.

## Croissance à deux chiffres

Les partisans de Macky Sall auront à cœur de mettre en avant la bonne santé de l'économie. L'activité a nettement rebondi en 2021, avec une croissance de 5 %, supérieure aux prévisions, qui restera au même niveau en 2022 (5,5 % attendus). Un pic à 10 % est anticipé pour 2023 et 2024, grâce notamment à l'entrée en production du méga-gisement gazier offshore Grand-Tortue Ahmeyin, exploité conjointement avec la Mauritanie. Dakar a également bénéficié de subsides conséquents du FMI (décaissement de 360 millions de dollars en dix-huit mois), mais celui-ci a alerté sur la nécessité de réduire le déficit public (6,3 % en 2021). À court terme, l'impact des sanctions de la CEDEAO visant la junte malienne est un sujet de préoccupation : 50 % des marchandises transitant par le port de Dakar sont à destination de Bamako et le Mali est le premier client du Sénégal.

La France demeure le premier partenaire commercial du Sénégal, avec des échanges estimés à 875 millions d'euros en 2020, dégagant un excédent de 726 millions en faveur de Paris. Les entreprises françaises ont remporté plusieurs grands contrats d'équipement (matériel roulant et signalisation du TER Dakar Diamniado, inauguré en décembre). La France est aussi le premier investisseur au Sénégal, avec un stock d'IDE de 2,5 milliards d'euros et 172 entreprises présentes sur ce marché, réalisant un CA de 3,2 milliards d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

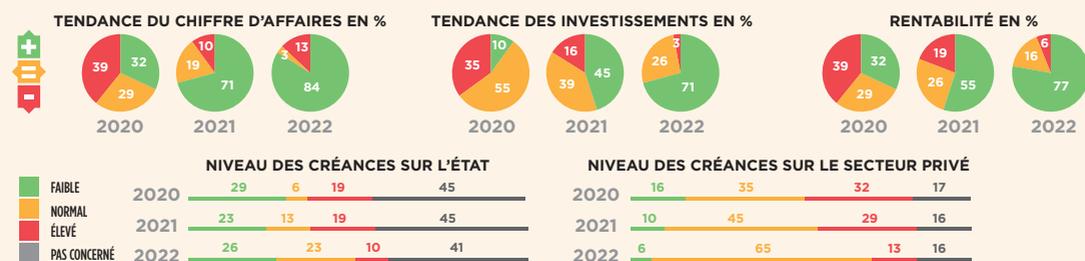
### POINTS FORTS

- Télécommunications
- Sécurité des personnes
- Réseau routier et aérien
- Encadrement social

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Impact du secteur informel
- Coût de l'électricité

Note globale moyenne : **3 sur 5** vs 2020



## SIERRA LEONE

## Une croissance de fer

Le secteur minier est à l'origine du rebond de l'activité observé en 2021. La résolution du contentieux avec l'américain SL Mining va permettre de relancer les investissements.



Président : **Julius Maada Bio**  
 Vice-président : **Victor B. Foch**  
 Population (millions) : **8**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **71 740**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 668**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **3,2**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **11,3**  
 Classement IDH 2020 : **182**

L'économie de la Sierra Leone, affectée par la crise de la Covid-19, qui avait entraîné une chute de la fréquentation touristique et une diminution des exportations de diamants, a amorcé son redressement. Le PIB a progressé de 3,2% en 2021 et devrait augmenter de 5,9% en 2022, dans un contexte toujours marqué par des tensions inflationnistes. Sous programme FMI, le pays présente un risque de surendettement assez élevé, avec une dette publique de 71%, détenue aux deux tiers par des agents étrangers. Le président Julius Maada Bio, qui avait fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille après son élection en 2018, a épinglé son prédécesseur, Ernest Bai Koroma. Mais il est aujourd'hui critiqué par la société civile pour n'avoir pas mené à son terme un grand audit des finances publiques.

### Attractivité

Le secteur minier (30% du PIB) contribue largement à la vigueur de la croissance. Le groupe américain SL Mining et Freetown ont apuré leur contentieux : l'État prendra une participation de 10% dans les mines de fer de Marampa et Tonkolili. Cet accord devrait permettre de relancer les investissements pour augmenter la production du site, actuellement de deux millions de tonnes, et qui pourrait rapidement atteindre les trois millions. La législation du pays, jugée accommodante, contribue à son attractivité et favorise l'implantation de groupes turcs (énergie, agriculture) ou chinois (infrastructures, mines).

Les échanges commerciaux avec la France sont modestes et s'élèvent à environ 40 millions d'euros par an. Une dizaine d'entreprises françaises sont installées en Sierra Leone, alors que TotalEnergies s'est désengagé du secteur de l'aval pétrolier en avril 2020.



Un homme lave des diamants dans une mine à Kono - Sierra Leone

**TOGO**

# Développement des infrastructures logistiques

Hub maritime de première importance grâce au Port de Lomé, le pays veut accélérer son industrialisation et renforcer son attractivité grâce à la plateforme d'Adetikopé.



Président : **Faure Essozimna Gnassingbé**  
 Premier ministre : **Victoire Tomegah Dogbe**  
 Population (millions) : **8,5**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **56 500**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 600**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5,3**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **2,7**  
 Classement IDH 2020 : **167**

Économiquement, la crise de la Covid-19 n'est plus qu'un mauvais souvenir vu de Lomé. La croissance, qui avait ralenti à 1,8% du PIB en 2020, du fait des mesures de confinement, a fortement rebondi en 2021, à 5,3%, et devrait encore accélérer en 2022, les prévisionnistes tablant sur une progression de 6,1%. La stratégie de riposte proactive a permis de limiter l'impact sanitaire de la pandémie, le Togo, avec 31 000 cas de contamination et 250 décès au 31 décembre 2021, affichant un des plus faibles taux d'incidence du continent. Le pays, leader de la vaccination en Afrique de l'Ouest (12,5% de la population adulte immunisée fin 2021), a mis en place un passe sanitaire et a été le premier à obtenir la reconnaissance par l'Union européenne de son certification numérique de vaccination.

Le gouvernement, qui s'est doté d'une feuille de route 2020-2025 articulée autour de 42 projets prioritaires, entend renforcer l'inclusion sociale à travers la généralisation de la couverture santé, moderniser l'administration en dématérialisant les procédures, et poursuivre les efforts de promotion du secteur privé.

**Pôle agro-industriel**

Le Port autonome de Lomé, dont le trafic a progressé de 15% en 2020, s'est hissé au quatrième rang des ports

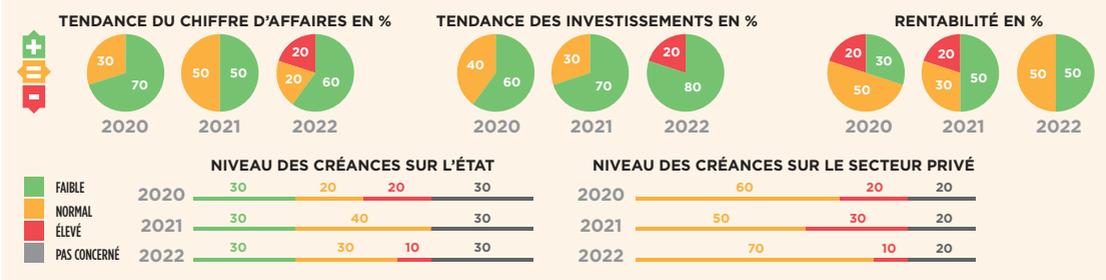
à containers d'Afrique (après Tanger, Port-Saïd et Durban). Exploité par une filiale de MSC, le terminal à containers a vu son trafic multiplié par 40 depuis 2014. Hub logistique et financier, réputé pour sa sûreté (comme celle de ses eaux territoriales), le Togo veut attirer davantage d'investisseurs. Développée en partenariat avec le groupe panafricain à capitaux singapouriens Arise IIP et inaugurée en juin 2021, la Plateforme d'Adetikopé (PIA) a vocation à accélérer l'émergence de nouvelles industries à fort potentiel, dans les domaines de l'agro-alimentaire, du textile, de la pharmacie, des cosmétiques, de l'automobile et du recyclage. Implantée sur un site de 400 hectares, PIA représente un investissement de 200 millions d'euros. Elle favorisera la transformation locale des matières premières agricoles destinées à l'exportation (coton, soja), avec, à la clé, 30 000 emplois créés d'ici 2025. Deux nouvelles centrales énergétiques ont également été mises en service en 2021 : l'une, thermique à cycle combiné gaz-vapeur, à Kekeli, en partenariat avec Eranove (65 MW), et une autre, solaire, à Blitta, en partenariat avec le Fonds souverain d'Abou Dhabi et l'opérateur émirati Amea (50 MW). Le pays ambitionne de porter à 100% le taux d'électrification rurale à l'horizon 2030.

La France exporte pour environ 170 millions d'euros vers le Togo (hors produits pétrolier). Une cinquantaine d'entités françaises y sont implantées. Elles totalisent un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros et emploient 3 500 collaborateurs.

**BAROMÈTRE CIAN 2021**

- POINTS FORTS**
- Droit du travail
  - Sécurité des personnes
  - Secteur bancaire
  - Réseau portuaire et aérien
- POINTS FAIBLES**
- Crédit aux entreprises
  - Coût de l'électricité
  - Coût des télécommunications

**Note globale moyenne : 3,4 sur 5 + vs 2020**



# Un redressement à confirmer

En dépit de facteurs de fragilité persistants, les économies d'Afrique centrale ont retrouvé le chemin de la croissance, sous l'effet du retournement du cours des matières premières et d'allègements de la dette. L'immense potentiel écologique de la forêt du bassin du Congo constitue un atout à valoriser.

**Cameroun - P76**

**Congo - Brazzaville - P77**

**Gabon - P78**

**Guinée Équatoriale - P79**

**Rép. Centrafricaine - P80**

**RD Congo - P81**

**Sao Tomé - P82**

**Tchad - P83**



**F**ortement impactées par la chute violente du cours des matières premières et du pétrole, en 2020, les économies d'Afrique centrale ont retrouvé des couleurs en 2021. Les pays de la CEMAC, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, qui englobe l'ensemble des pays de la zone, à l'exception de la RD Congo et de Sao Tomé et Príncipe, ont enregistré une croissance globale de 2,6%. Le Fonds monétaire international anticipe 2,8% en 2022. Même si ces performances demeurent en retrait par rapport à celles de l'UEMOA, l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui a vu son produit intérieur brut augmenter de 5,5% en 2021, elles marquent un réel point d'inflexion. Car, dans le même temps, les pays d'Afrique centrale ont bénéficié d'allègements de dette et d'allocation de DTS, qui ont permis de ramener le ratio moyen dette publique/PIB à 54,8%. Le spectre d'une crise des finances publiques semble conjuré. Hier en situation de grande fragilité, le Congo-Brazzaville a ainsi vu sa situation s'améliorer après la restructuration de sa dette contractée auprès de la Chine.

Brazzaville a conclu un programme triennal de 455 millions de \$ avec le FMI, en janvier 2022. Le Gabon et le Cameroun pourraient signer rapidement des programmes « nouvelle génération » avec le Fonds. Ces accords devraient permettre en outre de relever le niveau des réserves de change de la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC), qui avait eu à appliquer un contrôle des changes strict au détriment des importateurs.

Sur le front de la pandémie, la région demeure officiellement la moins touchée d'Afrique, avec 358 000 cas de contamination et 4 500 décès recensés fin février 2022. Mais ce bilan pourrait être nettement sous-évalué. Le Covid-19 a fait des ravages dans la classe politique, emportant au Gabon, deux anciens Premiers ministres ; au Congo-Brazzaville, le chef de l'opposition et candidat à l'élection présidentielle Guy-Brice Parfait Kolélas et un ancien Premier ministre ; plusieurs ministres et conseillers en RD Congo, où le quartier d'affaires de la Gombe à Kinshasa a connu

des confinements stricts. Le pays le plus peuplé de la région est aussi celui où le taux de vaccination est le plus bas. Le 1<sup>er</sup> mars 2022, dix mois après le lancement de la campagne de vaccination, seulement 0,5% de la population présentait un schéma complet avec deux doses. Longtemps réticent, le président Félix Tshisekedi avait consenti à se faire inoculer le précieux sérum, mi-septembre, « pour donner l'exemple ».

Exception faite des petits pays insulaires comme Sao Tomé (28% de la population entièrement vaccinée) et la Guinée Équatoriale (14,5%), les États d'Afrique centrale affichent des taux faibles ou très faibles : moins de 12% en République du Congo et au Gabon, 3% au Cameroun et 1% au Tchad. Cette situation constitue un facteur de vulnérabilité face à une résurgence du virus ou à l'apparition de nouveaux variants.

#### Crises

La persistance des conflits représente une autre source de fragilité, même si les crises qui frappent le Nord-Ouest du Cameroun, l'Est

de la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine et le Tchad, toujours confronté à la menace des rebelles du FACT, sont pour l'instant relativement circonscrites. L'année écoulée a été marquée par la mort au combat, le 18 avril, du président tchadien Idriss Déby Itno, qui jouait un rôle pivot dans la sécurité régionale. Le Conseil militaire de transition, dont la présidence a été confiée au fils du défunt, Mahamat Déby Itno, doit organiser des élections en octobre 2022, à l'issue d'un dialogue national. Contrairement aux juntes malienne, guinéenne ou soudanaise, il bénéficie d'un appui bienveillant de la communauté internationale, qui n'a aucun intérêt à voir le Tchad basculer dans l'instabilité. La menace djihadiste, toujours prégnante au Nord du Cameroun, concerne désormais également l'Est de la RD Congo, où des groupes affiliés à l'État Islamique ont multiplié les attaques sporadiques. Elle est néanmoins moins pressante et moins préoccupante qu'au Sahel ou sur la côte orientale de l'Afrique, où des régions entières échappent au contrôle des États.

**Sur le front de la pandémie, la région demeure officiellement la moins touchée d'Afrique, avec 358 000 cas de contamination et 4 500 décès recensés fin février 2022. Mais ce bilan pourrait être nettement sous-évalué.**

La République Centrafricaine, qui a été le seul État de la région à connaître une croissance négative en 2021 (-1%), est aux prises avec une crise sans fin, aggravée par les ingérences extérieures. Présente militairement aux côtés du président Faustin-Archange Touadéra (réélu en décembre 2020) avec les mercenaires du groupe Wagner, aimanté par les promesses du sous-sol centrafricain, la Russie ne cache plus ses ambitions politiques mais aussi économiques.

Les investissements directs étrangers restaient bien orientés dans la zone CEMAC, où ils ont atteint 7,3 milliards de dollars en 2020 (+4,3%), profitant essentiellement au secteur pétrolier. La diversification économique et la résilience face aux chocs extérieurs demeurent des enjeux cruciaux pour l'ensemble de l'Afrique centrale, d'autant que la manne pétrolière ne sera pas éternelle. La production décline dans la quasi-totalité des pays riches en hydrocarbures, le phénomène étant déjà très perceptible en Guinée Équatoriale et au Congo Brazzaville. La désaffection des pétroliers occidentaux pour le Golfe de Guinée constitue une tendance de fond. Une meilleure valorisation d'autres secteurs d'activité, à l'instar de ce qu'a fait le Gabon avec la filière bois, et une plus grande intégration économique peuvent représenter des paradés appropriées. Avec des échanges intracommunautaires qui plafonnent à 4%, soit 13 points de moins que la moyenne continentale, la zone CEMAC est la plus faiblement intégrée après l'Afrique du Nord. Un sursaut de volonté politique est nécessaire pour surmonter les rigidités administratives et réglementaires. Si les grands projets d'infrastructure ne manquent pas, les financements sont en reste. La Banque mondiale va cependant appuyer un important projet d'interconnexion électrique entre le Tchad et le Cameroun, pour permettre au premier de bénéficier des capacités de production hydroélectriques du second.

#### Financements verts

La forêt du bassin du Congo, à cheval sur six pays, s'étend sur 180 millions d'hectares et représente le deuxième puits de carbone du monde après l'Amazonie. Elle capte annuellement 610 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, six fois plus que la forêt sud-américaine, et séquestre l'équivalent de dix années d'émissions mondiales de dioxyde de carbone. Sa préservation constitue donc un enjeu d'importance planétaire, ce que les pays riverains ont parfaitement assimilé. Les aires protégées couvrent désormais 14 %

### La diplomatie verte peut constituer un facteur de rayonnement pour les pays de la région en ces temps de mobilisation internationale pour le climat.

de la surface forestière totale de la région, le Congo-Brazzaville, avec une part supérieure à 50%, et le Gabon, qui a longtemps fait figure de pionnier, avec ses 25% de surfaces forestières préservées, étant les deux États les plus volontaristes.

Lors de la COP 26 de Glasgow, le président de la RD Congo, Félix Tshisekedi, a endossé les habits de chef de file du continent pour la lutte contre le réchauffement climatique. Ève Bazaiba, sa vice-Premier ministre, y a présenté un ambitieux plan décennal de 48 milliards de dollars, dans l'espoir de capter les financements du Fonds vert pour le climat des Nations unies. Le bilan de cet organisme multilatéral est pour l'instant assez décevant, les financements adressés à la RDC n'ayant pas dépassé 200 millions de dollars sur cinq ans. Il y a pourtant urgence : la forêt congolaise est soumise à une forte pression liée à la croissance démographique et au développement des industries extractives, grosses consommatrices de terres, et près de 500 000 hectares de forêts primaires disparaissent annuellement.

La diplomatie verte peut constituer un facteur de rayonnement pour les pays de la région en ces temps de mobilisation internationale pour le climat. Orchestrée à Libreville par le ministre de l'Environnement Lee White, un britannique naturalisé gabonais qui a dirigé pendant dix ans l'Agence nationale des parcs naturels, elle a permis au Gabon d'Ali Bongo Ondimba de se rapprocher du Prince Charles ou du milliardaire américain Warren Buffet. Libreville a également réussi à monétiser à hauteur de 150 millions de dollars son potentiel de capture du carbone auprès du fonds norvégien CAFI. De quoi susciter la convoitise de Brazzaville, qui vient de faire appel à la banque-conseil Southbridge pour l'accompagner sur les marchés de la compensation carbone et des « droits à polluer ».

*Samy Ghorbal*



© iStock

Vue aérienne de la forêt tropicale du bassin du Congo. Parc national d'Odzala,

## CAMEROUN

## Dynamisme et fragilités

Le fort rebond de l'économie devrait se poursuivre en 2022. Mais la persistance de risques politiques peut inciter les investisseurs à la prudence.



Président : **Paul Biya**  
 Premier ministre : **Joseph Dion Ngute**  
 Population (millions) : **26,5**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **475 440**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 581**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **3,6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **2,3**  
 Classement IDH 2020 : **153**

Locomotive de la sous-région, le Cameroun a renoué avec la croissance en 2021 (+3,6%), et le FMI prévoit une accélération allant jusqu'à +4,6% pour 2022. Un rattrapage bienvenu pour l'économie la plus importante et la plus diversifiée de la CEMAC, qui avait connu une récession de 1,5% en 2020. Même si le niveau d'endettement (46%) reste inférieur à la norme communautaire, son évolution est un motif de préoccupation. La dette publique a cru de 60% entre 2016 et 2020 et a quadruplé depuis 2007. Le poids croissant du service de la dette limite les capacités d'investissement de l'État. Une situation qui a amené la Banque africaine de développement (BAD) à alerter, en mars 2021, sur un risque de surendettement. Depuis, l'État a réussi à reconfigurer le profil de sa dette extérieure. Le Cameroun a négocié une nouvelle facilité élargie de crédit dite « de nouvelle génération », avec le FMI, qui reste cependant soumise à des exigences en matière de gouvernance et de transparence dans l'utilisation des fonds. En juin 2021, la divulgation d'irrégularités dans l'utilisation des fonds Covid avait provoqué de sérieux remous.

Enfin, un accord avec sept sociétés internationales de trading a été trouvé pour apurer le passif de la Sonara, la Société nationale de raffinage, dont les activités avaient été suspendues après l'incendie dévastateur du 31 mai 2019. L'accord prévoit le remboursement de 236

millions d'euros sur dix ans, à un taux de 5,5%. Des arrangements similaires sont en passe d'être conclus avec les banques. Le défaut de la Sonara avait mis sous pression le secteur bancaire et les fournisseurs de l'entreprise publique.

## Incertitudes politiques

Le pays reste en proie aux violences dans les régions anglophones du Nord-Ouest / Sud-Ouest, où la crise séparatiste, débutée il y a cinq ans, prend désormais des allures de conflit armé. Les autorités camerounaises ont vu leur réputation ternie par des exactions documentées par la presse et les ONG. La situation dans les provinces anglophones provoque également des tiraillements diplomatiques avec Washington. Politiquement, l'incertitude demeure. Vice-doyen des chefs d'État africains, le président Paul Biya, en poste depuis 1982, a fêté ses 88 ans. Il n'a pas fait connaître ses intentions pour 2025. En coulisses, la bataille pour sa succession est déjà engagée. Le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, et le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, semblent actuellement incontournables dans l'appareil d'État.

Le Cameroun est le premier partenaire régional de la France, qui y a exporté pour 518 millions d'euros en 2020 (biens d'équipements, produits pharmaceutiques et agro-alimentaires), et a importé pour 234 millions d'euros (hydrocarbures et produits agricoles et sylvicoles).

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Main d'œuvre : coût et qualité
- Secteur bancaire

## POINTS FAIBLES

- Réseau routier et ferré
- Environnement fiscal
- Système judiciaire
- Niveau de corruption

Note globale moyenne : **2,6 sur 5** 📉 vs 2020



## CONGO BRAZZAVILLE

# Concilier désendettement et développement

Toujours convalescente, l'économie devrait connaître un premier rebond en 2022, alors que le fardeau de la dette a commencé à s'alléger.



Président : Denis Sassou Nguesso

Premier ministre : Anatole Collinet Makosso

Population (millions) : 5,7

Superficie (km<sup>2</sup>) : 342 000

PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : 2 879

Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : -0,2

Inflation 2021 (% est.) : 2

Classement IDH 2020 : 149

Même s'il demeure le pays le plus endetté de la région (85,4% du PIB en 2021), le Congo-Brazzaville a enregistré une amélioration significative de sa situation sous l'effet combiné d'allègements substantiels et de rééchelonnements consentis par ses partenaires bilatéraux et multilatéraux. Le pays devrait dégager un solde budgétaire excédentaire de 149 milliards de FCFA en 2021. Brazzaville a renoué avec le FMI. Un accord triennal de 450 millions de dollars a été scellé début novembre, mais son application demeure conditionnée à l'avancement des réformes. Les expériences passées incitent à la prudence, le dernier programme 2019-2021 n'ayant été décaissé qu'à hauteur de 10%.

Parallèlement, le pays tente d'apurer son contentieux avec les traders pétroliers Glencore et Trafigura. Les montants en jeu s'élèvent à près de 1,7 milliard de dollars. L'autre sujet brûlant pour les opérateurs économiques concerne la dette intérieure, qui doit être également apurée pour permettre la reprise de certains secteurs, fragilisés du fait de créances impayées par l'État, tel le BTP. Malgré ces incertitudes, les prévisionnistes envisagent une restauration des grands équilibres macro-économiques à l'horizon 2025-2026, avec un poids de la dette ramené à 57% du PIB.

## Timide reprise

Sur le front politique, le président Denis Sassou Nguesso a été réélu le 24 mars 2021 pour un nouveau mandat de cinq ans, avec 88,5% des voix. Pour le gouvernement du nouveau Premier ministre Anatole Collinet Makosso, le défi sera de concilier désendettement et développement. La troisième économie de la zone CEMAC est exsangue après une dépression commencée en 2016, et qui a connu son paroxysme en 2020, avec une récession de 8,2%. L'activité s'est stabilisée à -0,2% en 2021, et une croissance comprise entre 2,3 et 2,5% est attendue pour 2022. Le pétrole représente toujours plus de 50% du PIB et près de 80% des recettes d'exportation. Le gouvernement veut développer le numérique et capter des financements verts. Concernant les infrastructures, les incertitudes liées au climat des affaires et à la gouvernance nuisent cependant à l'attractivité du pays et expliquent un certain attentisme des investisseurs, qui tardent à se positionner sur les projets en PPP.

Bien que la Chine soit le premier partenaire du Congo-Brazzaville, la France conserve des positions solides. Elle est le premier fournisseur du Congo, qui est son troisième client en Afrique centrale (255 millions d'euros d'exportations), avec une part de marché de 17%. Une centaine d'entreprises françaises sont présentes, notamment dans le secteur portuaire, et le stock d'IDE hors pétrole est estimé à 3,8 milliards d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

### POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Télécommunications
- Sécurité des personnes
- Réseau aérien local

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Incitation à l'investissement
- Environnement fiscal
- Douanes

Note globale moyenne : 2,0 sur 5 📉 vs 2020



## GABON

## Conjoncture favorable

Des matières premières qui flambent, une économie en voie de diversification et des flux d'IDE bien orientés. À Libreville, la crise de 2020 n'est plus qu'un mauvais souvenir.



Président : **Ali Bongo Ondimba**  
 Premier ministre : **Rose Christiane Ossouka Raponda**  
 Population (millions) : **2,3**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **267 667**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **13 930**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **1,5**  
 Inflation 2021 (% est.) : **2**  
 Classement IDH 2020 : **119**

Le Gabon serait-il en passe de renouer avec la prospérité qui le caractérisait dans les années 1980, lorsqu'on le présentait comme la Suisse de l'Afrique ? Le petit État du Golfe de Guinée affiche le revenu par habitant le plus élevé du continent avec un peu plus de 8 000 dollars par an et par Gabonais, même si la distribution des richesses reste très inégalitaire. Une performance due en partie à de réels efforts de diversification de son économie, et à la bonne tenue du cours des hydrocarbures, qui pèsent toujours 71 % de ses recettes d'exportations, devant le bois (13,6 %) et le manganèse (8,6 %). L'accélération de la croissance attendue pour 2022 – le FMI prévoit 3,9 % – devrait cependant permettre au président Ali Bongo Ondimba, 62 ans, d'aborder dans les meilleures conditions l'élection présidentielle de 2023.

## Potentiel minier

Riche en matières premières, le Gabon demeure le huitième producteur africain de pétrole. Le pays est également le deuxième producteur mondial de manganèse, ex-aequo avec l'Afrique du Sud. Il extrait également de l'or et de l'uranium, et dispose d'un réservoir minier encore inexploité (fer de Belinga, diamants). Ce potentiel n'a pas échappé à la Chine, devenue le premier client du pays. La France demeure son premier fournisseur, avec environ 25 % de parts de marché, devant la Belgique (12 %) et l'Empire du Milieu (10,5 %).

Parallèlement, le pays a fait de gros efforts pour réduire sa dépendance aux industries extractives. Le poids de la filière bois a été multiplié par deux depuis l'interdiction de l'exportation des grumes non transformées. La filière pèse 5 % du PIB et le Gabon est devenu troisième exportateur mondial de contreplaqué. Côté infrastructures, la réhabilitation des 780 kilomètres de la Transgabonaise a enregistré une année de retard du fait de la pandémie et des difficultés d'approvisionnement. Ce marché de 600 milliards de FCA a été confié à une filiale du français Meridiam et du Singapourien Arise.

En dépit d'un environnement des affaires complexe et du coût élevé des facteurs de production, les investissements directs étrangers ont connu une forte augmentation lors de la dernière décennie. Le groupe singapourien Olam (agroalimentaire et logistique, actionnaire d'Arise) est à l'origine de près de 45 % des flux entrants sur la période, avec près de deux milliards de dollars investis, principalement dans la Zone économique spéciale de Nkok, fruit d'une joint-venture avec l'État Gabonais, et qui compte plus d'une centaine d'entreprises implantées dans la zone franche. Supplantée par Singapour, la Chine et le Maroc en termes d'IDE, la France reste fortement implantée au Gabon, notamment à travers Eramet et TotalEnergies Gabon. Elle y compte 110 entreprises employant 14 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 3,23 milliards d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Télécommunications
- Sécurité des personnes
- Réseau portuaire et aérien local

## POINTS FAIBLES

- Réseau routier
- Incitation à l'investissement
- Douanes
- Délai des procédures judiciaires

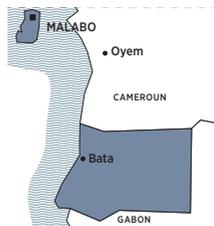
Note globale moyenne : **2,1 sur 5** 🇬🇦 vs 2020



## GUINÉE ÉQUATORIALE

# Au régime sec

Malgré une embellie conjoncturelle en 2021, l'activité devrait à nouveau se contracter dès 2022, du fait du déclin accéléré de la production pétrolière.



Président : **Teodoro Obiang Nguema Mbasogo**  
 Vice-président : **Teodorin Nguema Obiang Mangue**  
 Population (millions) : **1,43**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **28 051**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **13 944**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **4,1**  
 Inflation 2021 (% est.) : **0,5**  
 Classement IDH 2020 : **145**

La Guinée Équatoriale a renoué avec la croissance en 2021, enregistrant une hausse de son PIB réel (c'est-à-dire à prix constants) comprise entre 2,8 et 4%. Cette performance fait suite à huit années de récession ininterrompue, qui ont vu le PIB se contracter de moitié. Mais ce répit devrait être de courte durée : le FMI table sur une récession de 5,6% pour 2022. En cause, une diversification économique qui n'en est qu'à ses balbutiements et, surtout, une production pétrolière qui décline plus vite que prévu : 100 000 barils/jour, trois fois moins qu'à son apogée. Le poids de la dette publique a été multiplié par 3,5 depuis 2014, pour frôler désormais les 42% du PIB. La dette extérieure pèse cependant un peu moins du quart de ce total.

### Tensions avec les voisins

Les problèmes de gouvernance, qui impactent négativement le climat des affaires, ne contribueront pas

à redorer le blason de Malabo auprès des opérateurs étrangers. Pas plus que la « chasse aux étrangers », lancée en octobre 2021 par les autorités, qui a visé principalement des immigrés issus de la sous-région (Cameroun) ou d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Bénin), et a provoqué l'indignation des pays voisins.

Les démêlés judiciaires à Paris et à Londres de Téodorin Obiang, fils aîné et héritier présomptif du président Téodoro Obiang Nguema, préjudiciables à l'image du pays, ont également eu des répercussions politiques internes. Réuni le 23 novembre 2021, le congrès du PDGE, le Parti démocratique de Guinée Équatoriale, a finalement décidé d'investir le président sortant pour qu'il se porte candidat à un septième mandat. À 79 ans, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis 1979, est le doyen des chefs d'État africains.



## MISSION DE PROMOTION DES MATERIAUX LOCAUX MIPROMALO

Un éventail de produits testés dans nos laboratoires et respectant les normes en vigueur disponibles pour la réalisation de vos projets immobiliers



Parpaing vibré produit à base du sable de rivière, du sable anthracique, de l'eau et du ciment CPJ42.5R



Briques cuites (BC) entre 950°C et



Blocs de terre comprimée (BTC), Norme NC 105 - 114 : 2002, produits avec du sable, de la terre



Tuiles double romane



Tuiles en micro-béton

Tuiles produites à partir du sable gros grains, du sable fin, de l'eau et du ciment CPJ35 selon les

Contrôle de qualité effectué : test de flexion, profondeur des trous, perméabilité et absorption d'eau, masse volumique, résistance...

Avantages : durable, économique, esthétique, pose facile, haute résistance mécanique, confort thermique, protection incendie, flexibilité...

La MIPROMALO, votre fournisseur des matériaux de construction (Briques en terre, Tuiles, Parpaings normalisés, Terrazo). Votre expert en construction (réalisation des études architecturales et d'ingénierie) et votre laboratoire d'analyse des matériaux.

**"LA MIPROMALO AU SERVICE DE NOTRE BIEN - ETRE DURABLE"**

CONTACTS: Siège Social: B.P. 2396 Yaoundé, Nkolbikok sise à côté du Parc National. Tél/Fax(237) 691 142 552 / 677 60 34 62 / 222 23 12 74, E-mail: [mipromalosecretaria@gmail.com](mailto:mipromalosecretaria@gmail.com); [contact@mipromalo.cm](mailto:contact@mipromalo.cm), Site web: [www.mipromalo.cm](http://www.mipromalo.cm), Facebook: [Mipromalo Cameroon](https://www.facebook.com/MipromaloCameroon)

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## Interminable conflit

Confrontée à un nouveau cycle de violence, devenue le théâtre d'un affrontement diplomatique entre Paris et Moscou, la RCA est l'État le plus fragile de la région.



Président : **Faustin Archange Touadéra**  
 Premier ministre : **Félix Moloua**  
 Population (millions) : **5**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **623 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **993**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **-1**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **3,7**  
 Classement IDH 2020 : **188**

La reprise des combats survenue à la veille de l'élection présidentielle de décembre 2020 a anéanti les perspectives plutôt favorables pour l'économie centrafricaine. Alors que le FMI tablait sur une croissance comprise entre 4 et 5%, le pays, avant-dernier au classement mondial du développement humain, a enregistré une contraction de son activité estimée à 1% en 2021. Un rebond à 4% est anticipé pour 2022, mais il sera tributaire d'une stabilisation de la situation sécuritaire. Le « dialogue républicain » lancé par le président Faustin-Archange Touadéra, qui vise à appliquer l'accord de paix de Khartoum signé en février 2019 avec quatorze groupes armés, est enlisé. Puissamment soutenu par des instructeurs russes, des mercenaires du groupe Wagner et des militaires rwandais, le chef de l'État centrafricain a cependant consolidé ses positions sur le terrain. Il a proclamé un cessez-le-feu unilatéral le 15 octobre 2021, mais les affrontements avec l'UPC d'Ali Darass et le FRPC de Nourredine Adam ont continué, même si la capitale, Bangui, restait épargnée.

## Brouille avec la France

L'activisme russe a provoqué un sérieux coup de froid avec la France, qui a gelé son aide budgétaire et restreint la délivrance de visas aux officiels après de virulentes campagnes antifrançaises alimentées par l'exécutif centrafricain. Par ricochet, cette crise

a impacté les relations entre Bangui et l'Union européenne, et avec le FMI, qui n'a pas reconduit en 2021 la facilité élargie de crédit qu'il avait octroyée au pays en 2019. La République centrafricaine, qui pèse moins de 2% du poids de la zone CEMAC, souffre d'un taux de prélèvement fiscal très faible (8% du PIB environ), ne lui permettant pas de financer son budget. L'aide extérieure est donc cruciale.

Relativement peu touché par la pandémie de Covid-19, le pays demeure économiquement peu diversifié, avec une agriculture représentant encore plus de 50% du PIB, mais dont l'immense potentiel, en termes de terres arables, reste sous-exploité, du fait des conditions sécuritaires. Les richesses minières et diamantifères centrafricaines font l'objet de toutes les convoitises. Le gouvernement, qui avait envisagé une ambitieuse réforme minière et souhaitait doter la société Gemmes et minéraux de Centrafrique (Geminca, publique) du monopole du négoce des pierres précieuses, a dû faire machine arrière.

La construction d'un port sec à Beloko, à 600 kilomètres au Nord-ouest de Bangui, est un dossier prioritaire pour le président Touadéra. Situé sur le corridor Douala-Bangui, ce projet de 184 millions d'euros doit désenclaver le pays et l'ouvrir davantage sur la mer. Les français Sogea et Stoa et le singapourien Olam ont manifesté leur intérêt.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme

## POINTS FAIBLES

- Sécurité des personnes
- Infrastructures
- Efficacité de l'administration
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **1,5 sur 5** 🇷🇺 vs 2020



## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## Haro sur les contrats chinois

Les entreprises minières chinoises, longtemps favorisées par le régime Kabila, ne sont plus en odeur de sainteté à Kinshasa. Les autorités ont ordonné un audit du secteur et veulent renégocier des accords.

L'économie de la RD Congo a connu un fort rebond en 2021, avec une croissance de 4,9%, une tendance qui devrait s'amplifier en 2022 (5,6% attendus). Le pays, qui a normalisé ses relations avec le FMI, a bénéficié d'une facilité élargie de crédit d'un montant de 1,5 milliard de dollars accordée en juillet 2021, dont 217 millions décaissés immédiatement. Le niveau de la dette extérieure (11,9%) est l'un des plus bas d'Afrique. Ces fondamentaux, plutôt bons, doivent être nuancés au regard du taux de pauvreté – 75% de la population – et de la persistance de l'inflation (9,4% en 2021), qui érode le pouvoir d'achat des ménages les plus fragiles, déjà éprouvé au cours de la crise de la Covid-19.

Politiquement, l'année écoulée a vu le président Félix Tshisekedi consolider son pouvoir, après l'éclatement de l'alliance entre sa coalition et le Front Commun pour le Congo de l'ex-président Joseph Kabila. En l'espace de quelques mois, les pro-Kabila ont été marginalisés et ont perdu successivement la présidence de l'Assemblée nationale et celle du Sénat. Un nouveau Premier ministre, Sama Lukonda, 43 ans, technocrate proche de Moïse Katumbi, a été nommé le 15 février 2021.



Président : **Félix Tshisekedi**  
 Premier ministre : **Sama Lukonde**  
 Population (millions) : **93**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **2 345 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 063**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **4,9**  
 Inflation 2021 (% est.) : **9,4**  
 Classement IDH 2020 : **175**

## Audit minier

Soutenu par les États-Unis, le président Tshisekedi a entrepris de renégocier les accords conclus entre les sociétés d'État et les opérateurs étrangers, chinois notamment, et a lancé un audit du secteur minier. Fortement présente en RD Congo, la Chine avait bénéficié de largesses au cours de la dernière décennie Kabila. Ses entreprises sont aujourd'hui sur la défensive, à l'instar de la Sicominex (Sino-Congolaise des Mines), créée en 2008 et soupçonnée de malversations. Les opérateurs chinois, accusés de mauvais traitements et d'exploitation illicite des ressources du sous-sol national, sont également sur la sellette dans la région du Sud-Kivu. Après des heurts avec la population locale, le président congolais a ordonné la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'octroi des permis miniers et des permis de recherche.

La RD Congo est le premier producteur mondial de cobalt, composant indispensable à la production de smartphones et de batteries de véhicules électriques. L'économie congolaise reste très dépendante des matières premières et des minerais (cuivre, diamants, or), qui représentent 95% de ses recettes d'exportation. Les entreprises françaises sont présentes sur ce grand marché de 85 millions d'habitants, où l'environnement des affaires reste extrêmement complexe. Elles sont actives dans les secteurs de la téléphonie, de la logistique, de la distribution, de la brasserie et dans les hydrocarbures. La France y a exporté pour 142 millions d'euros en 2020.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre

## POINTS FAIBLES

- Infrastructures
- Crédit aux entreprises
- Système de formation
- Procédures judiciaires

Note globale moyenne : **1,7 sur 5** + vs 2020



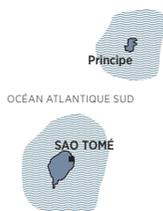
## SAO TOMÉ ET PRINCIPE

## Vaccination record

Si le tourisme est toujours à l'arrêt, l'activité se maintient grâce aux exportations de cacao et cultures de rente, dans l'attente d'hypothétiques découvertes pétrolières.

En 2021, le feuilleton de la présidentielle, qui a vu Carlos Vila Nova (ADI, centre-droit) l'emporter sur Guilherme Posser da Costa (MLSTP, centre-gauche), a tenu le pays en haleine. Le président sortant, malade, ne se représentait pas. Décalé deux fois, le second tour a été organisé le 5 septembre 2021. L'archipel, où la démocratie est enracinée depuis le milieu des années 90, va donc vivre une nouvelle période de cohabitation, le chef du gouvernement, Jorge Bom Jesus, étant issu du MLSTP.

Sao Tomé présente la particularité d'afficher un des taux de vaccination les plus élevés du continent : 40 % de la population adulte y a reçu au moins une dose de vaccin. Une condition indispensable pour tenter de faire repartir le tourisme (6 % du PIB en 2019), durement impacté par la crise sanitaire. Selon le FMI, la croissance devrait s'établir à 2,1 % en 2021 et accélérer légèrement à 2,9 % en 2022.

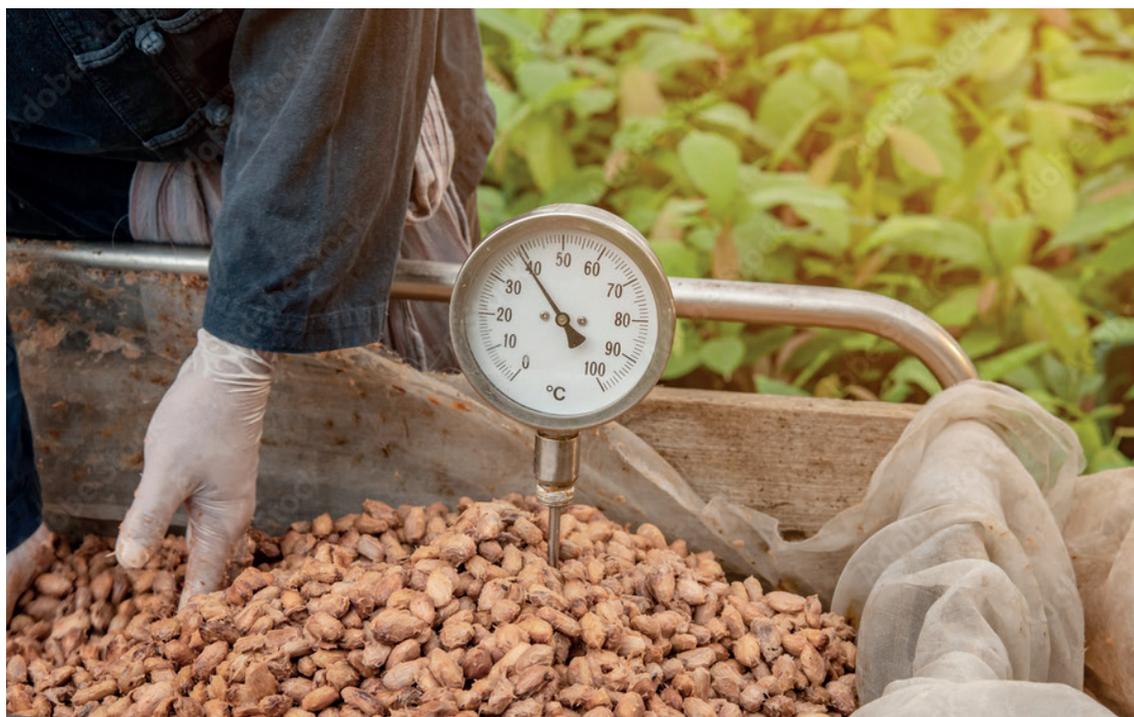


Président : **Carlos Vila Nova**  
 Premier ministre : **Jorge Bom Jesus**  
 Population : **226 000**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 001**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 952**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,1**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **8,3**  
 Classement IDH 2020 : **135**

## Exportations agricoles

S'il reste dépendant des cultures de la rente, L'archipel lusophone commence à diversifier ses exportations. Dans les exportations, la part du cacao est passée en un an de 70 à 55 %, celle de l'huile de palme atteignant 31 %. Le continent européen est de loin le premier marché du pays : 85 % des exportations.

La France y vend pour environ un million d'euros (équipements de téléphonie et médicaments). TotalEnergies a signé un accord de partage de production avec l'Angolais Sonangol pour mener des campagnes d'exploration jusqu'en 2028. Les eaux santoméennes avaient suscité l'engouement des acteurs du secteur des hydrocarbures dans les années 2000. Des promesses non concrétisées à ce jour.



## TCHAD

## Une transition maîtrisée ?

Le nouvel homme fort du pays, Mahamat Déby Itno, a promis des élections transparentes et crédibles. Mais les finances publiques sont exsangues et les négociations avec le trader Glencore sont compliquées.



Président : **Idriss Déby**  
 Premier ministre : **Albert Pahimi Padacké**  
 Population (millions) : **17,2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 844 797**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 555**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **0,9**  
 Inflation 2021 (% est.) : **2,6**  
 Classement IDH 2020 : **187**

Le Tchad est engagé dans une délicate phase de transition qui doit théoriquement mener le pays à des élections « transparentes et crédibles » en octobre 2022. Dirigée par Mahamat Déby Itno, 37 ans, fils du défunt président Idriss Déby Itno, la transition a été mise en place au lendemain de la mort au combat du Maréchal du Tchad, le 20 avril 2021. Sept jours plus tôt, celui-ci venait de se faire réélire pour un sixième mandat, avec près de 80% des voix. La disparition brutale du président Déby a donc propulsé sur le devant de la scène l'un de ses fils, un général discret mais aguerri, qui s'était notamment illustré au Mali, en 2013, lorsqu'il avait commandé le contingent tchadien qui avait remporté la bataille de l'Adrar des Ifoghas.

Proclamé chef de l'État, Mahamat Déby Itno a désigné Albert Pahimi Padacké comme Premier ministre, un choix considéré comme un geste d'ouverture. D'autres suivront, comme la légalisation de partis d'opposition et la cooptation d'opposants au sein du gouvernement et du Parlement de la transition, formé en septembre 2021. Parallèlement, l'ex-président Goukouni Weddeye (1979-1982) a été installé à la tête d'un comité technique spécial chargé de dialoguer avec des groupes rebelles.

## Intercession du Qatar

Contrairement à la junte malienne, sanctionnée par la communauté internationale, les autorités de la transition tchadienne ont bénéficié, tout au long de l'année 2021, d'un appui assez franc. Allié militaire de Paris au Sahel, le Tchad est un acteur-clé pour la stabilisation d'une région confrontée à la menace djihadiste. Ndjamenai fait face à une équation financière difficile. La croissance du PIB, qui s'est établie à 0,9% en 2021, devrait accélérer à 2,4% en 2022, mais les rentrées fiscales sont faibles et l'endettement préoccupant. Les autorités ont obtenu en octobre 2021 un soutien de l'Union européenne de 100 millions d'euros sur 18 mois, avec un décaissement immédiat de 40 millions, ainsi qu'une aide budgétaire de la France de 15 millions d'euros.

L'accord avec le FMI, qui permettrait au Tchad de restructurer sa dette publique extérieure, est conditionné à un accord avec le trader de matières premières Glencore. Ndjamenai lui doit un milliard de dollars, soit 80% de la dette due aux créanciers privés internationaux. Les discussions sont difficiles, mais les autorités tchadiennes misent sur l'intercession du Qatar, l'Émirat étant devenu le premier actionnaire du trader anglo-suisse.

La France est le deuxième fournisseur et le deuxième client du Tchad, derrière la Chine. Le solde des échanges était déficitaire de 200 millions d'euros en 2020. Les volumes d'IDE sont faibles, avec un stock d'une centaine de millions d'euros et des flux de l'ordre de cinq millions d'euros annuels.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Taux d'absentéisme
- Secteur bancaire
- Environnement fiscal

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Niveau de corruption
- Système de formation
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **1,7 sur 5** 📉 vs 2020

## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



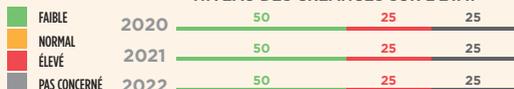
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



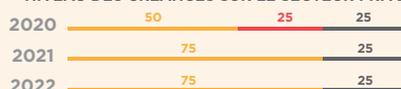
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# Les défis de la transition

Pénalisée par les difficultés de l'économie sud-africaine et la crise énergétique, préoccupée par la menace djihadiste au Cabo Delgado, l'Afrique australe aborde une année d'incertitudes.

**Afrique du Sud** - P87

**Angola** - P88

**Bostwana** - P90

**Eswatini** - P91

**Lesotho** - P92

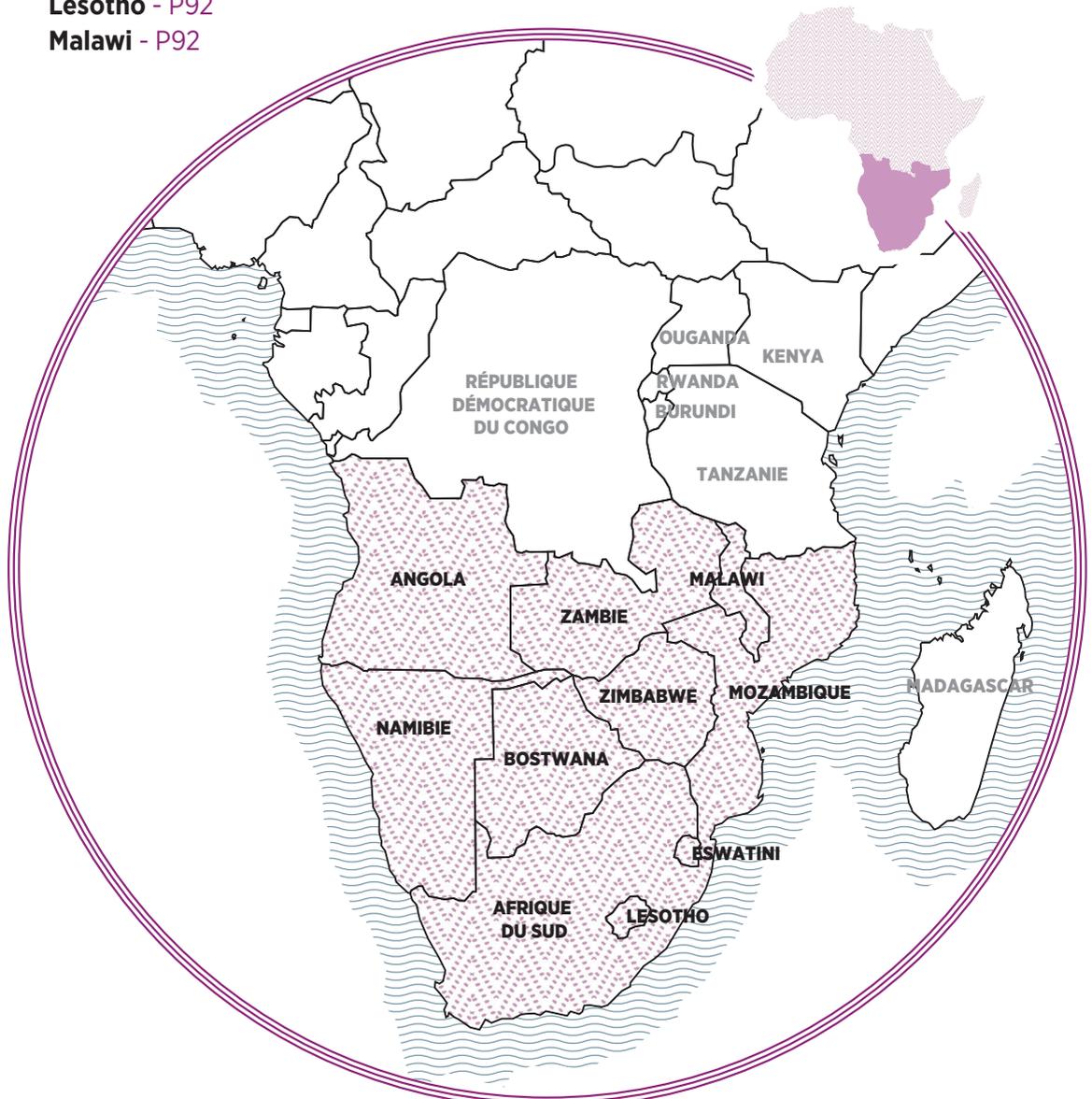
**Malawi** - P92

**Mozambique** - P93

**Namibie** - P94

**Zambie** - P95

**Zimbabwe** - P95



**B**erceau des variants Bêta et Omicron, épice africain de la pandémie de Covid-19, l'Afrique australe est la région la plus durement touchée par la crise du coronavirus. Le nombre des contaminations atteignait les 5,2 millions début mars 2022, soit la moitié des cas recensés à l'échelle continentale, et près de 125 000 décès. Les trois quarts de ce bilan sont imputables à la seule Afrique du Sud. La multiplication des mesures d'interdiction de voyage et le placement de sept pays sur liste rouge après la détection du très contagieux variant Omicron ont été ressentis comme une forme « d'apartheid sanitaire » doublé d'une profonde injustice. Le président Cyril Ramaphosa a dénoncé une stigmatisation et a fustigé l'égoïsme des pays du Nord, qui empêchent l'accès équitable au vaccins.

La situation sur le front de la vaccination est assez contrastée. Le Botswana, où 49% de la population bénéficie d'un schéma vaccinal complet, le minuscule Lesotho, où ce ratio était de 34%, et le Mozambique (33%), font figure de bons élèves. L'Afrique du Sud avait péniblement atteint 30% de la population entièrement vaccinée début mars 2022. La Zambie (10%) et le Malawi (4%) sont très nettement en retard.

Au-delà des perturbations et des éventuels confinements qui pourraient être induits par une nouvelle flambée épidémique, le facteur de risque désormais associé à la région pourrait se révéler particulièrement préjudiciable en termes de réputation, d'image, mais aussi d'attractivité pour les investissements. La relance du tourisme paraît durablement compromise, alors que l'Afrique du Sud pouvait accueillir jusqu'à dix millions de visiteurs étrangers par an avant la crise. Frappée par une récession historique en 2020 (-4,3%), la région est aujourd'hui particulièrement vulnérable. Plusieurs de ses composantes essentielles sont fragilisées, à l'instar de l'Afrique du Sud et de l'Angola, sans parler de la Zambie ou du Zimbabwe, confrontés à un endettement insoluble.

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), organisation internationale qui regroupe seize États d'Afrique australe, mais également la RD Congo, Madagascar et Maurice, a vu son produit intérieur brut

augmenter de 3,9% en 2021, par effet de rattrapage. La croissance devrait atteindre les 3% en 2022. Mais derrière ces chiffres se cachent des situations extrêmement disparates. L'Afrique du Sud, minée par les inégalités et handicapée par la vétusté de son système d'approvisionnement électrique, ne joue plus son rôle de locomotive régionale. Même dans les projections les plus optimistes, sa croissance ne dépassera pas les 2,2% en 2022. Par ricochet, c'est l'ensemble des pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), très interdépendants, qui vont se retrouver pénalisés, à l'exception du Botswana, où la croissance avoisinera les 5%.

L'Angola n'est pas parvenu à enrayer le déclin de sa production pétrolière et sort de cinq années de récession. Les élections présidentielles, prévues en août 2022, ajoutent à l'incertitude. La situation de l'autre grande nation lusophone, le Mozambique, est elle aussi précaire : les perspectives sont meilleures (+5,3%), en raison du déploiement d'investissements massifs

dans le secteur gazier, mais la menace djihadiste, provisoirement contenue grâce à l'énergique intervention des soldats rwandais, pèse comme une épée de Damoclès. Si les conditions venaient à se dégrader à nouveau, les majors pétrolières pourraient reconsidérer leurs projets.

### **Le phénomène de l'insurrection djihadiste, alimenté par des dynamiques locales et par les métastases du conflit somalien, représente un redoutable défi stratégique pour la région.**

#### **Menace islamiste**

Le phénomène de l'insurrection djihadiste, alimenté par des dynamiques locales et par les métastases du conflit somalien, représente un redoutable défi stratégique pour la région. La menace existe de voir se constituer un nouveau foyer terroriste transnational africain, après ceux du Sahel et de Boko Haram. Quoique diffuse, la pression est palpable : des maquis nés dans l'Est de la RD Congo menacent de déborder en Tanzanie. Dar Es-Salaam, la capitale, a été la cible d'un attentat en août 2021 : trois policiers et un garde ont été tués lors d'une fusillade devant l'ambassade de France. La Tanzanie et le Rwanda envisagent une coopération militaire pour sécuriser le port de Tanga, point d'arrivée de l'East African Crude Oil Pipeline qui acheminera les huiles produites sur les rives du Lac Albert ougandais. La crise du Cabo Delgado a changé de dimension après la prise de la ville de Palma par les djihadistes locaux affiliés à l'État

Islamique, le 24 mars 2021, poussant les pays de la région à intervenir. Cette africanisation du conflit est sans doute préférable à une internationalisation qui verrait des grandes puissances rivales et des émergents décomplexés se livrer à une guerre d'influence par milices interposées, à l'instar de ce qui a pu se produire en Libye.

L'Union européenne, les États-Unis, la Russie et la Chine surveillent néanmoins la situation. L'Afrique australe, en dépit de ses difficultés conjoncturelles, revêt en effet une importance stratégique. Au-delà des diamants et des mines d'or, la région est riche en cuivre, en uranium ou en bauxite. La Zambie est ainsi le deuxième producteur africain (après la RDC) et le huitième producteur mondial de cuivre. 11% de la production mondiale d'uranium provient de Namibie, où les deux mines principales sont exploitées par des groupes chinois. Les sanctions visant la Russie pourraient fragiliser les projets menés par des groupes liés aux oligarques en Afrique du Sud (Nickel) et au Zimbabwe (Platine). Au Botswana, un consortium australo-chinois s'est vu attribuer en 2016 les droits miniers du site le plus prometteur du pays, qui pourrait receler 800 000 tonnes de réserves. Le Malawi dispose de terres rares. Dans cette compétition pour l'accès aux ressources stratégiques, les Européens apparaissent distancés, même si le français Orano dispose en Namibie d'une mine d'uranium, Trekkpoje, rachetée à prix d'or en 2008 par Areva, et qui n'est jamais entrée en production.

### Sortie du charbon

L'énergie représente l'un des plus grands défis de la région. C'est en réalité un double enjeu : celui de la disponibilité, car la production est insuffisante et les délestages nombreux, et celui de la décarbonation

du processus de production. Le problème se pose avec acuité en Afrique du Sud, où plus de 75% de la production électrique dépend du charbon. Le pays est le douzième plus grand émetteur mondial de CO<sub>2</sub> et Eskom, la compagnie nationale d'électricité, est responsable à elle seule du quart des émissions africaines de dioxyde de carbone. La sortie progressive du charbon est un sujet clivant qui suscite de fortes résistances syndicales. Près de 120 000 travailleurs opèrent en effet dans les mines de la nation arc-en-ciel. À Glasgow, la COP 26 a promis 8,5 milliards d'euros sur cinq ans pour faciliter la transition, dont le coût global est estimé à une trentaine de milliards d'euros.

Plusieurs projets ambitieux visant à développer les énergies renouvelables sont à l'étude à l'échelle de la SADC, qui s'est dotée d'un marché commun de l'électricité, le Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP). Les pistes les plus prometteuses concernent l'hydroélectricité, avec des projets de barrage sur le Zambèze, aux frontières du Zimbabwe et de la Zambie, sur le fleuve Orange, entre le Lesotho et l'Afrique du Sud, ou encore dans la province mozambicaine de Tete. La Namibie veut explorer la piste de l'exportation d'hydrogène vert. Mais une partie de la solution viendra peut-être d'autres énergies fossiles. Conscients que la transition vers des énergies entièrement décarbonées sera à la fois longue et coûteuse, de nombreux acteurs envisagent, dans un futur proche, un recours accru au gaz naturel, présent en abondance dans le canal du Mozambique. Cette ressource, qui n'est pas sans impact sur l'environnement, présente l'avantage d'être cependant nettement moins polluante que le charbon.

*Samy Ghorbal*



© Jérôme Delay/AP/SIPA

*Début 2022 à peine 30 % de la population sud-africaine avait été entièrement vaccinée contre la Covid.*

## AFRIQUE DU SUD

## La double impasse

Les perspectives de la troisième puissance économique du continent sont plombées par la crise sanitaire et la crise énergétique. Les promesses de la COP 26 suffiront-elles à enrayer son déclin ?



Président : **Cyril Ramaphosa**  
 Premier ministre : **David Mabuza**  
 Population (millions) : **60**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 219 912**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **12 129**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **4,6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **4,4**  
 Classement IDH 2020 : **114**

Après une reprise amorcée à l'été 2020, le PIB sud-africain s'est à nouveau contracté au troisième trimestre 2021 (-1,5%), conséquence de mesures de confinement liées à la vague hivernale de Covid-19 et des émeutes destructrices provoquées par l'incarcération de l'ex-président Jacob Zuma. La pandémie y prend des allures de cauchemar sans fin : 3,6 millions de cas de contamination recensés, plus de 95 000 morts, et une économie sinistrée. Après une récession record en 2020, à -6,4%, le rebond devrait donc être moins ample que prévu, à 4,6%. Surtout, il n'a pas débouché sur une réduction significative du taux de chômage, qui avoisine les 35%.

Le FMI ne se montre guère optimiste pour l'avenir : sa prévision de croissance se limite à 2,2% pour 2022 et pourrait être remise en cause en fonction d'une éventuelle nouvelle hausse du nombre d'infections. Le pays est en retard dans sa campagne de vaccination, qui n'avait concerné que 25% des adultes à fin 2021. À moyen terme, les perspectives sont tout aussi préoccupantes : le FMI estime le potentiel de croissance de l'Afrique du Sud à environ 1,4% par an.

## Faillite électrique

Miné par les inégalités, la violence et la lancinante question raciale, la Nation arc-en-ciel est en outre confrontée à une équation énergétique insoluble.

Eskom, la société publique de l'électricité, croule sous une dette de 28 milliards de dollars et a enregistré une perte de 1,3 milliard lors du dernier exercice. En dépit de réels efforts de redressement, un retour à la rentabilité n'est pas attendu avant 2026. Les infrastructures sont vieillissantes, et les coupures d'approvisionnement récurrentes, pesant sur la production industrielle.

Facteur aggravant, le mix énergétique accorde une place prépondérante au charbon (75%). Eskom ambitionne de ramener la part du combustible fossile à 60% en 2030 mais cette question divise profondément la société sud-africaine. Les syndicats, très influents du fait de leur proximité organique avec l'ANC, le parti au pouvoir, redoutent des licenciements massifs dans le secteur minier en cas de sortie accélérée du charbon. Le président Ramaphosa a obtenu de la COP 26 des promesses de 8,5 milliards de dollars pour mener à bien la transition. Avec le renouvelable, le gaz, et une relance du nucléaire (5% de la production) figurent parmi les options sur la table.

Pretoria est le premier client de Paris en Afrique subsaharienne (1,3 milliard d'euros d'exportations, et 900 millions d'importations en 2020). Le stock des IDE tricolores s'élève à 2,5 milliards d'euros, et 370 entreprises françaises sont implantées dans le pays, où elles réalisent un chiffre d'affaires de huit milliards d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Réseau routier et aérien
- Télécommunications
- Secteur bancaire
- Droit du travail

## POINTS FAIBLES

- Coût du fuel
- Sécurité des personnes
- Niveau de corruption

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** vs 2020



## ANGOLA

## Épreuve de vérité pour le président Lourenço

Le président sortant abordera l'élection présidentielle d'août 2022 en position délicate, alors que le pays sort de cinq années de récession et que sa production pétrolière ne cesse de décliner.



Président : **João Lourenço**  
 Premier ministre : **Bornito de Sousa Baltazar Diogo**  
 Population (millions) : **32,9**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 246 700**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **6 104**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **-0,7**  
 Inflation 2021 (% est.) : **24,4**  
 Classement IDH 2020 : **148**

João Lourenço, qui avait succédé en 2017 à l'inoxydable José Eduardo Dos Santos, ne pourra guère s'appuyer sur son bilan comptable pour solliciter un nouveau mandat en août 2022. Il avait promis d'être « l'homme du miracle économique angolais ». Mais rien ne s'est passé comme prévu. Le pays a enchaîné les mauvaises performances, et connu cinq années de croissance négative consécutives. En 2020, crise sanitaire et effondrement de la demande mondiale obligent, le deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne (1,2 million de barils par jour) a enregistré la pire récession depuis l'indépendance, avec un recul de 5,1% de sa croissance. 2021 devrait cependant se conclure sur une note légèrement positive, avec 0,7% d'activité supplémentaire, une tendance appelée à s'accélérer en 2022, le FMI tablant sur une reprise de 2,4%. L'inflation (24,4% en 2021) et la dette publique (103,7%) demeurent cependant à des niveaux extrêmement préoccupants.

João Lourenço, qui avait engagé une vaste opération anticorruption ciblant tout particulièrement l'entourage familial de son prédécesseur, semble désormais vouloir l'apaisement, afin d'éviter de trop fracturer les rangs de son parti, le MPLA, à l'approche des élections. Même si les procédures judiciaires à l'endroit de sa fille Isabel sont maintenues, l'ex-président Dos Santos, revenu de Barcelone, a séjourné à Luanda pendant quelques

semaines, entre septembre et novembre 2021, sans être inquiété. Une « trêve » qui ne sera pas de trop pour affronter le nouveau champion de l'opposition, Adalberto Costa Junior, 59 ans, leader de l'UNITA, qui surfe sur le mécontentement social.

## Privatisations en panne

La production pétrolière de l'Angola devrait se stabiliser en 2022, après avoir diminué d'un tiers en cinq ans, grâce à l'entrée en service de champs opérés par BP, ENI et TotalEnergies. La Sonangol, l'entreprise publique pétrolière, qui assure 90% des recettes d'exportation, reste dans une situation précaire. Elle a essuyé une perte de quatre milliards de dollars en 2020 et est lourdement endettée. Le programme de privatisations voulu par le gouvernement a rencontré un succès mitigé, certaines entreprises, à l'instar de la Sonair (aviation), ayant finalement été liquidées, faute de repreneurs. La réforme de la gouvernance des banques a abouti à la restructuration de la BPC, la première banque publique, et à la recapitalisation des autres.

L'émirati DP World va investir 190 millions de dollars pour développer le terminal polyvalent du port de Luanda, dont il a obtenu la concession pour vingt ans. Pour autant, le climat des affaires, particulièrement complexe, et les multiples obligations pesant sur les investisseurs privés ne contribuent pas à l'attractivité de la destination Angola.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Coût du fuel
- Réseau portuaire
- Télécommunications
- Coût de la main d'œuvre

## POINTS FAIBLES

- Réseaux : eau et électricité
- Efficacité de l'administration
- Système de formation
- Système de santé

Note globale moyenne : **2,4 sur 5** 📊 vs 2020



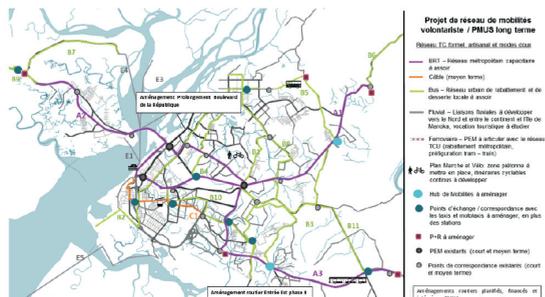


# DOUALA

www.douala.cm

## La mobilité et le transport, un secteur aux multiples opportunités d'investissements

Le **Plan de Mobilité Urbaine Sostenable** de la Ville de Douala s'inscrit dans le cadre de l'Initiative «**Mobilise Your City**» (MYC) lancée en décembre 2015 à Paris, lors de la Conférence des Nations Unies sur le Climat (COP21). Il s'agit ainsi d'une des retombées de la participation de la Ville de Douala à la COP21. MYC est une des initiatives pour le transport du Global Climate Action (GCA) de l'ONU, conçue comme un partenariat global et inclusif qui ambitionne d'accompagner les gouvernements nationaux et locaux des pays en développement.



Approuvé le 26 juillet 2019, le Plan de Mobilité Urbaine Sostenable (PMUS) de la Ville de Douala, évalué sur dix ans à **333 milliards FCFA TTC**, comporte un Programme d'Action recommandant d'une part la construction d'un réseau urbain intégré avec la mise en œuvre des projets routiers, d'un réseau public de transport basé sur des lignes de bus sur des sites dédiés de type «**Bus Rapid Transit**» (BRT), des lignes de bus restructurées sur de la voirie préalablement requalifiée et d'un réseau cohérent de transport logistique. D'autre part, il promeut une cohabitation efficace avec les transports artisanaux, l'ouverture aux formes de mobilités inexplorées telles que le transport par câble ou encore des formes peu valorisées à l'instar de l'exploitation de voies navigables et la mise en œuvre d'un Plan de mobilité douce baptisé «**Plan Marche et vélos**», entre autres.

D'ores et déjà, la ville de Douala bénéficie du transport par bus ordinaire grâce à un Partenariat Public-Privé avec la Société Camerounaise de Transports Urbains (SOCATUR). La SOCATUR est la société exploitante du transport public de la Ville de Douala, et à juste titre dispose d'une stratégie d'amélioration de l'offre de service par l'augmentation de sa flotte et l'entretien de ses véhicules. La Ville de Douala, accompagne et soutient

cette stratégie dans le cadre d'une Convention de Partenariat signée entre la Communauté Urbaine de Douala et la SOCATUR en 2004.

Aussi, pour améliorer la mobilité urbaine, plusieurs projets sont identifiés, notamment :

□ La mise en circulation des Bus Rapid Transit (BRT) qui représente une opportunité pour la ville de Douala. Le corridor pilote BRT s'étend sur deux lignes de 28 km sur des couloirs dédiés qui partira du carrefour Leclerc jusqu'au kilomètre 14 avec un embranchement au carrefour Ndokoti qui sortira sur la pénétrante Est au carrefour Nelson Mandela jusqu'au carrefour Yassa ;

□ Un projet d'insertion urbaine de Tramways sur une ligne de 18,5 km qui débiterait à Bonabéri (échangeur BEKOKO) jusqu'au carrefour SCDP (Société Camerounaise de Dépôts Pétroliers) en passant par le Rond-point de Deido est également en instance à la Communauté Urbaine de Douala ;

□ En Partenariat Public-Privé (PPP), la Communauté Urbaine de Douala se propose de mettre en service du transport par câble dit Cableway sur une ligne de 10 km déjà identifiée. Les études techniques finales y relatives sont en cours ;

□ Il est également à noter la construction du réseau urbain intégré notamment la voie de contournement de la ville de Douala, la voie sur les berges du fleuve Wouri et la rocade de 10 km.

Le Plan de Mobilité Urbaine Sostenable de la Ville de Douala se matérialise ainsi autour d'un réseau de transport public de masse, prenant en compte le rôle économique stratégique de la Ville de Douala et ses besoins en termes d'intermodalité, de multimodalité, de hiérarchisation du réseau de transport, ce qui représente de multiples opportunités d'investissements.

**Dr Roger MBASSA NDINE**  
**Maire de la Ville de Douala**

## BOTSWANA

# Un rebond encourageant

Le redémarrage du secteur minier et la bonne tenue des cours a permis à l'activité de retrouver son niveau d'avant la pandémie. Bien géré, le pays a obtenu d'être retiré de la liste grise du GAFI.



Président : **Mokgweetsi Masisi**  
 Population (millions) : **2,4**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **581 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **16 437**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **9,2**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **5,8**  
 Classement IDH 2020 : **100**

Longtemps érigé en modèle de gouvernance et de réussite économique, le Botswana, deuxième producteur mondial de diamants, a renoué avec une croissance forte en 2021 (+9,2%). Une performance qui efface les lourdes pertes de 2020 (-8,5%). Les perspectives restent bien orientées, puisque le FMI table sur une hausse de l'activité de 4,7% pour 2022. La crise sanitaire qui pourrait jouer les prolongations avec Omicron, initialement présenté comme « le variant botswanais », a impacté les finances publiques : la dette atteindra 27,5% du PIB en 2022 (+40% en deux ans). Mais une partie des ressources issues de la rente diamantifère a alimenté le Pula Fund, le fonds souverain national, qui a servi d'amortisseur de crise. L'arrêt prolongé du tourisme (20% du PIB en 2019) aura cependant des conséquences sur l'emploi.

## Liste grise

La sortie de la liste grise des juridictions non coopératives du Groupe d'action financière (GAFI), officialisée en novembre 2021, constitue un autre motif de soulagement, de nature à restaurer la confiance des investisseurs. Le pays fait toujours face à un déficit de production électrique, mais son potentiel minier pourrait connaître de nouveaux développements, à la faveur du regain d'intérêt mondial pour l'uranium. Les réserves du sous-sol sont estimées à 800 000 tonnes. Les échanges commerciaux avec la France, assez modestes, se sont contractés en 2020 du fait de la mise à l'arrêt de l'économie, avec des exportations tricolores en recul de 65% et des importations en provenance du Botswana chutant de 96%.



## En 2022, rejoignez la Commission Afrique de France Invest !

L'opportunité de faire partie d'un réseau composé de plus d'une centaine de professionnels d'Afrique et d'Europe. Parmi eux figurent certains des plus grands noms du capital-investissement en Afrique.

Une participation aux conférences, tables rondes et autres rencontres proposées par la Commission.

Être tenu informé de l'actualité de la profession et des activités de la Commission.

Être acteur de l'émergence du capital-investissement en Afrique

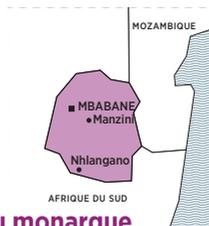
Plus d'infos  
sur notre site  
[franceinvest.eu](http://franceinvest.eu)

**France**  
**Invest**  
Association des investisseurs  
pour la croissance

## ESWATINI

## Un roi dans la tourmente

Le contexte économique dégradé, l'absolutisme du monarque et les violences policières sont à l'origine d'un cycle de manifestations pro-démocratie qui inquiète les autres pays de la sous-région.



Roi : **Mswati III**  
 Population (millions) : **1,18**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **17 360**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **7 919**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **1,5**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **4,3**  
 Classement IDH 2020 : **138**

Dernier monarque absolu d'Afrique, Mswati III, au pouvoir depuis 35 ans, fait face à une contestation grandissante sur fond de crise économique. Faiblement peuplé, le royaume d'Eswatini affiche un PIB par habitant parmi les plus élevés de la région (4 000 dollars environ). Mais les richesses sont inégalement réparties, et l'activité est à la peine. Après une récession de 2,4% en 2020, la croissance a atteint 1,5% en 2021 et devrait se maintenir à un niveau à peine supérieur en 2022 (1,7%), à condition que l'effet Omicron s'estompe rapidement. En effet, le pays affichait mi-décembre le taux d'incidence le plus fort d'Afrique australe, et seul un quart de sa population était vaccinée.

## Fronde étudiante

Depuis juin 2021, l'Eswatini est confronté à une

vague de manifestations menée par les étudiants, après la mort d'un des leurs, tué par la police. Les syndicats et la société civile ont rejoint le mouvement de contestation qui ne faiblit pas, malgré l'interdiction de toute manifestation décidée en mi-octobre, et en dépit d'un bilan avoisinant la centaine de victimes. La situation a provoqué de vives critiques des ONG mais aussi de l'épiscopat catholique. Le roi, qui contrôle de larges pans de l'économie à travers les fonds Tibyo, a refusé les offres de dialogue en invoquant des raisons coutumières.

Sur le front des investissements, une filiale du groupe sud-africain Magni Holdings a décroché une licence de prospection de charbon, pour tenter de relancer le site de production de Makpa, actuellement désaffecté.



L'**Africa FinLab**, laboratoire d'idées, de soutien et de promotion de l'innovation pour une finance durable, inclusive et digitale en Afrique. Il a pour principal objectif d'intervenir sur les leviers, qui transforment la finance mondiale, pour en accompagner le développement en Afrique, dans un cadre d'échanges et de coopération internationale.

L'action de l'Africa FinLab s'articule autour de **trois priorités** :



## ► FINANCER

Accompagner le développement de la finance et le financement des économies africaines



## ► INNOVER

Soutenir l'innovation dans la finance durable et digitale africaine



## ► FORMER

Accélérer la montée en compétences et expertises en finance et financement

“

L'Africa FinLab a pour ambition d'initier des projets communs entre acteurs de la finance africaine et européenne, pour accélérer la transition vers des économies à la fois durables et intelligentes, en s'appuyant sur les entreprises et le développement des infrastructures du futur.

”



**Karim ZINE-EDDINE**  
 Directeur des Études, Paris EUROPLACE

## OBSERVATOIRE DE LA FINANCE AFRICAINE

L'observatoire vise à apporter de l'information sur la finance et le financement des économies africaines. L'observatoire développe une série d'indicateurs des comparaisons économiques, bancaires et financières des pays africains.

Retrouvez-nous sur  
[www.africanfinlab.com](http://www.africanfinlab.com)



## LESOTHO

## Le château d'eau de la région

Impacté par le ralentissement de l'Afrique du Sud, le petit royaume a connu une timide reprise en 2021. La relance du projet Highlands Waters pourrait changer la donne.

Entièrement enclavée, la plus petite économie d'Afrique australe est très dépendante de l'Afrique du Sud, qui est son premier client (Pretoria absorbant 50% des exportations de Maseru) et son premier fournisseur (80% de part de marché). Les transferts de fonds des migrants travaillant dans les mines sud-africaines contribuent pour environ un cinquième du PIB. Malgré un rebond de l'activité au deuxième trimestre 2021 (croissance attendue à 2,8% sur l'année), les perspectives ne sont guère encourageantes pour 2022 : 1,6%, selon les projections du FMI calculées... avant l'apparition du variant Omicron, très largement diffusé au Lesotho, qui présentait un des taux d'incidence les plus élevés de la région. Environ 30% de la population présentait un schéma vaccinal complet fin 2021.



Roi : **Letsie III**  
 Premier ministre : **Moeketsi Majoro**  
 Population (millions) : **2,2**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **30 355**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 151**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,8**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **5,8**  
 Classement IDH 2020 : **165**

### Recettes douanières

La monarchie constitutionnelle du Lesotho connaît de fortes disparités sociales. 25% de sa population est au chômage. Les droits de douane reversés par la SACU, l'Union douanière et monétaire formée avec l'Eswatini, l'Afrique du Sud et la Namibie, représentent 40% des recettes budgétaires. La Banque africaine de développement (BAD) vient d'approuver un prêt de 87 millions de dollars destiné à cofinancer la deuxième tranche du Lesotho Highlands Water Project. Débuté au milieu des années 2000, ce projet vise à construire une série de barrages qui exploiteront les eaux du fleuve Orange et approvisionneront la région sud-africaine du Gauteng. En raison de sa géographie très montagneuse, le Lesotho est réputé être le château d'eau de l'Afrique australe.

## MALAWI

## Sur le fil du rasoir

Croissance atone, endettement préoccupant, pauvreté endémique : les défis sont nombreux pour le président Lazarus Chakwera, confronté à un climat social tendu.



Président : **Lazarus Chakwera**  
 Vice-président : **Saulos Chilima**  
 Population (millions) : **20**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **118 484**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 035**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,2**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **9,5**  
 Classement IDH 2020 : **174**

Peu diversifiée, très dépendante du secteur agricole, sensible aux chocs externes et à la volatilité des prix, l'économie du Malawi a échappé à la récession en 2020 mais n'a pas retrouvé ses niveaux de croissance d'avant la pandémie. De 2,2% en 2021, celle-ci devrait s'établir à 3% en 2022, selon le FMI — loin des 5,4% de 2019. Le tabac et le café représentent 75% des exportations du pays, où le revenu moyen est l'un des plus faibles du monde (400 dollars par an et par habitant). Les autorités ont mis en œuvre un plan de relance de 345 millions de dollars (4% du PIB), un effort considérable financé par un recours accru à l'endettement domestique. Avec une dette extérieure qui a bondi de 20 points en trois ans et devrait atteindre les 65% en 2022, le Malawi est classé parmi les pays présentant un fort risque de surendettement.

### Élection miraculeuse

Entachée d'irrégularités, la présidentielle de 2019 a été annulée et un scrutin a été organisé à nouveau en juin 2020, permettant l'élection de l'opposant Lazarus Chakwera. Cet ancien pasteur de 65 ans a promis de créer un million d'emplois et de relancer l'économie, mais l'état de grâce a été de courte durée. Il fait face depuis plusieurs mois à un climat social tendu. Le déficit énergétique étant criant, avec seulement 11% de la population raccordée au réseau électrique, plusieurs grands chantiers ont été lancés (centrale solaire de Salima et le projet d'interconnexion électrique avec le Mozambique voisin), mais leurs effets risquent de mettre des années avant de se matérialiser.

## MOZAMBIQUE

# Kigali à la rescousse au Cabo Delgado

Les méga-projets gaziers portés par TotalEnergies, ExxonMobil et ENI sont en suspens, même si l'intervention des armées africaines ont permis de faire refluer les rebelles islamiques.

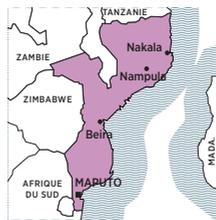
Eldorado gazier au devenir incertain, le Mozambique a enregistré en 2020 sa première récession en trois décennies. Une année agricole exceptionnelle a permis de limiter le recul de l'activité. La croissance a rebondi à 2,5% en 2021 et devrait s'accélérer pour atteindre 5,3% en 2022. La pandémie aurait fait basculer 1,5 million de personnes supplémentaires dans la précarité, alors que le pays compte déjà parmi les plus pauvres de la planète. L'aide internationale, avec plus de un milliard de dollars de décaissements en 2020, dont la moitié en provenance du FMI et de la Banque mondiale, a permis d'amortir le choc, alors que la situation restait critique, la dette ayant atteint 133% du PIB fin 2021. La réputation du Mozambique avait été gravement ternie après la révélation du scandale des emprunts frauduleusement contractés par l'administration de l'ex-président Armando Guebuza.

Soumis à des désordres climatiques récurrents (cyclones), le pays dispose de ressources primaires exceptionnelles (gaz, charbon, graphite, rubis) mais est confronté à une grave insurrection djihadiste dans la région septentrionale du Cabo Delgado. Un effondrement de l'État entraînerait des conséquences catastrophiques pour les pays voisins comme pour les investisseurs qui tentent de développer des projets gaziers qui ont déjà englouti des dizaines de milliards de dollars.

## Investissements à l'arrêt

TotalEnergies a racheté en 2019 les parts de l'Américain Anadarko dans Mozambique LNG, un gigantesque projet de liquéfaction du gaz naturel à partir de champs offshore. Ceux-ci pourraient produire annuellement jusqu'à 13 millions de tonnes de gaz pendant deux à trois décennies. Le Français a déjà investi quinze milliards de dollars, mais son chantier a été entièrement mis à l'arrêt après l'attaque survenue le 24 mars 2021 et la prise de Palma par les djihadistes affiliés à l'État Islamique. L'Américain Exxon est confronté à une situation similaire.

Dépassé militairement, le président Filipe Nyusi s'est résolu à accepter l'aide des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui



Président : **Filipe Nyusi**  
 Premier ministre : **Adriano Afonso Maleiane**  
 Population (millions) : **31,3**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **799 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 250**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,5**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **6,2**  
 Classement IDH 2020 : **181**

ont dépêché une mission militaire, la SAMIM. Mais l'intervention décisive qui a renversé le rapport de forces a été celle de l'armée rwandaise. Kigali a déployé un contingent d'un millier de soldats, qui ont repris début août le bastion djihadiste de Mocimboa da Praia, occupé depuis août 2020.

La question qui se pose désormais est celle de la pérennité de ces interventions et de savoir si l'armée mozambicaine, qui va bénéficier de l'appui de formateurs européens et américains, sera en mesure de prendre efficacement le relais après le départ des troupes africaines, pour sécuriser sur la durée les infrastructures de liquéfaction du gaz naturel.

*En raison de l'instabilité politique, l'enquête 2021 menée auprès des entreprises n'a pas récolté suffisamment de réponses pour une analyse de l'environnement des affaires*



Le Rwanda a déployé 1 000 membres de ses forces armées et de sa police dans le nord du Mozambique pour combattre les djihadistes.

## NAMIBIE

# Pétrole et hydrogène vert

**Windhoek mise sur les grands projets miniers et énergétiques pour se relancer. La Namibie, devenue troisième producteur mondial d'uranium, dispose de sérieux atouts.**



Président : **Hage Geingob**  
 Premier ministre : **Saara Kuugongelwa-Amadhila**  
 Population (millions) : **2,6**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **825 418**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **9 357**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **1,3**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **4**  
 Classement IDH 2020 : **130**

Fortement exposée au secteur minier et historiquement intégrée à l'économie sud-africaine, la Namibie a connu une violente récession en 2020 (-8%), dont elle subit encore les conséquences. L'activité s'est timidement redressée en 2021, à 1,3%, mais la croissance devrait accélérer en 2022, à 3,6%. L'endettement, qui atteindra 72,6% en 2022, est préoccupant. L'État ne dispose plus de marges de manœuvre pour investir, d'autant que le tourisme reste impacté par les interdictions de voyage.

### Diversification tous azimuts

La Namibie fonde ses espoirs sur une relance de son secteur minier et de grands projets énergétiques qui pourra la sortir de sa dépendance à son voisin sud-africain. Avec 11% de la production mondiale d'uranium, Windhoek est le premier producteur africain et a supplanté l'Australie dans le top 3 mondial.

Les liens sont étroits avec Pékin, qui exploite les deux principales mines du pays, et y a consenti des investissements très importants.

TotalEnergies, associé à QatarEnergy et à la compagnie nationale Namcor, a démarré début décembre 2021 les activités de forage sur le puits d'exploration Venus, dans le bassin ultra-profond d'Orange. Le potentiel est estimé à deux milliards de barils. En cas de succès, il s'agirait d'une des plus grandes découvertes des dix dernières années en Afrique. Autre secteur d'avenir : l'hydrogène vert, carburant synthétique produit à partir d'énergie solaire et éolienne, présent en abondance en Namibie. Un très ambitieux projet porté par le consortium franco-allemand Hyphen Hydrogen Energy est en cours de développement dans le parc de Tsau Khaeb.



Le géant minier anglo-australien Rio Tinto a officiellement remis la mine d'uranium namibienne de Rossing à son nouvel actionnaire majoritaire, China National Nuclear Corporation (CNNC)

## ZAMBIE

## Après le défaut, l'alternance

Premier État à faire défaut sur sa dette, la Zambie a connu une alternance historique en 2021 avec l'élection d'Hakainde Hichilema. Des défis colossaux attendent le nouveau président.

Lestée par une dette de plus de 100% de son PIB, la Zambie devrait encore connaître en 2022 une croissance atone (1,1%) et une inflation à deux chiffres (19,2%). La pandémie a accentué les déséquilibres et provoqué un défaut de paiement sur la dette souveraine en novembre 2020. Le pays, qui dispose d'importantes ressources minières et est l'un des principaux producteurs mondiaux de cuivre, s'est particulièrement endetté vis-à-vis de la Chine, son premier partenaire, pour financer la construction d'infrastructures. Enclavée, la Zambie souffre d'un déficit de production électrique, en dépit d'un important potentiel hydraulique. La construction du barrage de Batoka Gorge a été différée à 2022. Dans le même temps, la réhabilitation de celui de Kariba a pris une année de retard.



Président : **Hakainde Hichilema**  
 Vice-président : **Inonge Wina**  
 Population (millions) : **18,3**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **752 600**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 326**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **1,1**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **22,8**  
 Classement IDH 2020 : **146**

### Vote sanction

Edgard Lungu, au pouvoir depuis janvier 2015, et jugé responsable de la crise, a été battu au premier tour de la présidentielle d'août 2021 par l'opposant Hakainde Hichilema. Le nouveau président a fait de la restauration de la stabilité macro-économique et de la confiance des marchés ses priorités. Même si les défis sont colossaux, il peut se targuer d'avoir desserré en partie la contrainte financière : Lusaka a conclu début décembre un accord avec le FMI sur un plan de sauvetage de 1,4 milliard de dollars, qui s'ajouteront aux 1,3 milliard obtenus en août dans le cadre de l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS).

## ZIMBABWE

## L'inflexibilité du FMI devant la timidité des réformes

Harare semble très loin du bout du tunnel, le pays étant toujours frappé par la corruption, les petits trafics et une inflation galopante.

Dopée par une production agricole exceptionnelle, l'économie zimbabwéenne a manifesté une relative résilience en 2021, en renouant avec la croissance. Le PIB, qui s'était contracté de 4,1% en 2020, a augmenté de 5,1%, et l'activité devrait rester positive en 2022, avec une hausse attendue de 3,1%. L'envolée des prix, qui avait atteint 557% en 2020, a ralenti à 92,5% en 2021, devrait se tasser à environ 30% en 2022. Mais l'inflation a laissé des traces, des millions de Zimbabwéens ayant plongé dans la précarité et l'incertitude. Les services publics (santé, enseignement) se sont effondrés et le pays est confronté à une hémorragie de compétences, de nombreux cadres préférant s'expatrier.

### Manque de vision

Le président Emmerson Mnangagwa, qui avait écarté



Président : **Emmerson Mnangagwa**  
 Vice-président : **Constantino Chiwenga**  
 Population (millions) : **15,1**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **390 580**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 666**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5,1**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **92,5**  
 Classement IDH 2020 : **150**

Robert Mugabe en 2018, est à son tour critiqué pour ses penchants autoritaires. Harare fait l'objet de sanctions européennes et américaines, qui ont été prolongées en réponse à la répression de l'opposition. Le pays, qui espérait trouver un accord avec le FMI pour la restructuration de sa dette, évaluée à 12 milliards de dollars, dont 6,5 milliards d'arriérés, n'a pas obtenu d'assurances en ce sens. Les experts de Washington ont reproché à Harare l'inconsistance de sa feuille de route financière, l'absence d'un plan pour l'apurement des arriérés, et ont regretté la timidité des réformes touchant à la gouvernance et à la transparence.

L'inflexibilité du FMI pourrait avoir pour conséquence d'inciter le Zimbabwe à se rapprocher encore davantage de Pékin, déjà fortement présent.

# La Corne de l'Afrique dans la tourmente géopolitique

Avec les crises éthiopienne, soudanaise et somalienne, la région, auparavant l'une des plus dynamiques d'Afrique, est aujourd'hui devenue l'épicentre de conflits et de foyers d'instabilité. Au point de remettre en question les projets intégrateurs ?

**Burundi** - P99

**Djibouti** - P100

**Érythrée** - P101

**Éthiopie** - P102

**Kenya** - P103

**Ouganda** - P104

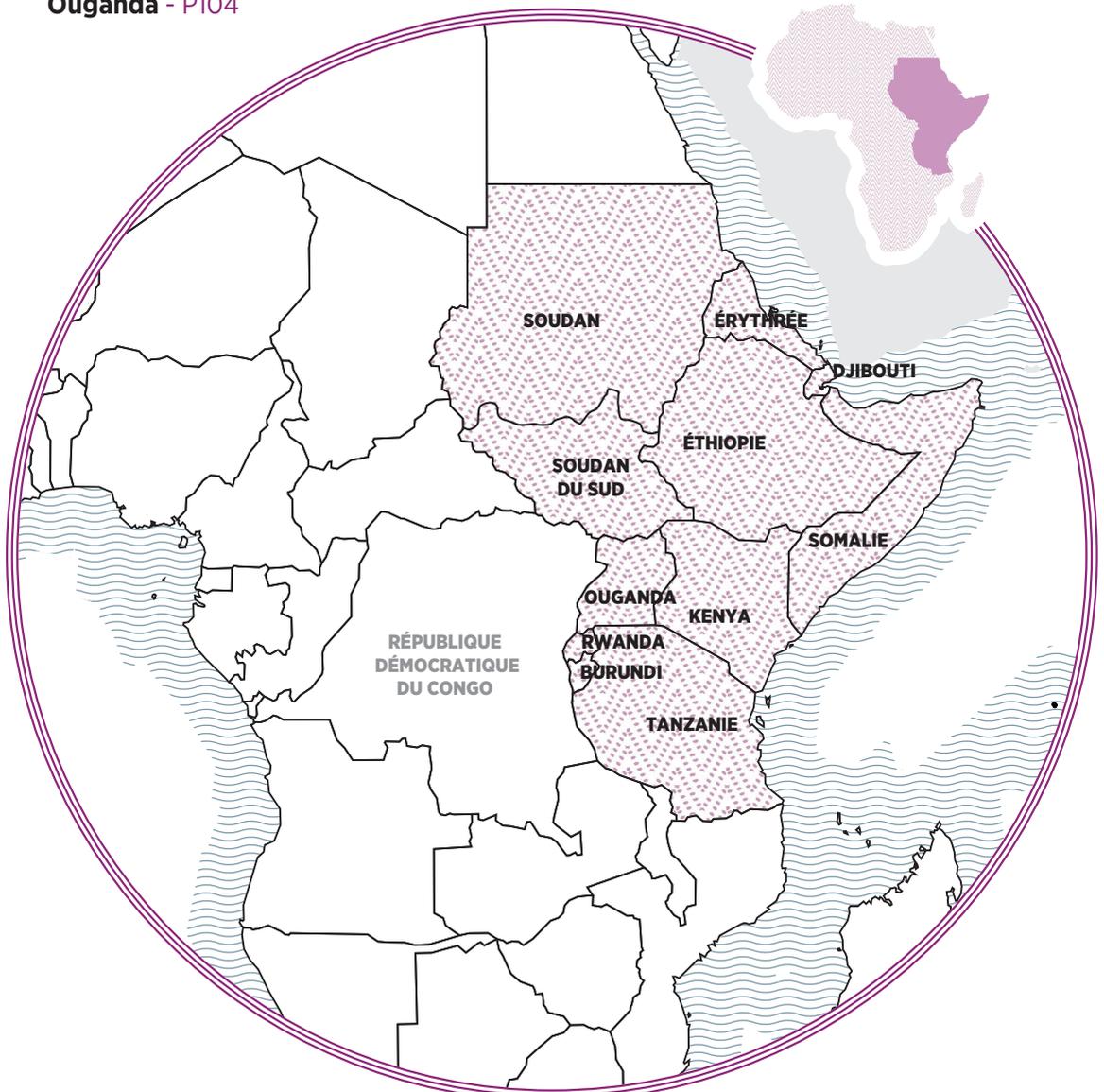
**Rwanda** - P105

**Somalie** - P106

**Soudan** - P107

**Soudan du Sud** - P108

**Tanzanie** - P109



**A**près un net fléchissement en 2020, l'activité est repartie à la hausse dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA) : la croissance a atteint 4,9% en 2021 et devrait accélérer à 5,5% en 2022. Une performance qui reste cependant en deçà des 6,3% enregistrés en 2019. Avec une croissance record réévaluée à 10,2%, le Rwanda se distingue, suivi par le Kenya (5,6%) et l'Ouganda (4,7%), où les perspectives liées au démarrage de l'activité pétrolière nourrissent des anticipations positives. La situation est plus contrastée dans le reste de la région. L'Éthiopie, le mastodonte démographique de cet ensemble disparate, n'a réalisé que 2% de croissance et les services du FMI n'ont pas été en mesure de fournir de projection pour 2022, en raison des incertitudes liées à la guerre civile au Tigré, qui déborde maintenant sur d'autres provinces. Le tableau n'est guère plus reluisant au Soudan (+0,9%), pays à peine remis d'un nouveau coup d'État et confronté à l'hyperinflation (194,6% en 2021) et à une dette faramineuse (209% du PIB). Plus jeune nation d'Afrique, le Soudan du Sud affiche fièrement 5,3% de croissance mais ce chiffre est à relativiser, plus de la moitié de la population étant touchée par l'insécurité alimentaire.

Sur le plan sanitaire, la région compte deux des dix pays les plus impactés en termes de contaminations à la Covid-19 : l'Éthiopie (465 000 cas, 7350 décès à début février 2022) et le Kenya (321 000 cas, 5600 décès). Les inquiétudes tendent cependant à se dissiper, bien que les taux de vaccination soient, là aussi, très contrastés : la proportion d'habitants vaccinés était de 55% au Rwanda, contre 2 à 3,5 % en Tanzanie, au Soudan ou en Éthiopie. Les conséquences de la crise sur le développement humain pourraient se faire sentir dans la durée : les écoles ougandaises, par exemple, ont été fermées pendant 83 semaines d'affilée et n'ont rouvert que le 10 janvier 2022.

### Attractivité des IDE

Le stock global d'investissements directs étrangers dans la région Afrique de l'Est et Océan Indien a connu une progression spectaculaire au cours des deux décennies écoulées, passant, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de 8,7 milliards de dollars à 131 milliards

en 2019. Une croissance moyenne de 15,5% par an, nettement supérieure à celle de l'Afrique dans sa globalité (10,4%), qui témoignait de l'attractivité et du potentiel des grandes économies de la région. Le Soudan, malgré la partition, a ainsi capté 28,5 milliards de dollars d'IDE, devant l'Éthiopie (24,9 milliards), la Tanzanie (21,8 milliards), le Kenya (15,7 milliards) et l'Ouganda (14,5 milliards). Cette tendance a été alimentée par une conjonction favorable de facteurs : les grands projets d'infrastructure et de logistique, sur la façade océanique, dans le domaine portuaire, stimulés par l'activisme de la Chine et des pays du Golfe, l'intégration économique entre Djibouti et l'Éthiopie, les investissements pétroliers et gaziers au Soudan et en Ouganda, avec les projets Tilenga (TotalEnergies), Kingfisher (CNOOC) et l'oléoduc est-africain EACOP, qui reliera les gisements du Lac Albert au port tanzanien de Tanga. Parallèlement, le Kenya et le Rwanda ont consenti d'importants efforts pour améliorer le climat des affaires et leur cadre réglementaire. Le Rwanda, qui cultive un positionnement pro-business, à grands renforts de communication internationale, s'est hissé à la deuxième place africaine (derrière Maurice) du classement Doing Business établi jusqu'en 2020 par la Banque mondiale. Avec son centre financier international et ses projets de Silicon Valley africaine, Kigali ambitionne désormais de disputer à Nairobi le statut de hub d'affaires régional.

### L'enthousiasme des investisseurs pourrait décroître devant la montée des risques géopolitiques que connaît la région depuis deux ans.

Les Britanniques, les Sud-africains, les Américains, les Chinois et les pays du Golfe – Émirats et Qatar en tête –, sont les investisseurs les plus dynamiques. Mais une partie significative des flux d'IDE entrants a transité par des entités domiciliées à Maurice. Les investisseurs français ont jusqu'à présent concentré leurs implantations au Kenya (735 millions d'euros). Les choses sont appelées à changer avec la montée en puissance attendue de l'Ouganda, dans le sillage du développement des projets pétroliers de TotalEnergies. De nouveaux acteurs émergent, à l'instar de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP, Maroc), qui a signé en septembre 2021 un accord avec le gouvernement éthiopien pour le développement conjoint d'une usine de production d'engrais à Dire Dawa. Ce projet, qui sera mis en œuvre en deux phases, vise une capacité de production de 3,8 millions de tonnes pour répondre



©iStock / Amanuel Sileshi

Addis-Abeba

à la demande croissante d'engrais en Éthiopie. Alimenté en énergie par les ressources locales en gaz, l'investissement est estimé à 2,4 milliards de dollars pour la première phase, et pourrait atteindre les 3,7 milliards à l'achèvement de la seconde phase. En Éthiopie toujours, BGI, filiale du français Castel, vient de boucler le rachat de la brasserie Meta Abo au britannique Diageo, une opération qui permettra au groupe de consolider ses activités sur ce marché stratégique de 100 millions d'habitants. Le kenyan Safaricom va de son côté investir près de 300 millions de dollars dans le cadre de son implantation dans le pays, dont 100 millions dédiés à un data center à Addis-Abeba.

### Le risque éthiopien

L'enthousiasme des investisseurs pourrait décroître devant la montée des risques géopolitiques que connaît la région depuis deux ans. Même si les foyers d'instabilité sont multiples (Somalie, Soudan, Soudan du Sud notamment), c'est l'Éthiopie, prise dans la tourmente de la guerre civile et de sa conflictualité avec l'Égypte pour le partage des eaux du Nil, qui cristallise les inquiétudes les plus vives. La guerre au Tigré, débutée le 4 novembre 2020, a déjà fait des milliers de morts. L'armée fédérale a essuyé plusieurs revers et a éprouvé les pires difficultés à stopper une contre-offensive des rebelles du TPLF, qui menaçait directement la capitale Addis-Abeba et a provoqué l'évacuation d'une partie du personnel diplomatique

africain. Depuis novembre 2021, les positions sont peu ou prou gelées autour de la ligne de front, mais rien n'est réglé, et les tensions grandissent dans plusieurs régions, confrontées elles aussi à l'exacerbation de revendications séparatistes. Au point que certains analystes n'hésitent plus à évoquer le scénario d'une possible dislocation de l'Éthiopie.

La fragilisation du Premier ministre Abiy Ahmed le pousse à l'intransigeance dans le conflit diplomatique qui oppose Addis-Abeba au Caire au sujet du remplissage du grand barrage de la Renaissance (GERD). L'Égypte déplore le fait que l'Éthiopie fasse cavalier seul sur ce projet hydroélectrique de 6500 MW (le plus important d'Afrique), alors qu'elle dépend du Nil pour 97% de son eau potable et son irrigation. Les médiations de l'Union africaine et des États-Unis ont échoué, et les négociations sont rompues depuis avril 2021. Washington a fini par se ranger du côté du Caire. L'hypothèse d'un conflit armé – si l'Éthiopie venait à accélérer le rythme du remplissage du réservoir du barrage – ne peut être complètement écartée, d'autant que l'Égypte dispose actuellement d'une indiscutable supériorité aérienne.

D'autres fractures régionales impactent la perception du risque en Afrique de l'Est. L'abcès somalien n'est toujours pas réglé. Les institutions demeurent très fragiles dans ce pays, qui s'est effondré il y a 31 ans et compte toujours deux régions indépendantes de facto (le Somaliland et le Puntland). Les ingérences des puissances étrangères (Turquie, pays du Golfe) exacerbent les frictions, alors que l'insurrection islamiste des shebabs reste active, même si les fondamentalistes ont reflué. Dans ces conditions, la volonté des autorités de Mogadiscio d'accélérer le retrait de la force de paix africaine de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) s'apparente à un pari risqué. D'autres conflits frontaliers, opposant notamment le Kenya à la Somalie et Djibouti à l'Érythrée, contribuent également à la persistance des tensions dans la Corne de l'Afrique. À l'inverse, la région des Grands Lacs connaît un début d'apaisement. La frontière entre le Rwanda et l'Ouganda vient de rouvrir, alors qu'un dégel était nettement perceptible entre le Rwanda et un autre de ses voisins, le Burundi.

L'instabilité géopolitique et la montée de la conflictualité dans et autour de la Corne de l'Afrique peut-elle gripper la dynamique des investissements en Afrique de l'Est, déjà ralentie par la crise sanitaire ? L'année 2022 fournira les premiers éléments de réponse.

*Samy Ghorbal*

## BURUNDI

## La fin de l'isolement

Par petites touches, Évariste Ndayishimiye renoue les liens avec la communauté internationale, espérant une levée totale des sanctions et un retour de l'aide pour son pays.



Président : **Evariste Ndayishimiye**  
 Premier ministre : **Alain-Guillaume Bunyoni**  
 Population (millions) : **12,5**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **27 834**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **754**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **1,6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **5,6**  
 Classement IDH 2020 : **185**

Au pouvoir depuis juin 2020, Évariste Ndayishimiye s'emploie à retisser des fils avec la communauté internationale, qui avait placé le Burundi sous sanctions du fait de la dérive autoritaire de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza. Cet ancien maquisard a rétabli le dialogue avec l'Union européenne et obtenu un apaisement avec l'ONU, qui enquêtait sur des violations massives des droits de l'homme. Les relations avec le Rwanda se sont décrispées. Enfin, Gitega a accueilli en juillet 2021 une mission du FMI, qui a pu passer en revue les comptes publics pour la première fois depuis 2014 et a débloqué une aide de 78 millions de dollars. Après cinq années en quasi-autarcie, l'économie et la société du Burundi sont sinistrées et ont un besoin urgent d'assistance et d'investissements. Seulement 11% des foyers ont accès à l'énergie électrique. Un enfant de moins de cinq ans sur deux accuse un retard de croissance.

**Gisement inexploité.**

Les autorités et le FMI tablent sur une accélération de la croissance à 4,2% en 2022, après les 1,6% de 2021. La priorité sera d'attirer les investissements, alors que plus de 100 millions de dollars de capitaux avaient fui le pays lors de l'imposition des sanctions. Une loi destinée à faciliter les investissements en provenance des pays de la CAE (Communauté de l'Afrique de l'Est) a été promulguée en juin 2021. Les opportunités se concentrent dans les secteurs agricoles et miniers. Producteur de thé et de café, ce pays des hauts plateaux recèlerait des gisements de nickel à Musongati. Mais l'extraction de ce minerai, aujourd'hui très demandé, suppose de lourdes infrastructures, financièrement hors de portée. La piste d'une exploitation conjointe avec la Tanzanie a été un temps envisagée, avant le décès du président John Magufuli.

# 35 Nord

## AFRICA & ADVOCACY

Agence de communication stratégique  
dédiée à l'Afrique

Paris | Abidjan | Kinshasa | Maurice



@35nord

## DJIBOUTI

## L'inconnue éthiopienne

Les incertitudes liées à la situation en Éthiopie, premier client du pays, pourraient hypothéquer la reprise assez vigoureuse observée en 2021. Mais le pays entend maintenir ses investissements dans les grandes infrastructures.



Président : **Ismaël Omar Guelleh**  
Premier ministre : **Abdoulkader Kamil Mohamed**  
Population (millions) : **9**  
Superficie (km<sup>2</sup>) : **23 200**  
PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 408**  
Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **6**  
Inflation 2021 (% , est.) : **2,2**  
Classement IDH 2020 : **166**

Hub logistique et financier de la Corne de l'Afrique, principal débouché maritime de l'Éthiopie voisine et de ses 100 millions d'habitants, Djibouti a surmonté la crise de la Covid-19, qui s'était traduite par une contraction brutale du commerce mondial. La croissance, qui avait plafonné à 1% en 2020, devrait atteindre 5% en 2021 et se maintenir légèrement au-dessus de ce niveau en 2022 (5,5%), sous réserve que le conflit du Tigré s'apaise. Politiquement, la continuité a prévalu avec la réélection, en avril 2021, du président Ismaël Omar Guelleh, par plus de 98% des suffrages. Artisan de la transformation économique du pays et garant de sa stabilité, le chef de l'État djiboutien, 74 ans, au pouvoir depuis 1999, entame son cinquième et théoriquement dernier mandat. La question de sa succession est sur toutes les lèvres alors qu'aucun prétendant évident ne se démarque.

Surendetté, notamment vis-à-vis de la Chine, devenue son premier partenaire, Djibouti continue à percevoir les dividendes de sa rente géostratégique. Le traité de défense avec la France, prévoyant la mise à disposition d'infrastructures aux quelque 1 500 soldats prépositionnés sur la base des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) contre 30 millions d'euros annuels, a été renouvelé fin 2021. Les militaires tricolores cohabitent avec 4 500 militaires américains et près de 2 000 soldats chinois.

Le partenariat économique bilatéral est plus modeste, Djibouti n'étant que le 190<sup>e</sup> fournisseur et 126<sup>e</sup> client mondial de la France. La présence des entreprises françaises s'est cependant renforcée avec la construction, par Eiffage, d'une usine de dessalement à Doraleh et le lancement, par Engie, des travaux d'une centrale photovoltaïque de 30 MW dans le désert du Grand Bara.

## Nouvelle zone franche

Djibouti, qui se rêve en Singapour de l'Afrique de l'Est, poursuit une politique d'équipements tous azimuts sous la houlette de la GHIH, la holding d'investissements dirigée par Aboubaker Omar Hadi. Une nouvelle zone franche, à vocation industrielle, la DDIFZ, sera construite à Damerjog. Comprenant un dépôt de stockage pétrolier et un chantier naval, elle vise à renforcer encore l'intégration avec l'Éthiopie. Ce mégaprojet sera financé en grande partie par la Chine, omniprésente dans le domaine portuaire. Les activités liées aux zones franches commerciales déjà existantes représentent actuellement 20% du PIB.

Le Fonds souverain de Djibouti (FSD), a été lancé en septembre 2020 pour accélérer le développement économique et promouvoir une croissance plus inclusive. Il recueillera les dividendes des entreprises publiques et devrait disposer de 1,5 milliard de dollars d'actifs sous gestion ici dix ans. Mais le mandat de son premier directeur général, le sénégalais Mamadou Mbaye, a été écourté, en mai 2021, à la surprise générale. Il a été remplacé par le tunisien Slim Feriani.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

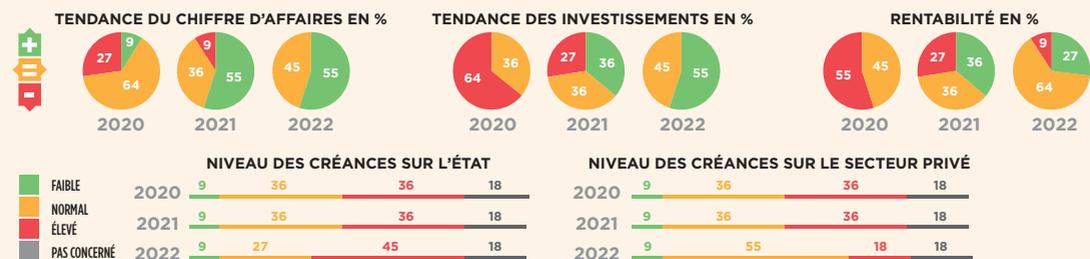
## POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Réseau portuaire
- Secteur bancaire
- Incitation à l'investissement

## POINTS FAIBLES

- Coûts électricité / télécoms
- Main d'œuvre
- Réseau routier
- Internet

Note globale moyenne : **2,4 sur 5** 🇨🇦 vs 2020

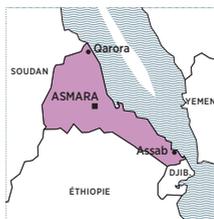


## ÉRYTHRÉE

# Aventurisme militaire et activité diplomatique

Ex-paria, Isaias Afeworki s'est replacé au centre du jeu régional à la faveur du basculement des alliances et est intervenu au Tigré aux côtés d'Addis-Abeba. Critiqué par les occidentaux, il est courtisé par Pékin, Riyad et Abou Dhabi.

L'Érythrée reste, avec la Corée du Nord, le pays le plus fermé du monde, mais Isaias Afeworki, son président, est incontournable dans la Corne de l'Afrique. La réconciliation avec l'Éthiopie d'Abiy Ahmed a permis la levée de l'embargo onusien fin 2018. Elle s'est muée en alliance lorsque l'armée érythréenne est intervenue contre les rebelles du Tigré fin 2020. D'abord victorieuses, les troupes d'Asmara auraient ensuite essuyé de lourdes pertes. Les témoignages sur leurs exactions ont provoqué de nouvelles sanctions américaines et européennes ciblées contre les chefs de l'armée et des renseignements. Elles ont aussi entraîné la suspension d'un programme américain de développement des infrastructures de 120 millions de dollars. Mais il en faudrait plus pour impressionner Asmara, qui sait pouvoir compter sur le soutien de l'Arabie Saoudite et des Émirats. L'Érythrée participe en effet à leurs côtés à la guerre au Yémen, pour une



Président : **Isaias Afeworki**  
 Population (millions) : **3,5**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **117 600**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 793**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **2,9**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **4,3**  
 Classement IDH 2020 : **180**

rétribution de 500 millions de dollars par an.

## Routes de la soie

Asmara dispose d'un autre allié de poids : Pékin. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a fait de la capitale érythréenne la première étape de sa tournée est-africaine de janvier 2022. L'Érythrée vient d'adhérer à l'initiative des nouvelles routes de la soie, et soigne les investisseurs chinois. Ces derniers sont très présents dans le secteur minier, qui capte 96% des investissements étrangers.

Hyper-administrée, l'économie érythréenne a enregistré une croissance de 2,9% en 2021 et devrait progresser de 4,8% en 2022. La dette atteignait les 175% du PIB l'an dernier, mais est détenue aux deux tiers par les épargnants locaux. Les transferts de fonds de la diaspora, régulés par l'État, qui prélève sa dîme, assurent l'équilibre de la balance des paiements.



# AFG

## FÉDÉRER

Ensemble, s'investir  
pour demain

## POUR RAYONNER



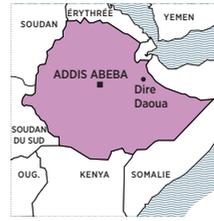
AFG, partenaire du Forum Afrique 2022

[www.afg.asso.fr](http://www.afg.asso.fr)

## ÉTHIOPIE

# Les répercussions de la guerre

Autrefois érigée en symbole du renouveau africain, l'Éthiopie est au bord de l'implosion. Sanctionné par Washington et délaissé par les investisseurs, le pays a beaucoup perdu en attractivité.



Président : **Sahle-Work Zewde**  
 Premier ministre : **Abiy Ahmed**  
 Population (millions) : **119**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 104 300**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 207**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **2**  
 Inflation 2021 (% est.) : **25,2**  
 Classement IDH 2020 : **173**

Après quatorze mois de combats acharnés qui ont provoqué la mort d'au moins 50 000 civils et d'un nombre indéterminé de militaires, un équilibre précaire semblait s'être installé entre les rebelles tigréens du TPLF et l'armée fédérale, fidèle au premier ministre Abiy Ahmed. En novembre, un vent de panique avait soufflé sur Addis-Abeba lorsque les Tigréens s'étaient emparés de la ville stratégique de Dessié, à 400 km de la capitale. Mise en grande difficulté, l'armée a réussi à contenir la contre-offensive grâce aux redoutables drones turcs Bayraktar, récemment acquis, et aux drones Wing Loong cédés gracieusement par les Émirats.

Redoutant une jonction entre les rébellions du Tigré et de l'Oromo, Abiy Ahmed, pourtant à l'origine de l'escalade, serait enclin à rechercher un cessez-le-feu. Mais le mal est fait. Les communautés de ce pays

multiethnique à l'histoire millénaire sont montées les unes contre les autres. D'autres régions (Oromo, Afar) sont gagnées par la fièvre séparatiste, alors que dans l'Amhara, des opérations de « nettoyage ethnique » visent les Tigréens.

## Brouillard statistique

Le conflit plombe la croissance économique et affecte l'attractivité du pays pour les investissements directs étrangers, qui ont baissé de 20%. Le PIB éthiopien a progressé de 2% en 2021, contre 6% en 2020. Le FMI n'a pas été en mesure de proposer une estimation pour 2022. L'inflation demeure très élevée (25,2%), alors que le birr, la monnaie nationale, se déprécie, et que l'accès aux devises est limité par la Banque centrale. Même si son ratio dette/Pib n'est pas critique (57%), le pays présente un risque de surendettement car ses recettes d'exportations – or, café, khat, fleurs coupées – ne permettent pas de garantir les remboursements. La guerre du Tigré et la crise diplomatique autour du grand barrage de la Renaissance, qui oppose l'Éthiopie à l'Égypte, placent Addis-Abeba dans une position difficile à l'international. Les États-Unis ont exclu l'Éthiopie de l'accord commercial de l'AGOA. Un ostracisme qui renforcera la dépendance envers Pékin, premier partenaire commercial de l'Éthiopie.

Ce contexte n'a pas empêché la vente, pour 850 millions de dollars, de la première licence téléphonique, en mai 2021, à un consortium mené par le kenyan Safaricom. La privatisation partielle d'Ethio Telecom reste d'actualité. L'Office Chérifien des Phosphates (Maroc) va développer un complexe intégré de production de 2,5 millions de tonnes d'engrais, à Dire Dawa, qui représente un investissement total de 2,4 milliards de dollars. Une soixantaine d'entreprises françaises sont présentes en Éthiopie. Grâce aux ventes d'Airbus, les échanges commerciaux bilatéraux s'étaient élevés à 740 millions d'euros en 2019.

*En raison de l'instabilité politique, l'enquête 2021 menée auprès des entreprises n'a pas récolté suffisamment de réponses pour une analyse de l'environnement des affaires.*



Le lieutenant-général Bacha Debele de la Force de défense nationale éthiopienne

© AP/SIPA

## KENYA

# Toujours à la pointe de l'innovation

Même si de fortes incertitudes entourent la présidentielle d'août 2022 et la capacité de Nairobi à honorer sa dette, la première économie de la région a renoué avec dynamisme et attractivité.

Seul pays à revenu intermédiaire (PRI) de la région Est-Africaine, le Kenya a retrouvé une croissance plus conforme aux atouts dont il dispose : 5,6% en 2021 et 6,5% attendus en 2022. Avec plus de 320 000 cas de contaminations et 5 580 décès recensés début février 2022, le Kenya a été durement touché par la pandémie. Les effets continuent à peser sur son industrie touristique, qui n'anticipe pas de retour à la normale avant un à deux ans. Les services, les exportations agricoles et horticoles (30% des recettes extérieures) et les investissements tirent une reprise dont les bénéfices pour la population sont cependant grignotés par l'inflation (6%). La dette (70% du PIB) est devenue un sujet d'inquiétude, son remboursement mobilisant près de 65% des recettes fiscales. Nairobi a obtenu en avril 2021 un prêt sur trois ans de 2,3 milliards de dollars du FMI pour remédier à la vulnérabilité de sa dette, dont la partie bilatérale est détenue aux deux tiers par la Chine.

## Scrutin risqué

La présidentielle d'août 2022 verra s'affronter le vice-président William Ruto et le chef de l'opposition, Raila Odinga, le président Uhuru Kenyatta ne pouvant se représenter. L'échéance est redoutée tant les dernières élections avaient été émaillées de violences et de rebondissements (annulation des premiers résultats en 2017). Les rapports entre le



Président : **Uhuru Kenyatta**  
 Vice-président : **William Ruto**  
 Population (millions) : **56**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **580 400**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **4 244**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **5,6**  
 Inflation 2021 (% est.) : **6**  
 Classement IDH 2020 : **143**

chef de l'État sortant et son vice-président s'étant gravement détériorés, Uhuru Kenyatta apportera son soutien à son ex-adversaire, le vétéran Raila Odinga, déjà trois fois candidat malheureux.

Ce contexte, qui sera surveillé avec attention, ne devrait pas remettre en cause le statut du Kenya, première économie de la Communauté d'Afrique de l'Est (PIB de 100 milliards de dollars). Nairobi est à la fois un hub logistique et financier abritant de nombreux sièges régionaux. Le pays, qui dispose de champions nationaux (Safaricom, Kenya Airways, M-Pesa), est à la pointe de l'innovation africaine dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'inclusion financière. Les TIC (16%) et les activités financières (33%) captent d'ailleurs la moitié des flux d'investissements étrangers.

Le stock d'IDE a augmenté de 90% en une décennie et s'élève à 16 milliards de dollars. Maurice, où de nombreuses entités étrangères sont domiciliées, est le premier investisseur (20% du total), devant l'Afrique du Sud (15%) et le Royaume-Uni (12%). La France est en cinquième position, avec 8,7%, loin devant la Chine, qui ne détient que 0,5% du stock d'IDE. Les échanges commerciaux entre Paris et Nairobi se sont élevés à 260 millions d'euros. Les entreprises françaises témoignent d'un intérêt croissant pour le marché kenyan, où 110 d'entre elles sont implantées, un chiffre multiplié par trois depuis 2012.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

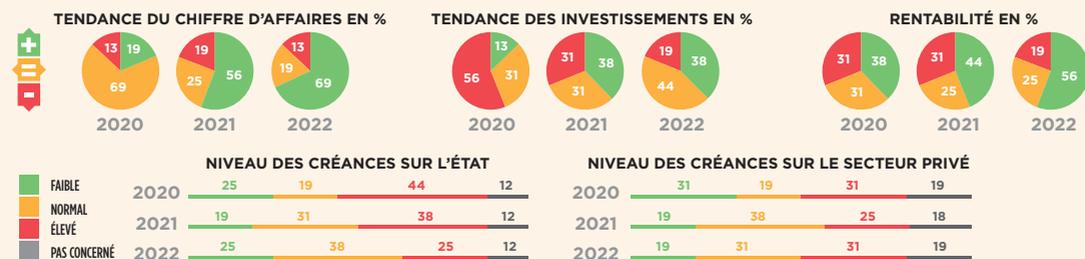
### POINTS FORTS

- Télécommunications
- Réseau aérien local et routier
- Secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

### POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Niveau de corruption
- Système judiciaire

Note globale moyenne : **2,9 sur 5** vs 2020



## OUGANDA

## Décollage imminent ?

Découverts en 2006, les gisements pétroliers ougandais devraient bientôt entrer en production, malgré les critiques. Une aubaine pour Kampala et ses partenaires français et chinois.



Président : **Yoweri Kaguta Museveni**  
 Premier ministre : **Ruhakana Rugunda**  
 Population (millions) : **42,8**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **241 600**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **777**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **6,7**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **2,9**  
 Classement IDH 2020 : **159**

Premier producteur africain de café, important exportateur d'or, l'Ouganda a renoué en 2021 avec une croissance vigoureuse (4,7%), et anticipe un niveau légèrement supérieur en 2022 (5,1%). Kampala a bénéficié d'allègements dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) mise en place par le G20 (et qui a été reconduite pour une année) et présente un profil de dette soutenable. Réélu avec 58% des voix en janvier 2021 au terme d'un scrutin vivement contesté par l'opposition, le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, est le patriarche de la sous-région. Son fils, Muhoozi Kainerubaga, 47 ans, passé par les plus prestigieuses académies militaires anglaises et américaines, est devenu chef de l'armée de terre et apparaît comme un prétendant potentiel à la succession. Visé par une série d'attaques terroristes survenues dans la capitale, en octobre et novembre 2021, le pays a répliqué en lançant une offensive conjointe avec l'armée congolaise contre les rebelles de l'ADF, responsables de ces attentats.

## Lac Albert

La construction de l'oléoduc de 1 400 kilomètres reliant les sites pétroliers du Lac Albert à la ville tanzanienne de Tanga, sur la côte de l'Afrique orientale, devrait débuter en 2022, après plusieurs mois de retard imputables à la lenteur du processus de prise de décision à Kampala. Ce projet de 3,5 milliards de dollars doit permettre de trouver un débouché à

la production ougandaise, dont le potentiel est estimé à 230 000 barils par jour (190 000 barils/jour pour Tilengo, opéré par TotalEnergies, et 40 000 barils/jour pour Kingfisher, opéré par le chinois CNOOC). Contestés par les écologistes, ces investissements pourraient générer des recettes annuelles d'1,5 milliard de dollars à l'Ouganda pendant trente ans. Après le rachat des parts du britannique Tullow Oil, TotalEnergies est devenu l'acteur le plus impliqué dans ce projet stratégique.



© robinletellier / SIPA

Le gouvernement ougandais avec l'appui du génie civil chinois a construit un immense réseau routier de plusieurs centaines de kilomètres dans la région d'Hoima et du lac Albert dans l'ouest de l'Ouganda.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Réseau aérien local
- Télécommunications
- Secteur bancaire
- Fiabilité des partenaires locaux

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Coût du transport aérien
- Niveau de corruption

Note globale moyenne : **2,9 sur 5** 📉 vs 2020



## RWANDA

## Croissance record

Devenu le gendarme régional de l'Afrique de l'Est, le pays veut capitaliser sur son image réformatrice pour s'imposer comme un hub d'affaires incontournable. Un pari en passe d'être gagné.



Président : **Paul Kagame**  
 Premier ministre : **Édouard Ngirente**  
 Population (millions) : **13,4**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **26 338**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 155**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **10,2**  
 Inflation 2021 (% est.) : **2,4**  
 Classement IDH 2020 : **160**

La croissance du Rwanda pour 2021 a atteint 10,2% au lieu des 5,1% initialement attendus par le FMI. Une performance spectaculaire qui témoigne de la résilience du pays dirigé par le président Paul Kagame. L'effet rattrapage, après la récession de 3,4% enregistrée en 2020, la reprise de la demande extérieure et une campagne de vaccination déployée avec volontarisme (55% de la population adulte entièrement vaccinée) sont à l'origine de ce rebond, qui devrait se poursuivre en 2022 (7%). Gérée de manière exemplaire, la crise pandémique a conforté le rayonnement rwandais : le pays a été l'un des seuls à avoir accès sans restriction au ciel européen. Il accueillera en 2022 la première usine africaine de BioNTech dédiée à la fabrication de vaccins à ARN messenger.

Admiré autant que jaloué, le président Kagame était le porte-voix de l'Afrique sur la scène internationale. Un rôle qu'il cumule désormais avec celui de gendarme régional, après l'envoi de troupes rwandaises pour sécuriser la région mozambicaine du Cabo Delgado, confrontée à une insurrection djihadiste qui menaçait notamment la pérennité des projets gaziers de TotalEnergies, ExxonMobil et ENI. Toujours sur le plan diplomatique, une détente est à l'œuvre avec l'Ouganda, les deux pays venant de rouvrir leur frontière terrestre, et les relations avec le Burundi, longtemps glaciales, sont en voie de normalisation.

## Softpower

Bien plus que ses ressources limitées ou sa position de pays enclavé au cœur d'une Afrique des Grands Lacs déchirée par les conflits, l'image réformatrice constitue l'atout numéro du Rwanda. La qualité de sa gouvernance économique, une législation incitative et l'amélioration continue du climat des affaires ont permis à Kigali de se positionner en hub d'affaires et d'attirer les investisseurs. Le stock d'IDE a atteint 2,6 milliards de dollars en 2020. Maurice (38%), le Kenya (8%) et l'Afrique du Sud (7,9%) étaient les principaux émetteurs. Le Qatar est appelé à monter en puissance : il va financer à 60% la construction de l'aéroport de Bugesera, estimé à 1,3 milliard de dollars.

Qatar Airways est devenu partenaire de Rwandair. La capitale rwandaise s'est dotée d'un centre financier international, le KIFC, qui ambitionne de jouer les premiers rôles en Afrique. Sa stratégie sera supervisée par le banquier Tidjane Thiam.

Les relations avec la France se sont notablement réchauffées, même si les échanges économiques demeurent modestes (de l'ordre de 25 millions d'euros). En visite à Kigali en mars 2021, Emmanuel Macron a annoncé un réengagement de l'Agence Française de Développement de 500 millions d'euros d'ici à fin 2023 pour soutenir des projets dans les secteurs de l'énergie, la santé, les TIC, et renforcer la francophonie.



Le président français Emmanuel Macron marche aux côtés du président rwandais Paul Kagame dans l'enceinte du palais présidentiel à Kigali le 27 mai 2021.

© Eliot Blondet-Pool/SIPA

## SOMALIE

# Farmajo à quitter ou double

Ajournées en 2021, les élections n'ont pu se tenir en mars et la crise politique s'éternise. Toujours extrêmement fragile, et menacée par le terrorisme islamiste, la Somalie a engagé un bras de fer avec son voisin kenyan.

Le mandat du président Mohamed Abdullahi Mohamed, plus connu sous le nom de « Farmajo », a expiré le 8 février 2021. Les élections ont été plusieurs fois reportées, du fait des combats puis de dissensions politiques, provoquant l'exaspération de Washington, qui a dénoncé « une obstruction ». Le programme avec le FMI pourrait être compromis. Le président sortant, qui se représentera, nourrit des relations exécrables avec son Premier ministre Mohamed Hussein Roble, qu'il a nommé en 2020 et qui s'est rapidement émancipé. Roble ne sera pas candidat mais a tout fait pour que le scrutin se tienne. Les parlementaires, qui désigneront le nouveau chef de l'État, auront à choisir entre Farmajo, proche du Qatar, et deux de ses prédécesseurs, Hassan Cheikh Mohamed et Sharif Cheikh Ahmed, qui lorgnent le soutien d'Abou Dhabi.

## Ambitions pétrolières

La Somalie, qui compte plusieurs composantes en état de quasi-sécession, à l'instar du Somaliland,



Président : **Mohamed Abdullahi Mohamed « Farmajo »**  
 Premier ministre : **Mohamed Hussein Roble**  
 Population (millions) : **16,4**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **637 500**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **NC**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **1,61**  
 Inflation 2021 (% est.) : **NC**  
 Classement IDH 2020 : **NC**

demeure confrontée à l'insurrection islamiste des shebabs et reste traversée par les rivalités claniques. Le président Farmajo souhaite cependant le départ de l'AMISOM, la force de paix de l'Union africaine. Économiquement, sa marge de manœuvre est assez limitée. Les dons représentent les deux tiers du budget de l'État, la pression fiscale étant très faible. La Somalie sort par ailleurs de plusieurs années de récession, et est en insécurité alimentaire.

Mogadiscio a rompu ses relations avec le Kenya, fin 2020, pour protester contre la déférence manifestée par Nairobi envers les dirigeants séparatistes du Somaliland et du Puntland. Le partage des eaux territoriales constitue un autre sujet de discorde. Mogadiscio a porté le contentieux devant la Cour internationale de Justice et a gagné. Elle soupçonne la présence de 30 milliards de barils et souhaite y développer les forages.



Les travailleurs sont assis devant des conteneurs d'expédition sur le quai du port maritime de Berbera au Somaliland, une région séparatiste de la Somalie.

## SOUDAN

## Retour à la case départ ?

Les militaires ont repris tous les pouvoirs à Khartoum. Un coup de force opéré alors que le pays, lourdement endetté, sortait à peine de la récession et s'apprêtait à toucher les premiers dividendes de la transition démocratique.



Président du Conseil de souveraineté :

**Abdel Fattah al Burhan**Population (millions) : **45**Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 883 000**PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 829**Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **0,9**Inflation 2021 (% , est.) : **194,6**Classement IDH 2020 : **170**

La laborieuse transition démocratique soudanaise, engagée en avril 2019 au lendemain de la chute d'Omar El Béchir, a connu un brutal coup d'arrêt le 25 octobre 2021 avec la dissolution du gouvernement civil par le président du Conseil de souveraineté, le général Abdel-Fattah al Burhan. Depuis des mois, la cohabitation avec le premier ministre Abdallah Hamdok battait de l'aile. La volonté de ce dernier de s'attaquer aux privilèges économiques de l'armée lui aura été fatale. Réinstallé quelques jours après à la primature, sous la pression internationale, Hamdok, qui avait perdu la confiance des manifestants pro-démocratie, a fini par démissionner le 3 janvier 2022. Les autorités soudanaises ont promis des élections sous un an, sans trouver pour l'instant de consensus avec les formations politiques et les groupes rebelles, toujours actifs au Darfour et à l'est, dans la région de Port Soudan. La situation est particulièrement précaire et l'armée réprime durement les manifestations.

Critiqué par les Occidentaux, le général al-Burhan sait pouvoir compter sur l'Égypte du maréchal Sissi, dont il appuie les revendications sur le partage des eaux du Nil face à l'Éthiopie d'Abiy Ahmed. Il est aussi appuyé par l'Arabie Saoudite et les Émirats, signataires, comme le Soudan, des accords d'Abraham visant à la normalisation des relations avec Israël. Khartoum s'est aussi rapproché de Moscou et envisage toujours l'implantation d'une base navale russe à Port-Soudan.

### Dette et inflation

Le pays a renoué avec la croissance après trois années consécutives de récession (+0,9% en 2021). Mais sa situation économique est catastrophique. L'inflation flirte avec les 200%, même si une décélération est espérée en 2022 (42%). La dette publique est abyssale : 209% du PIB, dont 166% pour la dette extérieure, constituée en grande partie d'arriérés impossibles à épurer. La conférence internationale organisée à Paris en mai 2021 a permis l'effacement de cinq milliards d'euros, dont quatre à l'initiative de la France. Sous programme FMI jusqu'en 2024, Khartoum espère de nouvelles annulations.

Avec un stock d'investissements directs étrangers de 28 milliards de dollars, le Soudan concentre un cinquième du total des IDE adressés à l'Afrique de l'Est et l'océan Indien. Les pays du Golfe (projets agricoles, agro-industries) et la Chine (matières premières, pétrole, logistique et ports) sont les principaux émetteurs. Le retour des occidentaux, amorcé dans le sillage de la levée des dernières sanctions internationales, en décembre 2020, et de la conférence de Paris de mai 2021, risque d'être contrarié par la dégradation de la situation politique. Le stock d'IDE français s'élève à environ 80 millions d'euros, les échanges commerciaux représentant entre 125 et 150 millions d'euros, selon les années.



© Marwan Ali/AP/SIPA

Soudanaises manifestant après le coup d'état d'octobre 2021.

## SOUDAN DU SUD

# Plus de la moitié de la population menacée par la faim

Les perspectives économiques s'améliorent avec la remontée des cours du brut, mais le pays, confronté à des inondations catastrophiques, vit une de ses pires crises humanitaires.



Président : **Salva Kiir**  
 Premier Vice-président : **Riek Machar**  
 Population (millions) : **12**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **644 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2000**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **5,3**  
 Inflation 2021 (% est.) : **23**  
 Classement IDH 2020 : **185**

La santé de l'économie du plus jeune pays d'Afrique est étroitement corrélée au pétrole. Les 170 000 barils extraits quotidiennement représentent 97% des recettes d'exportation et 88% des recettes de l'État. Après une violente récession en 2020 (-6,6%), la croissance est repartie en 2021 (5,3%) et devrait accélérer en 2022, à 6,5%, dans un contexte toujours marqué par des tensions inflationnistes (23%). Le pays, un des plus pauvres de la planète, se remet des séquelles de la terrible guerre civile post-indépendance entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar. Il dépend de l'aide internationale et des transferts de sa diaspora (34% du PIB).

L'accord de paix de 2018 tient toujours. Il a permis la mise en place d'un gouvernement d'union en février 2020 et une « réconciliation » entre les belligérants, mais le Soudan du Sud reste confronté à des accès de violences intercommunautaires.

## Drame humanitaire

Après les invasions de criquets, le Soudan du Sud vit des inondations catastrophiques depuis mai 2021. Elles ont provoqué la destruction des récoltes de céréales. 60% de la population (7 millions de personnes) est menacée par la faim. La Banque mondiale va débloquer une aide de 100 millions de dollars, qui s'ajouteront aux 500 millions du FMI. Dans ces conditions, la venue à Juba du pape François, accompagné de l'archevêque anglican de Canterbury, pourrait avoir un retentissement particulier. Envisagée depuis plusieurs années, elle pourrait enfin se concrétiser en 2022 et braquer les projecteurs sur le Soudan du Sud. Diplomatiquement, l'embellie entre Juba et Khartoum, palpable depuis le renversement d'Omar El Béchir, en 2019, se confirme, puisque la frontière avec le Soudan a été rouverte en septembre 2021.



*Il s'agit de la troisième année consécutive d'inondations extrêmes au Soudan du Sud, mettant davantage en péril les moyens de subsistance dans le pays le plus jeune du monde.*

## TANZANIE

## Virage à 180 degrés

Économie la moins impactée par la crise, la Tanzanie continue à attirer les investissements étrangers et développe son secteur minier.



Présidente : **Samia Suluhu Hassan**  
 Premier ministre : **Kassim Majaliwa Majaliwa**  
 Population (millions) : **59,7**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **947 300**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **2 600**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **4**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **3,2**  
 Classement IDH 2020 : **163**

Le décès soudain, quelques mois après sa réélection, du président covido-sceptique John Magufuli, le 17 mars 2021, a rebattu les cartes à Dar es-Salaam. Native de Zanzibar, diplômée en économie de l'université de Manchester, et âgée de 61 ans comme le défunt, l'ancienne vice-présidente Samia Suluhu Hassan est devenue la première femme à diriger la Tanzanie. Son mandat court jusqu'en 2025. Soutenue par l'ex-président Jakaya Kikwete, elle a rapidement pris ses marques, remaniant le gouvernement en profondeur et procédant à de nombreux changements à la tête des entreprises publiques.

Très active sur le front diplomatique, la nouvelle présidente s'est rendue à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, à Paris pour le Forum sur la paix, et s'est rapprochée du Caire. Elle a aussi opéré un virage spectaculaire en matière de politique sanitaire. Rompant avec le « négationnisme » de son prédécesseur, elle a autorisé les tests de dépistage, promu les gestes-barrière et lancé en juillet une campagne de vaccination. Le pays accuse un retard conséquent : moins de 2% de la population avait bénéficié d'un schéma vaccinal complet fin 2021.

## IDE et grands chantiers

La Tanzanie, qui n'a pas confiné, a été l'un des pays africains les plus résilients (+4,8% de croissance

en 2020). L'activité s'est maintenue à 4% en 2021 et devrait accélérer à 5,1% en 2022, alors que l'inflation demeurera sous contrôle, aux alentours de 3,4%. La Tanzanie compte parmi les dix plus importants destinataires d'investissements directs étrangers en Afrique, avec des flux entrants annuels de l'ordre d'un milliard de dollars. La Chine et l'Inde, suivis par le Kenya et le Royaume-Uni, sont les principaux émetteurs, les secteurs des mines, du pétrole et gaz et de l'agriculture étant les plus attractifs. Le stock d'IDE français reste modeste, tout comme les échanges commerciaux (une centaine de millions d'euros chacun), mais la présence des entreprises tricolores a doublé, passant à une quarantaine. Leur importance est appelée à croître, dans le sillage de la construction de l'oléoduc allant des rives du Lac Albert (Ouganda) à la ville portuaire de Tanga, un méga-projet de 3,5 milliards de dollars porté par TotalEnergies.

Le plan gouvernemental Tanzania Vision 2025 prévoit de porter à 10% la contribution du secteur minier au PIB à cet horizon. Cet essor s'accompagnera d'un accroissement de la participation de l'État dans les différentes mines, une disposition du code minier de 2017 instaurant une « participation gratuite » de 16% dans toutes les concessions du pays. Ce point, « non négociable », est à l'origine de nombreuses frictions entre l'État et les groupes étrangers déjà installés, et dont les contrats seront remis à plat.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

## POINTS FORTS

- Télécommunications
- Coût de la main d'œuvre
- Secteur bancaire

## POINTS FAIBLES

- Réseau électrique
- Système judiciaire
- Système de formation
- Réseau ferré

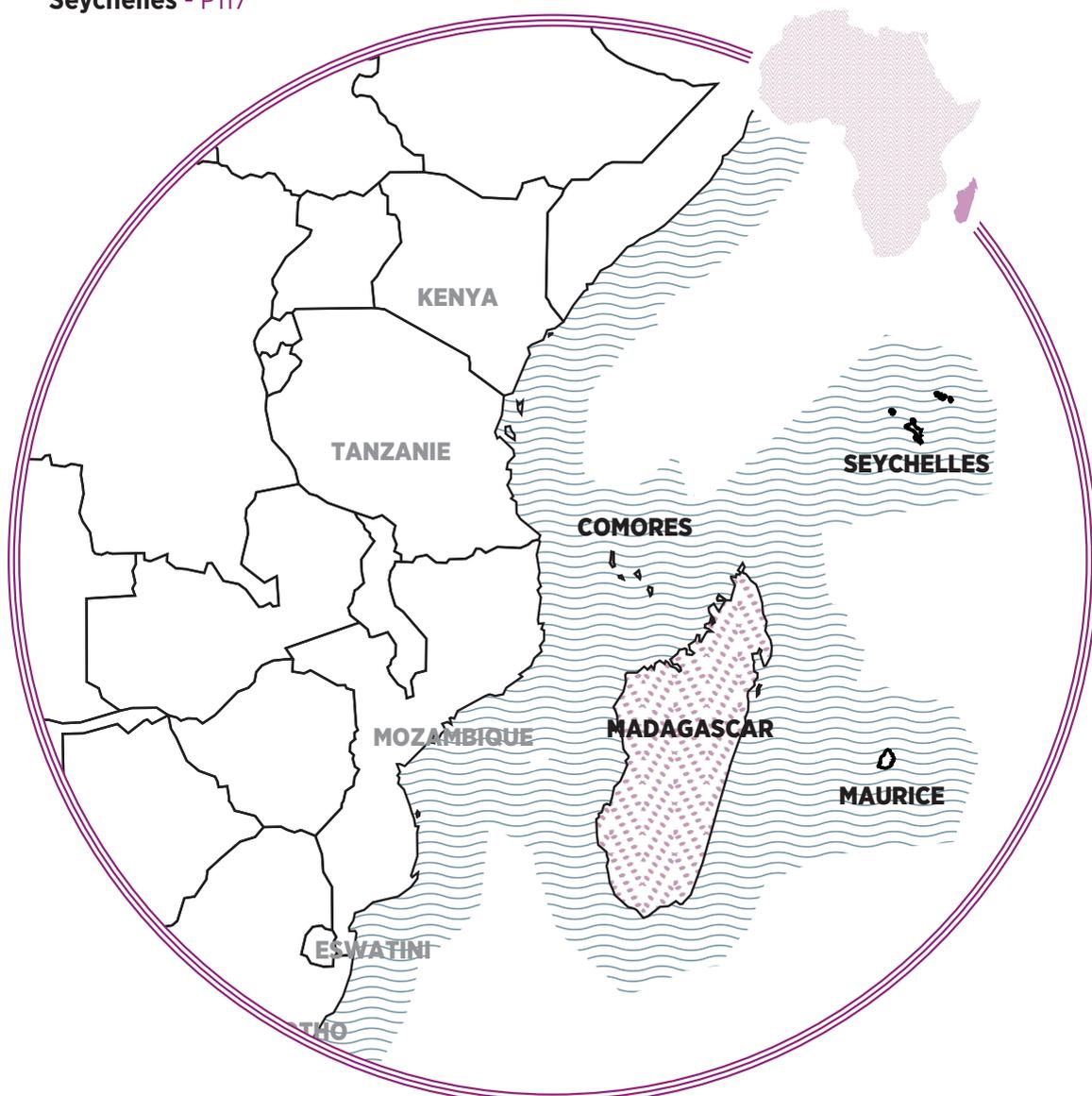
Note globale moyenne : **1,9 sur 5** ➡ vs 2020



# Un environnement soumis à des vents contraires

Fortement impactés par la crise du tourisme et la hausse des matières premières, les pays de l'océan indien cherchent la voie d'une diversification et convoitent sur de possibles réserves d'hydrocarbures. Des ambitions qui provoquent des frictions avec Paris, en ravivant les contentieux territoriaux ultramarins.

- Comores - P113
- Madagascar - P114
- Maurice - P116
- Seychelles - P117



**T**rès dépendants du tourisme, à l’instar des Seychelles, où cette industrie pesait 24 % du PIB avant la crise, les États insulaires de l’océan Indien ont payé un lourd tribut économique à la pandémie de Covid-19. La contraction de l’activité a atteint des niveaux records en 2020 à Maurice (-14,9 %), aux Seychelles (-12,9 %) et à Madagascar (-6,1 %). La reprise observée en 2021 n’a pas permis un retour aux niveaux antérieurs. Avec une croissance de 6,9 %, les Seychelles tirent leur épingle du jeu, suivies par Maurice (5 %), alors que l’activité est restée en berne à Madagascar (2,9 %) et aux Comores (1,6 %). Les perspectives sont meilleures pour 2022, nonobstant les incertitudes liées au nouveau variant originaire d’Afrique australe, qui rendent ces projections bien fragiles. La facture des mesures de soutien économique et des filets sociaux a provoqué une nette détérioration des finances publiques, mais les trajectoires d’endettement demeurent soutenables et n’inspirent pas d’inquiétude particulière.

Sur le plan strictement sanitaire, la région a été une des moins touchées d’Afrique, avec 140 000 cas de contamination et 2 500 décès. Il est cependant probable que l’ampleur de la pandémie ait été sous-estimée à Madagascar, qui a réalisé moins de tests que Maurice. La situation en matière de vaccination est particulièrement disparate. Les deux États les plus riches et les moins peuplés de la région, présentent des taux de vaccination record (81,5 % aux Seychelles, 74,5 % à Maurice). Les Comores, avec 35 % d’adultes entièrement vaccinés, sont dans une position intermédiaire, alors que Madagascar et ses 27 millions d’habitants ne comptait début mars 2022 que 3,5 % de sa population entièrement vaccinée. Mais plus encore que la diffusion du virus lui-même, c’est la proximité avec le virulent foyer situé en Afrique australe qui constitue un préjudice durable pour ces économies fortement extraverties. D’autres facteurs risquent de peser sur la reprise : l’évolution du prix de l’énergie, alors que tous les pays sont importateurs, et la hausse des prix des produits de première nécessité, notamment alimentaires, qui sont également très massivement importés.

### **La région de l’océan Indien est désormais au cœur d’enjeux stratégiques, suscitant l’intérêt de puissances comme la France et l’Inde, ou la Chine et les États-Unis.**

#### **Eldorado gazier**

Longtemps regardée comme une simple zone de passage, la région de l’océan Indien est désormais au cœur d’enjeux stratégiques, suscitant l’intérêt de puissances comme la France et l’Inde, ou la Chine et les États-Unis. Plusieurs facteurs y contribuent. En premier lieu, l’expansion chinoise sur la côte orientale de l’Afrique, où Pékin a massivement investi et développe désormais une présence militaire à Djibouti. Mais également la découverte de gigantesques gisements d’hydrocarbures dans le Canal du Mozambique, à partir du début des années 2010. Ce détroit fait maintenant figure de nouvel eldorado gazier. Il recèle l’équivalent des réserves de la mer du Nord ou du golfe Persique. Les seuls gisements en cours de développement se situent dans les eaux mozambicaines. Les eaux malgaches, comoriennes et même mauriciennes pourraient abriter elles aussi des ressources importantes.

Cette perspective donne lieu à une concurrence pour attirer des compagnies à des fins d’exploration. Elle avive également les contentieux territoriaux et les problèmes de délimitation des zones économiques exclusives à l’intérieur desquelles les États côtiers exercent leurs droits souverains en matière d’exploration et d’usage des ressources.

Puissance de l’océan Indien, présente à travers ses territoires ultramarins de la Réunion et de Mayotte, la France fait face

aux revendications des Comores et de Madagascar. Demeurée dans le giron français après le référendum de 1975, Mayotte, la quatrième île de l’archipel des Comores, est aussi celle où la présence tricolore est la plus ancienne – elle remonte à 1841. La situation dans le département ultramarin, confronté à une importante immigration illégale en provenance d’Anjouan, est devenue un sujet de débat et de crispation politique à l’approche de l’élection présidentielle française.

#### **Îles éparses**

Si la question mahoraise plombe depuis toujours les rapports entre Paris et Moroni, un autre contentieux territorial s’est invité dans les rapports entre Paris et Antananarivo : la dispute autour des îles éparses de l’océan Indien. Formées de cinq îlots inhabités d’une

superficie de 53 km<sup>2</sup>, mais disposant d'une zone économique exclusive de 640 000 km<sup>2</sup>, trois d'entre elles, les îles de Juan de Nova, Bassas da India et Europa sont au cœur d'une dispute entre la France, qui les administre, et Madagascar, qui en revendique la souveraineté à l'ONU depuis 1976. Elles assurent à la France une présence maritime étendue, et constituent un poste d'observation unique pour les scientifiques, car elles font partie des rares sanctuaires presque inviolés par l'homme. Madagascar, de son côté, suspecte la présence d'hydrocarbures dans les eaux territoriales. En mai 2019, lors d'une conférence de presse commune organisée en marge de sa visite à Paris avec son homologue Emmanuel Macron, le président malgache Andry Rajoelina a réitéré ses revendications. Cette sortie peu diplomatique a entraîné un refroidissement entre les deux pays, et a amené le président

français à visiter symboliquement, pendant quelques heures, l'archipel des Glorieuses. En mai 2020, l'annonce, par la France, du classement en réserve naturelle des îles éparses a suscité une nouvelle protestation de Madagascar, qui appelle à une médiation de l'Union africaine et de la Communauté économique de l'Afrique australe (SADC).

La France, qui assume la présidence tournante de la Commission de l'océan Indien jusqu'à la mi-2022, veut renforcer la coopération régionale en matière d'économie bleue, pour promouvoir la préservation des écosystèmes marins, quand 80 % des récifs coralliens des pays de l'Océan Indien sont menacés.

*Samy Ghorbal*



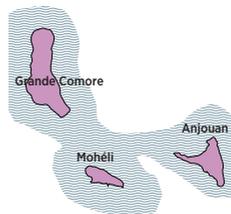
Le président français Emmanuel Macron reçoit le président malgache Andry Rajoelina à l'Élysée.

## COMORES

# Un plan Emergence en pointillés

Toujours dépendant des produits de la rente, et confronté à une balance commerciale structurellement déficitaire, l'archipel tente de mobiliser des investisseurs hésitants.

Les Comores ont connu une timide reprise de l'activité en 2021 (+1,6%). Cette tendance devrait s'accélérer en 2022, le FMI anticipant une croissance de 4%. L'archipel dépend très largement du tourisme, toujours en berne, et des cultures (vanille, girofle et ylang-ylang), qui représentent les trois quarts de ses recettes à l'export. Les Comores souffrent d'une balance commerciale structurellement déficitaire. Le gap entre importations et exportations, estimé à 20% du PIB, est en grande partie compensé par les transferts de fonds de l'importante diaspora (300 à 400 000 personnes, majoritairement en France et à Madagascar), qui se sont élevés à 150 millions d'euros en 2021. Le chômage (22%), la pauvreté, frappant 42% de la population, et l'enclavement des trois îles sont les autres maux chroniques du pays. En dépit du contentieux historique sur Mayotte, la France demeure un partenaire essentiel.



Président : **Azali Assoumani**  
 Population : **900 000**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **1 862**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **3 029**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **1,6**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **3,8**  
 Classement IDH 2020 : **156**

## Investissements en standby

En novembre 2021, le président Azali Assoumani a entrepris une tournée internationale qui l'a mené en France, au Royaume-Uni (pour la COP 26) et dans les pays du Golfe, afin de remobiliser ses partenaires. En décembre 2019, ceux-ci s'étaient engagés sur des financements de 4,3 milliards de dollars – dont 2,7 milliards issus du secteur privé – dans le cadre du Plan Comores Émergent. Des promesses qui tardent à se concrétiser, l'archipel n'a pour l'instant récolté que 750 millions de dollars, essentiellement de ses bailleurs bi et multilatéraux. En décembre 2020, le départ précipité du groupe Duval, qui avait repris un an auparavant la gestion de la Banque de Développement des Comores, a été interprété comme un mauvais signal par les investisseurs.

**API**  
 AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
 CAMEROUN

**AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**  
 B.P: 20771 Yaoundé  
 Tél: (00237) 22 21 87 05 / 33 42 59 16  
 Site web : www.investincameroun.net

**AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**  
 B.P: 20771 Yaoundé  
 Tél: (237) 656 02 46 00 / (237) 670 21 86 30  
 Site web : www.investincameroun.net

**INVESTIR AU CAMEROUN**

*Terre d'attractivité*

## MADAGASCAR

# Cap sur l'hydroélectricité

**Durement frappée par la récession en 2020, toujours affectée par la sécheresse et la crise du tourisme, la Grande Ile panse ses plaies et veut croire à la relance, avec l'appui des bailleurs internationaux.**



Président : **Andry Rajoelina**  
 Premier ministre : **Christian Ntsay**  
 Population (millions) : **28,7**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **587 000**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **1 596**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **2,9**  
 Inflation 2021 (% est.) : **6**  
 Classement IDH 2020 : **164**

Le rebond du secteur minier, qui s'était effondré du fait de la situation sanitaire en 2020 (-36%), porte la reprise de l'économie malgache. La croissance a avoisiné les 3% en 2021, et devrait accélérer à 4,8% en 2022. L'inflation, mesurée à 5,4%, constitue un facteur de préoccupation compte tenu du niveau de pauvreté endémique. Une réforme de la tarification électrique devrait cependant permettre aux trois quarts de la population de voir sa facture allégée.

Les autorités ont renoué avec le FMI et vont bénéficier d'une facilité élargie de crédit (FEC) de 265 millions d'euros pour la période 2021-2024, ainsi que d'appuis budgétaires de la Banque Mondiale (154 millions d'euros), de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Union européenne et de l'Agence française pour le développement (AFD) pour atténuer l'impact économique de la pandémie. La partie sud de l'île a également connu un épisode de sécheresse exceptionnelle, un million de personnes ayant souffert de malnutrition aiguë.

### Potentiel inexploité

Le président Andry Rajoelina, qui a remanié son gouvernement en août 2021, veut relancer le Plan Émergence Madagascar, recalibré autour d'un besoin de financement de sept milliards de dollars, financé à 85% sur fonds publics. Il accordera la priorité aux

infrastructures : accompagnées par les bailleurs, les autorités souhaitent mieux exploiter le potentiel hydroélectrique du pays. La construction de plusieurs mini centrales est prévue d'ici 2024. Autre chantier : l'attractivité des projets miniers, qui ont souffert du climat d'instabilité de la dernière décennie. Les flux d'IDE y ont été divisés par quatre alors que le pays possède des gisements de nickel, de bauxite, de cobalt, de graphite et des terres rares.

Le secteur touristique, qui pesait entre 7 et 10% du PIB avant la crise, reste particulièrement fragilisé. Plombée par 80 millions de dollars de dettes, la compagnie Air Madagascar a déposé le bilan. Une nouvelle entité, Madagascar Airlines, lui a succédé et assurera les liaisons avec Paris, la Chine ainsi que des vols régionaux. Cette crise de l'aérien a provoqué de sérieuses frictions entre l'État malgache et le consortium formé par Aéroports de Paris et le fonds Meridiam, gestionnaires de l'aéroport international d'Ivato. Plusieurs fois reportée, l'inauguration du nouveau terminal, construit par Bouygues, est finalement intervenue mi-décembre.

La France est le premier client et le deuxième fournisseur de Madagascar, avec des échanges commerciaux de l'ordre de 750 millions d'euros. La Société Générale a débloqué une ligne de crédit de 88 millions d'euros, complétée par un prêt du Trésor de 28 millions pour l'ambitieux projet du téléphérique d'Antananarivo, qui sera construit par Poma et Colas/Bouygues.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

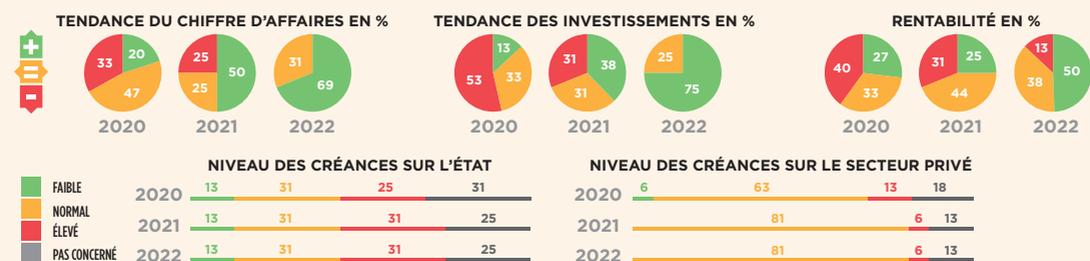
### POINTS FORTS

- Télécommunications
- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Secteur bancaire

### POINTS FAIBLES

- Infrastructures
- Efficacité de l'administration
- Niveau de corruption
- Système de santé

**Note globale moyenne : 2,2 sur 5 vs 2020**





© SIPA

Vue sur la rivière der Lokoho dans la province d'Antsiranana au nord-est de Madagascar.

MAURICE

# Un modèle à réinventer

Le tourisme, l'immobilier et les services financiers, à l'origine du « miracle mauricien », montrent des signes de fragilité. La crise sanitaire est passée par là. D'autres pistes de développement sont à l'étude.



Président : **Prithvirajsing Roopun**  
 Premier ministre : **Pravind Kumar Jugnauth**  
 Population (millions) : **1,27**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **2 040**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **25 266**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% , est.) : **5**  
 Inflation 2021 (% , est.) : **5,1**  
 Classement IDH 2020 : **66**

Avec une croissance de l'ordre de 5% en 2021, qui devrait accélérer à 6,7% en 2022, l'économie mauricienne remonte la pente. L'activité de l'île s'était contractée de 14,9% en 2020. Ce choc d'une rare violence avait été provoqué par l'effondrement du tourisme (24% du PIB et 22% de la population active en 2019).

En dépit des incertitudes liées au variant Delta, qui a durement frappé le pays en octobre et novembre 2021, les professionnels se montraient relativement confiants pour 2022, persuadés que les mesures de confinement strict et de fermeture totale des frontières, en vigueur en 2020, ne devraient pas se reproduire. Les mesures de soutien à l'économie ont fait exploser le déficit budgétaire, qui a quintuplé entre 2019 et 2021 (11,7% du PIB). La dette publique – 29% du de la richesse nationale – reste cependant soutenable. Les flux nets entrants de capitaux, drainés par les investissements dans le secteur immobilier, ont été pratiquement divisés par deux au cours de la dernière période.

Malgré cette conjoncture incertaine, Maurice continue de jouir de solides atouts. L'île figure dans la tranche supérieure des pays à revenus intermédiaires et présente un niveau de développement humain quasi-similaire à celui des pays développés. Elle

occupe le premier rang continental en matière d'environnement des affaires. Elle occupe également la tête du classement de la Fondation Mo Ibrahim pour la gouvernance. La corruption est faible et la justice protège les investisseurs.

### Enjeux de conformité

La fiscalité ultra-avantageuse de Maurice est cependant sur la sellette. Le secteur financier est exposé aux durcissements de la réglementation internationale. Ébranlé par le scandale des Mauritius Leaks, le pays a été placé en 2020 sur la liste noire de l'Union européenne, mais les efforts réalisés en matière de conformité et de coopération judiciaire devraient lui permettre de s'en extraire rapidement. Maurice vient d'être retiré de la « liste grise » du Groupe d'action financière (GAFI).

Les déboires des deux mamelles de l'économie mauricienne que sont le tourisme et la finance ont convaincu le gouvernement de Pravind Jugnauth de la nécessité de repenser le modèle de développement mis en place dans les années 1990. Les énergies fossiles comptent parmi les pistes à l'étude. Un projet de loi pour renforcer l'attractivité de l'investissement dans l'exploration et la prospection offshore est en discussion au Parlement. La zone économique exclusive mauricienne (ZEE), qui s'étend sur 1,9 million de kilomètres carrés, est une des plus importantes du monde. Elle n'est quasiment pas exploitée, alors que des gisements ont été découverts dans les eaux voisines des Seychelles et dans le canal du Mozambique.

## BAROMÈTRE CIAN 2021

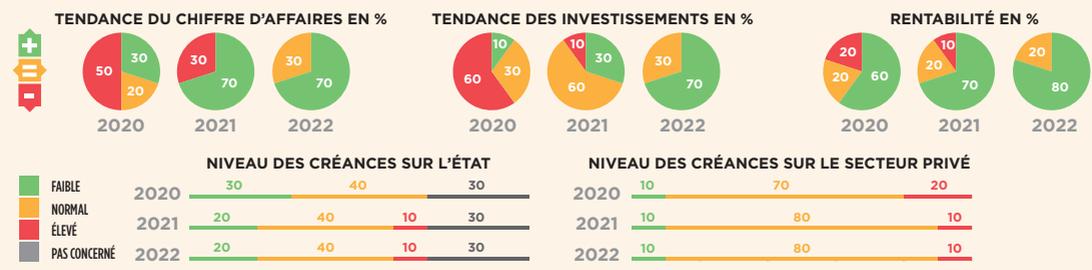
### POINTS FORTS

- Infrastructures
- Sécurité des personnes
- Secteur bancaire
- Droit du travail / coût main d'œuvre

### POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Coût du transport aérien

Note globale moyenne : **3,7 sur 5** + vs 2020



## SEYCHELLES

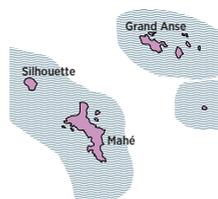
## Des finances très fragiles

L'État n'a eu d'autre choix que de laisser exploser son déficit public pour amortir les effets de la crise provoquée par l'arrêt du tourisme. Les incertitudes sanitaires rendent les perspectives 2022 incertaines.

Premier président issu des rangs de l'opposition depuis l'indépendance, en 1977, Wavel Ramkalawan aurait pu rêver d'un début de mandat moins délicat. L'archipel, ultra-dépendant du tourisme, est en effet terriblement fragilisé par les conséquences de l'interminable crise de la Covid-19. En 2020, Les Seychelles ont été un des pays africains les plus touchés économiquement, avec une récession de 12,9%. L'activité s'est partiellement redressée en 2021 (+6,9%), et le FMI anticipe une accélération de la croissance en 2022, à 7,7%. Mais cette projection pourrait être remise en cause par le variant Omicron. L'inflation s'est élevée à 10% en 2021, mais c'est le niveau de la dette qui préoccupe : il a progressé de plus de trente points en deux ans, à 85,6% du PIB.

## Liste noire

L'État est intervenu massivement pour amortir l'arrêt brutal du tourisme, au printemps 2020. Le budget,



Président : **Wavel Ramkalawan**  
 Vice-président : **Ahmed Afif**  
 Population : **99 250**  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : **455**  
 PIB/hab. 2020 (USD, ppa) : **26 903**  
 Croissance du PIB réel 2021 (% est.) : **6,9**  
 Inflation 2021 (% est.) : **10**  
 Classement IDH 2020 : **67**

excédentaire en 2019, a enregistré un déficit de 19,5% en 2020 et de 13,6% en 2021. Les dépenses publiques ont augmenté de vingt points au pic de la crise, passant à plus de 57%. Les 40% de parts détenues par la compagnie Etihad dans Air Seychelles ont été rachetées par l'État, entraînant sa nationalisation.

Les perspectives de reprise du tourisme sont hypothétiques. La proportion des adultes vaccinés atteint les 80% dans l'archipel, soit un niveau record en Afrique, contribuant à faire de la destination une des plus sûres du monde. Les croisières ont repris après 18 mois d'interruption, à la mi-novembre 2021. Mais la reprise pourrait être menacée par un effet panique liée à la diffusion du nouveau variant dans l'océan indien. Sur le front juridico-financier, l'archipel a obtenu un succès en sortant de la « liste noire » des juridictions fiscales non-coopératives établie par l'Union européenne.

